

UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET
DES SCIENCES DE GESTION
DEPARTEMENT DES SCIENCES ECONOMIQUES



Mémoire en vue de l'obtention du Diplôme de
master en Sciences Economiques
Option : Banque et Marchés Financiers

Sujet

***Appréciation de la structure financière d'une
entreprise et de sa performance par une
banque : cas de la société générale Algérie***

Présenté par :

AMMI Larbi

DOUMER Malik

Membres du jury :

Rapporteur : AMIAR Lila

Président : IMOUDACHE Nadir

Examineur : SIMENSOUR Farida

Promotion 2013/2015

UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET
DES SCIENCES DE GESTION
DEPARTEMENT DES SCIENCES ECONOMIQUES



Mémoire en vue de l'obtention du Diplôme de
master en Sciences Economiques
Option : Banque et Marchés Financiers

Sujet

***Appréciation de la structure financière d'une
entreprise et de sa performance par une
banque : cas de la société générale Algérie***

Présenté par :

AMMI Larbi

DOUMER Malik

Membres du jury :

Rapporteur : AMIAR Lila

Président : IMOUDACHE Nadir

Examineur : SIMENSOUR Farida

Promotion 2013/2015

Remerciements

Le présent travail n'est pas seulement le fruit de nos propres efforts, mais aussi les efforts de bien de personnes à qui nous exprimons nos vifs remerciements.

Nous exprimons nos plus vifs et profonds remerciements d'abord à Mme AMIAR pour avoir acceptée de diriger notre travail, pour nous avoir guidés et prodigués de précieux conseils qui nous ont permis de mener à bien notre mémoire.

Nos remerciements sont ensuite adressés aux membres du jury qui ont bien voulu lire et évaluer notre travail.

Nos remerciements s'adressent également à l'ensemble des enseignants de la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales, et des sciences de Gestion, plus particulièrement ceux du Département des sciences économiques, et à tous ceux qui ont contribué à notre formation.

Nous tenons à remercier également la Banque Société Générale et, tout particulièrement, le personnel du centre d'affaires qui nous ont encadrés au cours de notre stage et qui nous ont fourni les informations nécessaires à la réalisation du présent mémoire.

Enfin, nous remercions toute personne ayant pris part de près ou de loin à l'élaboration et à la réalisation de ce modeste travail.

Dédicaces

Aux personnes devant lesquelles tous les mots de l'univers ne sauraient être capables d'exprimer notre amour et notre affection pour elles, aux êtres qui nous sont les plus chers, à nos Parents. Merci pour votre soutien, votre encouragement et votre patience. Et surtout merci d'avoir fait de nous ce que nous sommes maintenant.

A nos chers frères et sœur pour leur soutien moral.

A tous nos proches et ami(e)s.

AMMI.L - DOUMER.M

Résumé

C'est bien connu, les investisseurs de tout calibre vivent dans la hantise des « mauvaises surprises » et des cadavres dormant dans les placards, en effet, toute décision d'investissement, en dehors des motivations personnelles, découle d'un long processus de réflexions et d'études approfondies qui portent sur tous les aspects de l'investissement en question, que ce soit, l'ordre d'opérations de fusion-acquisitions, d'investissements sur les marchés financiers ou d'opérations de crédits. Le management, la conjoncture économique, les attraits du marché doivent être analysés de la manière la plus fine possible, la pierre angulaire de cette étude, est la situation financière, cet aspect doit être particulièrement décortiqué, il est clair qu'un marché porteur et un management efficient sont des facteurs clefs de succès, mais couplés à une structure financière déséquilibrée ne pourraient aboutir qu'à un échec.

Les états financiers sur lesquels se base l'analyse financière doivent répondre à un certain nombre de principes tels que l'intelligibilité, la pertinence ou la fiabilité, mais les communications comptables et financières sont vagues et peu révélatrices, ajouter à cela les techniques d'habillage des comptes « window-dressing » utilisées pour améliorer leur présentation, rend la tâche abrupte et difficile. Certes, la généralisation des normes comptables internationales IAS et IFRS (notamment à partir de 2010 en Algérie) donne une vision économique plus précise des entreprises et sociétés, mais l'étude doit être poussée, et notamment par un certain nombre de ratios pour juger de la performance de l'entreprise en question, cela est la raison de vivre de l'analyse financière.

Mots clef :

Analyse financière, équilibre financier, performance, rentabilité, profitabilité, efficience, états financiers, ratios, fond de roulement, diagnostic financier, solde intermédiaire de gestion, trésorerie.

Abstract

It is well known, investors of all levels live in fear of "bad surprises" and sleeping corpses in closets, indeed, any investment decision, apart from personal motivations, the result of a long process of reflections and depth studies that address all aspects of the investment in question. Whether, during merger and acquisitions, investments in the financial markets or credit transactions. Management, economic conditions, market attractions should be analyzed in the finest way possible, the cornerstone of this study is the financial situation, this aspect should be particularly husked, it is clear that a strong market and efficient management are key success factors, but coupled with an unbalanced financial structure could only lead to failure.

The financial statements on which to base financial analysis must meet a number of principles such as understandability, relevance or reliability, but the accounting and financial communications are vague and revealing, add to that the techniques dressing of accounts "window-dressing" used to improve their presentation, making the steep and difficult task. While the generalization of international accounting standards IAS and IFRS (especially from 2010 in Algeria) gives a more accurate picture of economic enterprises and companies, but the study must be pushed and in particular by a number of ratios to judge the company's performance in question, this is the reason for living of financial analysis.

Keywords:

Financial analysis, financial balance, financial structure, financial stability, performance, profitability, efficiency, financial statements, ratios, working capital, intermediate management balances, cash.

Liste des abréviations

Abréviations	significations
AC	Actif circulant
BFR	Besoin en fonds de roulement
BTPH	Bâtiments, travaux publics et hydrauliques
CA	Chiffre d'affaires
CAF	Capacité d'autofinancement
CP	Capitaux propres
CPE	Capitaux permanents
DCT	Dettes à court terme
DLMT	Dettes à long et à moyen terme
DTP	Direction des travaux publics
DUAC	Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
EBIT	Earnings Before Interest and Taxes
EBITDA	Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization,
FR	Fonds de Roulement
HT	Hors taxes
IAS	International accounting standards
IFRS	International financial reporting standards
IS	Impôt sur les sociétés
MP	Matières premières
PIB	Produit intérieur brut
REX	Résultat d'exploitation
RF	Résultat financier
SCF	Système comptable et financier
SIG	Solde Intermédiaires de Gestion
TN	Trésorerie nette
TTC	Toutes taxes comprises
VA	Valeur Ajoutée
VD	Valeurs disponibles
VE	Valeurs D'Exploitation
VI	Valeurs immobilisées
VR	Valeurs réalisables

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre I : Concepts de base de l'analyse financière.....	6
Introduction du chapitre I	7
Section 1 : Méthodologie de l'analyse financière	8
Section 2 : Performance et solidité financière d'une entreprise	18
Conclusion du chapitre I.....	25
Chapitre II : Outils de l'analyse financière	26
Introduction du chapitre II	27
Section 1 : Bilan financier	28
Section 2 : Compte de résultat.....	35
Section 3 : Tableau des flux de trésorerie.....	46
Section 4 : Tableau de variation de capitaux	52
Conclusion du chapitre II	55
Chapitre III : Etude approfondie des différents équilibres	56
Introduction du chapitre III.....	57
Section 1 : Analyse de l'équilibre financier	58
Section 2 : Analyse à partir des ratios	62
Conclusion du chapitre III	73
Chapitre IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque société générale.....	74
Introduction du chapitre IV	75
Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil.....	76
Section 2 : Application d'une démarche d'analyse financière sur une entreprise de BTPH	82
Conclusion du chapitre IV	97
Conclusion générale	99

Introduction générale

Une entreprise désigne « le regroupement durable et la mise en œuvre organisée de moyens en capitaux, en hommes, en techniques, pour produire des biens et des services destinés à un marché solvable »¹, qu'elle soit commerciale, financière ou industrielle, elle se révèle être une réalité complexe impliquant de nombreux acteurs et mobilisant de multiples ressources. L'importance et la complexité des opérations est telle que l'individu, aussi performant qu'il soit, ne peut conserver tout en sa mémoire, d'où l'existence de la comptabilité.

La comptabilité est un système d'information permettant de formaliser les données relatives à l'entreprise. Elle fournit une information intelligible, significative, fiable et pertinente sur la réalité économique de l'organisation².

Cependant, à la lecture d'un document comptable, on ne peut que constater ce qui a été fait. Durant l'année, des flux monétaires internes et externes ont sans cesse circulé. La comptabilité générale a bien tenu son rôle en nous informant de cette circulation, mais pour une vision plus large et plus complexe, elle se révèle insuffisante.

Des flux d'informations brutes doivent être décodés et interprétés par des indicateurs avec lesquels les parties prenantes, au premier rang desquels figurent les actionnaires et les prêteurs, ont par contrat des droits reconnus sur la richesse de l'entreprise.

L'analyse financière est un outil de gestion qui permet, d'avoir une estimation financière actuelle de son entreprise et de déterminer les responsabilités afin de corriger les anomalies s'il y en a, elle permet aussi de prévoir son avenir financier. Elle a pour objectif d'établir un diagnostic sur la situation financière de L'entreprise, afin de porter un jugement sur son équilibre financier et sur sa performance (au présent et au futur)³.

À la différence de la comptabilité, l'analyse financière ne suit pas des règles rigides, car les buts recherchés ne sont pas exactement les mêmes. La comptabilité donne une information, l'analyse financière utilise cette information pour prendre des décisions.

L'analyse financière consiste à étudier l'information comptable et financière relative à une entreprise. L'analyse doit aboutir à un diagnostic, donc émettre un avis sur la structure

¹ DRANCOURT.M, « Leçon d'histoire sur l'entreprise de l'Antiquité à nos jours », Edition Presses universitaires de France, 2002, p 26.

² DISLE.C et BOUVIER.A-M, « Introduction à la comptabilité cas pratiques », Edition Dunod, Paris, 2008, p1.

³ REBAINE.N, « analyse financière », Edition pages bleues, Algérie, 2011, p 6.

financière et la performance de l'entreprise étudiée et permettre d'en comprendre les déterminants.

Selon Gérard CHARREAUX ⁴ L'utilisation finale de l'analyse financière peut varier; ainsi, selon que cette analyse est faite à la demande d'un banquier, d'un gérant de portefeuille, du dirigeant de l'entreprise étudiée ou de celui d'une entreprise concurrente, les éléments-clés du diagnostic peuvent revêtir une intensité différente et l'analyse peut être plus ou moins approfondie. Cependant, dans notre travail le diagnostic financier s'articulera autour de trois dimensions: l'équilibre financier, la rentabilité et la solvabilité.

Problématique

Comme toutes les activités d'une entreprise se traduisent en flux financiers, leur bonne gestion est une nécessité si non elles se prêtent à la liquidation. Plus encore, les finances se retrouvent dans toutes les activités de l'institution. Ainsi leur bonne gestion s'impose pour la survie de l'organisation. L'analyse financière est un instrument de suivi, d'évaluation et de contrôle de gestion qui permet aux dirigeants de l'organisation de prendre des décisions à des moments opportuns et aux banquiers de faire des estimations sur la solvabilité de l'entreprise.

Les activités de l'analyse financière englobent la collecte des données comptables significatives et leur interprétation afin de tirer des conclusions sur la santé financière d'une entreprise, sa politique d'endettement et de financement.

Nous avons étudiés le cas d'une entreprise de bâtiment, travaux publics et hydrauliques, à la suite d'une demande de crédit pour l'acquisition d'un engin de chantier ainsi qu'une facilité de caisse. Notre préoccupation majeure est d'examiner sa structure financière en vue de tirer des conclusions conséquentes sur son équilibre financier, sa rentabilité et sa solvabilité.

Dans le cadre de notre travail, une question principale mérite d'être posée :
l'entreprise remplit-elle les conditions nécessaires pour émettre un avis favorable à sa demande ?

De cette question principale découle trois interrogations :

⁴ Gérard CHARREAUX, né le 25 avril 1950, est un professeur français en sciences de gestion, pionnier de la recherche en gouvernance en France, parmi ces distinctions : Chevalier de l'ordre des Palmes académiques (1998), Officier de l'ordre des Palmes académiques (2003), Membre élu de l'American Academy of Financial Management en (2003).

- La structure financière de l'entreprise est-elle suffisamment saine pour lui permettre d'atteindre son équilibre financier ?
- Sa rentabilité est-elle suffisante pour assurer la continuité de son activité ?
- Est-elle capable d'assurer le remboursement de ses dettes dans les délais fixés ?

Hypothèse

L'hypothèse générale de notre recherche est que l'entreprise sujette à l'étude, **présente une structure financière solide qui garantit le respect de son équilibre financier, et elle est suffisamment rentable pour assurer sa pérennité.**

Cette hypothèse est subdivisée en deux :

Hypothèse 1 : Sa structure financière est saine et lui permet d'atteindre son équilibre financier et d'être solvable.

Hypothèse 2 : Sa rentabilité est suffisante pour assurer la continuité de son activité et le remboursement de ses engagements à terme.

Choix et intérêt du sujet

Le choix porté sur la structure financière de l'entreprise comme clé de voûte de notre étude se justifie par le fait qu'elle demeure pour toute entreprise, quelle que soit sa taille et sa nature, un thermomètre d'évaluation de sa performance et aussi une technique d'investigation ayant pour objet essentiel la recherche des conditions de l'équilibre financier.

L'intérêt pour ce présent sujet est de saisir l'opportunité de nous familiariser avec le paysage comptable et financier des entreprises, approfondir nos connaissances en matière d'analyse financière, c'est-à-dire, être capable de lire et interpréter les contenus des différents états financiers, construire des indicateurs et dégager les informations pertinentes sur la réalité économique et financière d'une entreprise.

Délimitation du sujet

Pour éviter de traiter un sujet de recherche vague, nous avons délimité notre sujet dans le domaine, dans le temps et dans l'espace.

- Dans le domaine : notre travail porte sur l'étude des états financiers d'une entreprise afin de tirer des conclusions sur sa structure financière et sa performance financière ;
- Dans le temps : notre recherche porte sur une période de trois ans allant de 2012 à 2014 ;
- Dans l'espace : notre étude porte sur une entreprise de bâtiment, travaux publics et hydrauliques.

Méthodes et techniques utilisées

Tout travail scientifique exige l'utilisation des méthodes et techniques pour mieux saisir le sujet d'étude. Dans le cadre de notre étude, nous avons fait recours aux méthodes et techniques suivantes :

➤ **Méthodes**

- **Méthode historique** : Elle nous a permis de consulter les documents financiers des années antérieures et d'exploiter les faits par des situations liées au passé de l'entreprise
- **Méthode analytique** : Elle nous a permis de traiter systématiquement toutes les informations et les données collectées en insistant beaucoup sur chaque cas.
- **Méthode comparative** : Elle nous a permis de comparer les états financiers, présentés année par année, comparer les différentes variations des déterminants de l'équilibre financier afin d'en apprécier la performance.

➤ **Techniques**

- **Technique documentaire** : Tout travail scientifique demande au moins un minimum de connaissances sur le thème à traiter. En effet, il est question de récolter des données existantes dans les bibliothèques, les mémoires de nos prédécesseurs, les ouvrages à caractère financier et certains sites internet. Cette technique nous a permis d'enrichir nos connaissances théoriques et la définition des principaux concepts de notre sujet.

- **Technique d'interview libre** : Elle nous a permis d'interroger les responsables du centre d'affaire de la Société Générale, pour nous éclairer sur les notions relatives à notre étude et d'approfondir notre approche pratique.

Ainsi, nous avons opté pour l'interview libre parmi toutes les autres techniques, parce qu'elle est menée de manière spontanée et permet d'obtenir des informations sans recourir à un questionnaire.

Structure du mémoire

Notre étude qui est une appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance, se subdivise outre l'introduction et la conclusion en quatre chapitres.

Le premier chapitre, intitulé « **Concepts de base de l'analyse financière** », porte sur le cadre conceptuel théorique de l'étude, dont l'objectif est d'appréhender et de développer les notions clés utilisées tout au long de ce travail, pour que nous puissions harmoniser le dialogue avec nos différents lecteurs. Ainsi il nous paraît nécessaire de présenter dans un premier temps, les soubassements théoriques sur la démarche et méthodes de l'analyse financière, pour finir, nous développerons le concept de performance relatif à la solidité financière d'une entreprise.

Le deuxième chapitre, intitulé « **Outils de l'analyse financière** », sera développé pour illustrer les différents outils nécessaires pour mener une analyse financière, c'est-à-dire, les états financiers, nous allons les aborder de façon simple, après un petit rappel de ces documents comptables, nous aborderons l'interprétation de leurs contenus, en partant des conditions de fonctionnement d'une entreprise à travers son bilan, pour ensuite étudier son activité à l'aide du compte de résultats, et finir par la dynamique des flux.

Le troisième chapitre, intitulé « **Etude approfondie des différents équilibres** », est une suite pour le deuxième chapitre, en effet, il a pour objectif l'analyse des documents cités dans ce dernier. On commencera par la présentation et l'appréciation de l'équilibre financier, pour finir on va utiliser un ensemble de ratios organisés en deux catégories, la première nous renseigne sur la structure financière de l'entreprise, et la seconde sur son activité.

Le quatrième chapitre intitulé « **appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque société générale** » traitera de l'approche pratique, où nous allons essayer à travers l'étude d'un cas, d'appliquer les principales idées développées en théorie.

Chapitre I :

Concepts de base de
l'analyse financière

Introduction du chapitre I

L'analyse financière a pour objet de collecter, et d'interpréter des informations comptables permettant de porter un jugement sur la situation économique et financière d'une entreprise et son évolution. Elle consiste en « une démarche, qui s'appuie sur l'examen critique de l'information comptable et financière fournie par une entreprise à destination des tiers (donc de tout le monde...), ayant pour but d'apprécier le plus objectivement possible sa performance financière et économique (rentabilité, pertinence des choix de gestion...), sa solvabilité (risque potentiel qu'elle présente pour les tiers, capacité à faire face à ses engagements...), et enfin son patrimoine.» ⁶

Le présent chapitre a pour objectif, le développement des principaux éléments théoriques de l'analyse financière, nécessaires à la mise en place d'un diagnostic financier, et émettre un jugement sur l'état de la structure financière d'une entreprise et sa performance.

Ainsi, la première section intitulée « méthodologie de l'analyse financière », sera développée pour illustrer la logique à suivre dans la mise en place d'un diagnostic financier, et une présentation des différentes méthodes de l'analyse financière.

La deuxième section intitulée « performance et solidité financière d'une entreprise », sera consacrée au développement théorique sur la performance et ce qui fait la solidité financière d'une entreprise, c'est-à-dire, la rentabilité, la profitabilité et la solvabilité.

⁶ DEISTING.F et LAHILLE.J-P, « aide-mémoire analyse financière », Edition Dunod, Paris, 2013, p 1.

Section 1 : Méthodologie de l'analyse financière

L'analyse financière est une collection de nombreuses techniques et outils en constante évolution. Du fait de nouveaux phénomènes économiques apparaissent de nouvelles variables comptables, et ces nouvelles information sur les entreprises engendrent de nouveaux outils, ou perfectionnent les outils existants de l'analyse financière⁷.

Il existe de nombreux utilisateurs de l'analyse financière, visant chacun des objectifs différents. Pour n'en citer que quelques-uns, les banquiers se préoccupent davantage de la solvabilité d'une entreprise particulière, le fisc s'intéresse à son bénéfice imposable, les investisseurs et les actionnaires surveillent essentiellement sa rentabilité financière, alors que les décideurs se préoccupent de sa rentabilité économique, de la productivité des moyens mis en œuvre dans l'activité.

1.1 Notions sur l'analyse financière

Selon Élie COHEN⁸, (1997), L'analyse financière constitue «un ensemble de concepts, de méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière d'une entreprise, aux risques qui l'affectent, au niveau et à la qualité de ses performances. »⁹

1.1.1 Utilité de l'analyse financière

Ce sont les établissements de crédits qui ont été à l'origine du diagnostic financier. Le risque qu'ils encouraient les a amenés à créer des outils susceptibles de les aider dans leur prise de décision d'octroi de crédit.

Aujourd'hui, l'analyse financière est réalisée en interne dans un souci d'information ou de prise de décision. Elle peut également être réalisée par une multitude de partenaires extérieurs à l'entreprise.

⁷ MORDANT.G, « méthodologie d'analyse financière », p 15, www.bibliotheque.insee.net, 10/09/2015.

⁸ Élie Cohen est un économiste français, né le 3 septembre 1950 à Meknès (Maroc). Directeur de recherche au CNRS (centre national de la recherche scientifique), il est connu pour ses nombreuses publications ; le grand public le connaît aussi pour ses participations à de nombreuses émissions de radio et télévision, notamment à *C dans l'air* sur France 5.

⁹ SIR TOSSIM.T, mémoire sur le thème « Diagnostic de la performance à partir des états financiers », master finance d'entreprise, CIB INTA 2006, p 20.

a- Les gestionnaires (les dirigeants)

En tant qu'analystes internes, ils sont les mieux placés pour avoir une analyse aussi fine que possible en raison de la disponibilité de l'information.

Cela leur permet de mesurer la performance de sa propre gestion, de la comparer à celle de ses concurrents directs, et éventuellement de mettre d'apporter des améliorations.

Elle permet aussi, et surtout, d'apprécier la solvabilité de ses clients (intérêt financier direct) et de ses fournisseurs (intérêt stratégique) en analysant leurs propres bilans.

b- Les actionnaires ou les investisseurs

Ces derniers s'intéressent aux bénéfices potentiels et à la rémunération de leurs capitaux apportés. Ils s'intéressent également aux plus-values dégagées.

Elle mesure comment l'entreprise est capable de créer de la valeur ; elle débouche sur une analyse de la valeur de l'action et finalement sur une recommandation d'achat ou de vente de cette action.

Elle permet l'appréciation de la performance et l'efficacité du dirigeant en place, et le remplacer s'il ne donne pas toute la satisfaction requise.

c- Les prêteurs

Parmi les prêteurs, les banques viennent en tête, toutefois, il y a d'autres prêteurs tels que les autres entreprises qui consentent des emprunts ou des avances, ou qui vendent à crédit.

Les objectifs des prêteurs sont multiples et changent selon la nature du prêt : à court ou à long terme. Les prêteurs à court terme s'intéressent à la liquidité à court terme et à sa capacité à faire face à ces échéances à court terme.

Les prêteurs à long terme s'intéressent à la solvabilité de l'entreprise à long terme et à sa capacité à dégager des profits à long terme.

d- Les salariés

Ils sont les premiers intéressés par la situation de l'entreprise, car toute défaillance de cette dernière entraîne la perte de leur emploi. Dans les entreprises les mieux organisées, les salariés sont de vrais partenaires de l'entreprise, ils ont le droit de participer aux bénéfices et peuvent devenir des actionnaires (actionnariat-salarial).

D'autres partenaires restent également intéressés par la vie de l'entreprise tel que l'Etat, les clients et les fournisseurs, etc.

Les informations utilisées par l'ensemble de ces partenaires sont des informations d'ordre comptable, chacun va les exploiter et les traduire en fonction de ces centres d'intérêts et de la position qu'il occupe par rapport à l'entreprise. Partant des mêmes informations et ayant des objectifs différents, chacun des partenaires va porter un regard différent sur l'entreprise.

1.1.2 Objectifs de l'analyse financière ¹⁰

L'analyse financière a pour objectif s'intéresse à quatre préoccupations, à savoir la solvabilité, la performance, la croissance et le risque, voici les questions le plus essentielles auxquelles l'analyse financière tente de répondre :

a- Comment a évolué la structure financière de l'entreprise ? Quelle est la structure financière de l'entreprise ? Cette structure est-elle équilibrée ? Qu'en est-il de sa capacité d'endettement ?

b- Comment ont évolués les actifs de l'entreprise ? L'entreprise augmente-elle ?, maintient-elle ou diminue-t-elle son appareil industriel et commercial ?

c- Comment a évolué le cycle d'exploitation notamment en termes de délais ? L'entreprise diminue-t-elle le niveau de ses stocks ? Accorde-t-elle un crédit client plus important ou plus faible ? Bénéficie-t-elle de crédits plus ou moins longs de la part des fournisseurs ?

d- Comment a évoluée l'activité ? Le chiffre d'affaires croit-il fortement, faiblement, stagne-t-il, baisse-t-il ? Quel a été le rythme de croissance ? Est-elle supérieure à celle du secteur de l'entreprise ?

e- Comment a évoluée la rentabilité ? Les rentabilités économiques et financières sont-elles satisfaisantes ? En augmentation ? Les moyens employés sont-ils en conformité avec les résultats obtenus ? Qu'en est-il des charges d'exploitation, croissent-elles plus ou moins vite que l'activité ? Quels sont les risques encourus ? Y a-t-il un risque prononcé ou non de connaître une défaillance ?

¹⁰ Professeurs EL MALLOUKI et FEKKAK, « cours d'analyse financière », p 10, www.bibliotheque.insee.net, 10/09/2015.

1.2 Démarche et méthodes de l'analyse financière

L'analyse financière peut répondre à des questions très diverses comme : peut-on prêter à une entreprise et si oui combien ? Peut-on lui vendre ou lui acheter ? Serrait-elle intéressante pour faire une opération de croissance ? Serrait-elle intéressante pour y investir ?

Dans ce point, nous n'attacherons pas d'importance à rependre à une démarche précise, mais envisagerons tous les points qui, quel que soit le motif, ils doivent être analysés afin de comprendre le passé de l'entreprise.

1.2.1 Démarche de l'analyse financière

Elle comporte trois (03) phases : l'observation, la compréhension et l'interprétation.

a- L'observation

Pour la mise en œuvre d'un diagnostic, il faut d'abord délimiter l'ensemble à observer et à étudier. Ensuite, il faut procéder à la collecte des informations internes et externes.

➤ **définition de l'ensemble à observer**

- les spécificités de l'entreprise : on retient les critères suivants :

- Le domaine ou la nature de l'activité ;
- La taille ;
- La forme juridique ;
- La répartition des pouvoirs.

- le cycle de vie de l'entreprise : on retient les critères suivants :

- Création ;
- Croissance et développement ;
- Disparition par fusion acquisition ;
- Cession ou liquidation.

➤ **la collecte d'information** : deux sources d'informations peuvent être distinguées

- les sources d'information internes : on peut les classes en quatre (04)

catégories

- Les informations comptables historiques ;
- Les données de la comptabilité et du contrôle de gestion ;
- Les données sociales ;

- Les informations de la politique générale.
 - les sources d'information externes : on peut distinguer cinq (05) sources
- La presse économique et financière ;
- La presse professionnelle et les études sectorielles ;
- Les sources statistiques ;
- Les supports et documents administratifs ;
- Les bases de données spécialisées.

En plus des sources documentaires, les visites d'entreprises et les entretiens sont des modes de collecte d'information efficaces pour une meilleure connaissance de l'entreprise.

b- La compréhension et l'interprétation

Les données comptables, déterminées par des postulats et des conventions et influencées par le cadre juridique, souffrent de distorsions par rapport à la réalité économique. Ce qui conduit, en premier lieu, de procéder à une sélection, à un contrôle et à des traitements pour neutraliser ces distorsions. Une fois le traitement de l'information réalisé, on peut interpréter les résultats.

➤ **le retraitement de l'information comptable** : les documents comptables éloignés de la réalité économique, doivent être neutralisés par un contrôle préalable de la qualité de l'information comptable, et des retraitements visant à donner une représentation plus économique.

➤ **le contrôle et le retraitement de l'information comptable** :

• **le contrôle** : il faut s'assurer de la nature et des conditions d'élaboration de l'information comptable.

- Dans le cas de situations provisoires il faut utiliser les informations avec prudence ;
- Si l'information provient de comptes révisés, il sera utile de connaître les conditions de révisions ;
- Dans le cas des comptes soumis à la certification des commissaires aux comptes, il convient de voir les rapports (généraux et spéciaux) car la certification peut être assortie d'une réserve.

- **les retraitements** : il s'agit des reclassements des postes comptables, leurs réintégrations ou leurs éliminations des états financiers et, enfin des corrections de valeurs.

Ces retraitements visent à dégager les informations économiques et financières, du formalisme imposé par la cadre juridique de la comptabilité, et ainsi restaurer la prééminence de la réalité économique sur son apparence.

➤ **l'interprétation et le choix des normes de référence** : l'interprétation s'appuie parfois uniquement sur l'expérience du praticien, mais elle suppose le recours à des outils d'analyse et des normes de référence tel que la grille d'analyse, les ratios...

- **les grilles d'analyse** : se sont de tableaux ou des états synthétiques, permettant de dégager à partir des données financières, des variables caractéristiques et établir en elles des relations significatives ainsi que des comparaisons normatives ou chronologiques.

- **les ratios** : un ratio est le rapport de deux grandeurs exprimé sous forme d'un quotient.

1.2.2 Différentes méthodes d'analyse financière

a- Analyse en tendance

C'est l'étude d'une même entreprise sur plusieurs exercices. L'analyse financière s'effectue nécessairement en tendance sur plusieurs exercices puisqu'elle a pour objet d'étudier le passé, pour diagnostiquer le présent et prévoir l'avenir. Elle peut également être appliquée sur des états prévisionnels élaborés par l'entreprise. Seule une étude sur plusieurs exercices permet de dégager des tendances et des évolutions.

Cette approche présente cependant deux limites importantes :

- Une évolution en tendance n'a de sens que si les éléments sont à peu près comparables d'une année à une autre. Cela ne sera pas le cas si l'entreprise change partiellement ou totalement d'activité, de conditions d'exploitation (recours massif à la sous-traitance...), de périmètre de consolidation..., sans parler des modifications des règles comptables par lesquelles l'entreprise transcrit la réalité ;
- L'information comptable est structurellement en retard. Il faut, en générale, attendre 2 à 3 mois pour obtenir les comptes de l'exercice passé qui peuvent déjà ne plus avoir de

rapport avec la situation présente de l'entreprise. Face à cette réalité, l'analyste externe est défavorisé par rapport à l'analyse interne qui, lorsque le système d'information est efficient, dispose de ces données beaucoup plus rapidement.

b- Analyse comparative

L'analyse comparative consiste à évaluer les principaux soldes et ratios d'une entreprise afin de comparer ceux-ci aux soldes et ratios caractéristiques des entreprises du même secteur d'activité, tout particulièrement en matière de structure financière. Pourquoi ? Parce qu'en cas de difficultés, les canards boiteux ¹¹ vont disparaître en premier. Une entreprise n'est pas moins viable dans l'absolu : elle est simplement plus ou moins viable que d'autres.

La méthode comparative est notamment employée par les analystes financiers pour comparer les performances financières des entreprises d'un même secteur, par certaines entreprises dans le but de fixer le délai de règlement pouvant être accordé à leurs clients, ou encore par les banques afin de juger le caractère anormal de certains délais de règlement et certains rythmes de rotation de stocks, et d'apprécier la structure financière. C'est le domaine du benchmarking¹².

Il existe aussi deux limites à cette approche :

- La notion de secteur est floue et dépend du niveau de détail choisi. Restituant l'entreprise par rapport aux firmes concurrentes, cette démarche nécessite que les informations collectées auprès des différentes entreprises du secteur soient homogènes et que l'échantillon soit suffisamment représentatif¹³.
- Il peut y avoir des phénomènes d'euphorie collective qui font que les valeurs d'un secteur sont provisoirement surestimées.

¹¹ Canard boiteux : Celui qui retarde les autres, personne mal adaptée, inefficace, entreprise peu rentable.

¹² La traduction naturelle du benchmarking pourrait être "Etude comparative", c'est une technique de marketing ou de gestion de la qualité qui consiste à étudier et analyser les techniques de gestion, les modes d'organisation des autres entreprises afin de s'en inspirer et d'en tirer le meilleur.

¹³ MOOC analyse financière, « chapitre 7 : introduction au diagnostic financier », www.firstbusinessmooc.org, 10/09/2015. P 07.

1.2.3 Plan type d'analyse financière

Une entreprise ne peut pas être viable et survivre à terme si elle n'arrive pas à trouver durablement des clients qui acceptent d'acheter sa production ou ses services à un prix donné, qui doit lui permettre de réaliser un résultat d'exploitation positif et suffisant. C'est la base de tout. Dès lors, il convient d'étudier en premier lieu la formation du résultat de l'entreprise. Mais la réalisation des marges nécessite des investissements préalables qui prennent deux formes : l'acquisition de matériel, de bâtiment, de brevets, de filiales... et la constitution d'un besoin en fonds de roulement. Bien évidemment ces investissements devront être financés, soit par les capitaux propres ou par l'endettement bancaire.

Dès lors que les trois éléments précédents (marges, investissements, financement) ont été étudiés, il est possible de calculer la rentabilité de l'entreprise, c'est-à-dire son efficacité, que celle-ci s'applique à l'actif économique ou aux capitaux propres. On aura alors achevé notre travail et on pourra reprendre aux questions qui nous ont motivés.

a- La création de richesse

La première étape d'une analyse financière consiste à étudier les marges de l'entreprise ainsi que la structure de son chiffre d'affaires. L'analyse détaillée du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation permettra de répondre à plusieurs questions.

- D'abord, quelle est l'évolution du chiffre d'affaires ? en prix et en volume ? en croissance interne ou externe ? c'est une variable clef qui pose le décor de l'analyse financière, (une entreprise en croissance n'aura pas les mêmes problèmes qu'une entreprise en déclin, en récession, en redressement, en croissance exponentielle) ;
- Le chiffre d'affaires évolue-t-il dans le même sens que le résultat d'exploitation ?
- Quelle est l'importance de la conjoncture, la force du cycle, ses conséquences en terme de volume et de prix (quel sera l'écart avec le haut ou le bas du cycle) ?
- Quelle est l'évolution de la marge d'exploitation ?

b- La politique d'investissement

Il existe deux grands types d'investissement pour une entreprise :

Le premier type d'investissement est celui correspondant aux immobilisations. Ces informations sont importantes pour comprendre la stratégie de l'entreprise en rapprochant notamment le montant des nouveaux investissements avec celui des dotations aux amortissements. Les dotations aux amortissements correspondent à l'usure de l'appareil

productif. Selon le principe de rattachement comptable des charges au chiffre d'affaires, une entreprise qui fait l'acquisition d'une machine de 1 000 000 DA à un moment donné et qui pense pouvoir utiliser cette machine pendant 5 ans, devra amortir celle-ci dans son compte de résultat de 200 000 DA chaque année.

Si la direction croit dans l'entreprise et dans son avenir, le montant des nouveaux investissements devra être au moins égale au montant des dotations aux amortissements de la période. Le cas contraire répété sur plusieurs exercices montrera que sa direction cesse d'y croire ou que cette entreprise n'est qu'une vache à lait¹⁴.

Le second poste fondamental à analyser est celui du besoin en fonds de roulement, Le besoin en fond de roulement traduit le décalage entre d'une part les stocks et les créances par rapport (à l'actif du bilan) aux dettes fournisseurs (passif du bilan).

c- La politique de financement

L'analyse du financement passe dans un premier temps par comprendre ses mouvements de trésorerie. Le célèbre investisseur Warren Buffet¹⁵ appelle la trésorerie « la rente du propriétaire » et a toujours attaché une attention particulière à cet indicateur¹⁶.

Comment calculer la variation de trésorerie? La première étape consiste à calculer la capacité d'autofinancement de l'entreprise (*cashflow* en anglais). Le cashflow est un potentiel de cash, il n'est pas le cash en lui-même.

On ajoute au cashflow la variation du BFR. Pourquoi? Car si le cashflow témoigne d'un potentiel de cash sur la période donnée, la réalité est différente: l'entreprise accorde des délais de paiement à ses clients, possède des stocks et paie elle-même à crédit ses fournisseurs. Toutes ces opérations ont un impact sur la trésorerie réelle de l'entreprise. On obtiendra donc en ajoutant à la CAF la variation du BFR, le flux de trésorerie d'exploitation de l'entreprise (*operating cashflow* ou *cashflow from operation*).

¹⁴ MOOC analyse financière, Op. Cit. P 05.

¹⁵ Warren BUFFETT est un homme d'affaires et investisseur américain. Surnommé « l'oracle d'Omaha », il fait partie des hommes les plus riches du monde depuis le début du XXI^e siècle.

¹⁶ BUFFET.M – CLARCK.D, « Warren Buffet et l'interprétation des états financiers », Edition Maxima, 2011, p 168.

L'autre partie consistera à analyser les ratios de liquidité de l'entreprise comme par exemple le ratio de liquidité immédiate, son ratio d'indépendance financière et celui d'autonomie financière, afin de nous faire une idée des grands équilibres de sa structure de financement ainsi que sa capacité de remboursement.

d- La rentabilité de l'entreprise

L'idée est à ce niveau de faire ressortir de l'analyse économique les principaux ratios comme celui du rendement de l'actif pour pouvoir effectuer des comparaisons avec d'autres entreprises du même secteur et de faire ressortir l'efficacité de l'entreprise, crée-t-elle de la valeur ou pas ?

Tableau n° 01 : Synthèse du plan type d'analyse financière

1- analyse des marges ou la création de richesses
Outils : Comptes de résultat (évolution activité, analyse des marges) - Structure - Effet point mort
2- analyse des investissements
Outils : Bilan fonctionnel/financier - Actif immobilisé - Besoin en fonds de roulement
3- analyse des financements
Outils : Bilan fonctionnel ou financier / Tableaux des flux de trésorerie - Capitaux propres - Endettement - Flux de trésorerie - Risque de transformation / liquidités
4- analyse de la rentabilité
Outils : Bilan fonctionnel/financier - Analyse rentabilité économique et financière : effet de levier - Comparaison entre rentabilité économique / taux exigé par les créanciers et actionnaires

Source : MOOC analyse financière, Op. Cit. P 09.

Section 2 : Performance et solidité financière d'une entreprise

Pour mesurer la performance et la solidité financière d'une entreprise, il existe trois niveaux d'évaluation. Le premier est la rentabilité, ce point est incontournable, il illustre la capacité d'une entreprise à générer des revenus.

Le second niveau se situe au niveau de la solvabilité, elle détermine la capacité d'une entreprise à payer ses dettes. Elle correspond à l'argent disponible sur les comptes de l'entreprise pour faire face aux différentes dépenses et charges.

Le troisième et dernier niveau porte sur la profitabilité, Cet indicateurs fait apparaître le lien entre le niveau d'activité d'une entreprise et la réalisation des bénéfices.

2.1 : La rentabilité¹⁷:

Quand une entreprise dégage de fortes marges, on considère, en première lecture, qu'elle est performante. Cependant, pour une réelle appréciation de ses performances, il faut prendre en considération les efforts d'investissement et le volume des immobilisations qu'elle a dû mettre en place pour atteindre ses résultats, les conditions commerciales souples ou intenable qu'elle subit ou quelle choisit dans le cadre de l'exercice de son activité (stockage excessif, délais de règlement clients trop long ou délais de règlement fournisseur trop faible).

La rentabilité est le rapport entre un revenu obtenu ou prévu et les ressources employées pour l'obtenir, elle représente l'évaluation de la performance des ressources investies par les apporteurs de capitaux¹⁸.

2.1.1 La rentabilité économique (rentabilité des capitaux investis)

La rentabilité économique (Return On Capital Employed) est la rentabilité des capitaux investis, ou de l'actif économique, (ou encore « capital employed » capitaux employés ou capitaux utilisés) qui correspondent aux moyens nécessaires pour qu'une entreprise exerce son métier. Il s'agit des investissements (actifs immobilisés nets) et des besoins en fonds de roulement. Ces besoins, liés au cycle d'exploitation (pour les BFR) et au cycle d'investissement (pour les immobilisations), sont financés par des ressources qui

¹⁷ Il convient de distinguer la notion de rentabilité de certaines notions voisine :

- 1- La profitabilité : implique un excédent des produits sur les charges.
- 2- La rentabilité : entraîne un excédent de recettes sur les dépenses.
- 3- Le rendement : l'aptitude d'un investissement à produire des biens au cours d'une période.
- 4- La productivité : représente l'aptitude des facteurs de production (investissement, travail) à produire plus de biens à un prix donné.

¹⁸ BERK.J et DEMARZO.P, « finance d'entreprise » 3ème édition, édition Pearson, France, 2014, p 285.

viennent des actionnaires ou des créanciers (principalement les banquiers). Le montant total des ressources correspond au montant total des besoins.

Tableau n° 02 : Bilan Emplois/Ressources (actif économique et capitaux investis)

Actif économique : Quels sont les moyens d'exploitation utilisés ?	Capitaux investis : Qui a assuré le financement ?
Actif immobilisé en valeur nette (y compris les immobilisations financées par crédit-bail) + Besoins en fonds de roulement Stocks + créances clients et autres créances d'exploitation (y compris créances mobilisées non échus) – dettes d'exploitation principalement les dettes fournisseurs	Ressources propres Capital et réserves + Dettes financières nettes Dettes à long et moyen terme (y compris le crédit-bail) + trésorerie passif (dettes financières à court terme y compris les effets à l'escompte et non échus) – trésorerie actif ou disponibilités et placements financiers à court terme.

Source : rentabilité économique, www.analyse-sectorielle.fr, 28/09/2015

Nous avons dans les capitaux investis d'un côté, l'ensemble des emplois engagés par l'entreprise dans le cadre de l'exercice de son métier, et de l'autre côté, les ressources dont elle a disposée pour financer ces besoins.

a- Formule de calcul

La rentabilité économique se calcule comme suite :

$$RE = \frac{REX (1 - \text{taux de l'IS})}{AE} \quad ^{19}$$

$$AE = AIVN + BFR \text{ ou } AE = CP + DFN$$

RE : rentabilité économique.

REX : résultat d'exploitation.

IS : impôts sur les sociétés.

AE : actif économique.

AIVN : actif immobilisé en valeur nette.

BFR : besoin en fonds de roulement.

CP : capitaux propres.

DFN : dettes financières nettes.

Ce ratio calculé pour une entreprise et comparé à celui de ses concurrents, permet une meilleure lecture des performances économiques, c'est une synthèse globale de la rentabilité indépendamment des modalités de financement.

¹⁹ THIBIERGE.C, « analyse financière » 2ème édition, Edition Vuibert, septembre 2007, P 76.

La rentabilité économique mesure l'efficacité de l'outil économique utilisé par l'entreprise pour son exploitation courante. C'est un point fondamental de l'analyse financière qui tient compte des performances managériales, stratégiques, concurrentielles, et du degré d'adéquation des actifs économiques à l'activité de l'entreprise.

On peut décomposer le ratio Résultat d'exploitation/Actif économique en deux autres ratios, la marge d'exploitation (la profitabilité) et un taux de rotation (rotation des capitaux investis)

$$RE = \frac{REX (1 - \text{taux de l'IS})}{AE} = \frac{REX (1 - \text{taux de l'IS})}{CA} \times \frac{CA}{AE}$$

20

CA : chiffre d'affaires

- Le résultat d'exploitation (1 – taux IS) ÷ Chiffre d'affaires : ce ratio mesure la marge opérationnelle (d'exploitation), il exprime la profitabilité de l'exploitation.
- Le chiffre d'affaires ÷ actif économique : correspond au taux de rotation de l'actif, qui mesure l'efficacité de l'entreprise dans l'utilisation de ces actifs.

a- Leviers d'amélioration de la rentabilité économique

Dans beaucoup d'entreprises, la priorité est d'améliorer le niveau de rentabilité économique est la grande priorité. Ce ratio exprime en synthèse la rentabilité de l'exploitation, et donc la performance de l'entreprise et l'efficacité de l'équipe de gestion compte tenu des contraintes et des opportunités environnantes.

Ces entreprises savent que les partenaires externes, notamment les associés ou les futurs investisseurs, regardent attentivement l'évolution de ce ratio de synthèse et le comparent à celui des concurrents.

Les principaux leviers d'amélioration de la rentabilité économique se résument comme suite :

- contrôler ses marges par le chiffre d'affaires et les coûts ;
- s'assurer de la rentabilité des actifs de production ;
- minimiser tous les actifs dits improductifs ;
- contrôler le BFR.

²⁰ THIBIERGE.C, Op.Cit. P 78.

2.1.2 La rentabilité financière (rentabilité des capitaux propres)

La rentabilité financière, ROE (Return on equity), mesure le rendement des capitaux propres de l'entreprise. Comme dans tout calcul de la rentabilité, il s'agit de comparer un résultat à un élément du bilan. Ici on recherche la rentabilité des capitaux propres indiquée par le résultat net, ce résultat est celui qui peut être redistribué ou mis en réserves ou les deux, il est à mettre en rapport avec les capitaux propres, qui sont des capitaux, soit apportés lors des différentes augmentations de capital par les actionnaires, soit laissés par ces derniers dans les réserves. Dans tous les cas, les capitaux propres correspondent à des sommes investies par les actionnaires.

a- Formule de calcul

La rentabilité financière se calcul par ce ratio :

$$\text{rentabilité financière} = \frac{\text{résultat net}}{\text{capitaux propres}}$$

22

La rentabilité financière dépend donc, du résultat net et du niveau des capitaux propres, Plus le premier est élevé et plus les seconds sont bas, meilleur est la rentabilité financière puisque peu de capitaux en rapportent beaucoup.

b- Leviers d'amélioration de la rentabilité financière

L'entreprise en générale a besoin de capitaux propres et de capitaux empruntés pour fonctionner. Elle devra donc arbitrer entre ces deux ressources et rechercher le meilleur rendement financier tout en rassurant ses financiers avec un montant de capitaux propres suffisants. Elle va se servir du levier de la dette pour maximiser sa rentabilité financière. L'effet de levier se mesure avec le ratio suivant : endettement net ÷ capitaux propres.

Favoriser l'effet de levier revient à s'appuyer plus sur l'endettement plutôt que sur les capitaux propres, il peut s'avérer positif ou négatif. Il faut veiller à garder un bon équilibre entre les capitaux propres et les dettes car la lourdeur de l'endettement :

- Génère des charges financières dont le poids vient amputer le résultat d'exploitation et altérer de façon significative le résultat net ;
- Peut s'avérer très risquée car elle dégrade les ratios d'équilibre financier au bilan.

²² THIBIERGE.C, Op.Cit. P 81.

2.1.3 L'effet de levier d'endettement

On parle d'effet de levier d'endettement au niveau de la rentabilité financière pour décrire l'intérêt que peut trouver une entreprise à se financer par des emprunts bancaires.

Lorsque la rentabilité économique est supérieure au taux de l'intérêt de l'emprunt, l'entreprise gagne de l'argent sur chaque euro de capital emprunté à la banque. Mais qui récolte les profits réalisés ? Les actionnaires bien entendu ! Et ils gagnent de l'argent sur un capital qu'ils n'ont pas fourni (puisqu'il vient des banques) !

En termes économiques, on dit que la rentabilité financière devient supérieure à la rentabilité économique, dès lors que l'entreprise est endettée auprès des banques, et que la rentabilité économique du capital emprunté est supérieure au taux de l'intérêt.

Attention : si la rentabilité économique devient inférieure au taux d'intérêt, l'effet de levier se transforme en "effet de massue" de l'endettement sur la rentabilité financière. L'entreprise perd de l'argent sur chaque euro emprunté, et ce sont les actionnaires qui en font les frais.

2.2 La solvabilité ²³

La solvabilité d'une entreprise se définit comme sa capacité à assumer le règlement intégral de ses dettes lorsqu'elles arrivent à échéance. Il s'agit donc là d'une contrainte permanente dont la simple remise en cause, même temporaire, place l'entreprise en situation de cessation de paiement.

Cela explique en grande partie l'importance des contraintes financières imposées à l'entreprise non seulement au regard de la gestion financière, mais également au regard de l'ensemble des décisions de gestion.

²³ Il convient de distinguer la notion de solvabilité et celui de liquidité :

La solvabilité est la mesure de la capacité d'une personne physique ou morale à payer ses dettes sur le court, moyen et long terme sans se retrouver en défaut de paiement.

La liquidité quant à elle, est en quelque sorte la solvabilité à court terme. Il s'agit de la capacité à faire face à ses échéances immédiates, par exemple les dettes financières à très court terme, des salaires ou encore la TVA.

Pour faire face à ses dettes, la société doit disposer des liquidités suffisantes ou de quasi liquidités. Il faut donc de la trésorerie (monnaie disponible), et éventuellement des actifs transformables immédiatement en liquidités. Sans liquidités suffisantes, une entreprise ou même une personne peut se retrouver en défaut bien qu'elle soit solvable.

En effet, une phase d'insolvabilité, même transitoire, peut compromettre irrévocablement l'autonomie ou la survie d'une entreprise, quels que soient ses réalisations et ses potentiels commerciaux ou techniques.

Le risque d'insolvabilité intéresse principalement les partenaires extérieurs qui sont appelés à s'engager avec l'entreprise, au premier rang se trouve la banque.

2.2.1 Enjeux de la solvabilité

La solvabilité est la seconde contrainte financière de survie de l'entreprise, c'est est l'aptitude de l'entreprise à assurer durablement le paiement de ses dettes exigibles. Il s'agit d'une contrainte majeure, l'incapacité de l'entreprise à rembourser ses dettes est le constat de sa défaillance qui se généralise à la cessation de paiements à l'ensemble des relations qu'elle entretient avec ses partenaires économiques, en particulier les prêteurs et les fournisseurs. Ce constat est le fait générateur de procédures amiables ou judiciaires qui, dans la généralité des cas, mènent à la disparition de l'entreprise ou au départ de ses dirigeants.

L'état de solvabilité résulte d'une correspondance entre les flux de monnaie, entre les diverses recettes et les diverses dépenses. L'analogie est possible avec un réservoir qui serait alimenté par une vanne (les encaissements de toutes natures), et qui serait vidé par une autre vanne (les décaissements de toutes natures). La contrainte de solvabilité à très courte échéance, aussi appelée liquidité, impose que le réservoir ne soit jamais totalement vide. L'image du réservoir symbolise l'encaisse de l'entreprise. Il faut qu'il soit suffisamment rempli.

2.2.2 Contraintes de la solvabilité

Il y a deux manières différentes d'appréhender la contrainte de solvabilité :

a- Solvabilité à court terme

Pour assurer les paiements qu'elle ne peut différer, l'entreprise ne peut compter que sur les encaissements et les disponibilités monétaires en caisse. Pour être solvable le jour j , il faut que l'inégalité suivante soit satisfaite :

$$\text{Sortie des liquidités } j \leq \text{entrée des liquidités } j + \text{Stock monnaie } (j - 1)$$

Source : élaboration personnelle

Ce qui prédomine ici, c'est la liquidité de l'entreprise. L'insolvabilité immédiate est l'expression d'une illiquidité qui ne peut être qu'une simple panne technique passagère et qui ne signifie pas forcément la défaillance irréversible de l'entreprise vis-à-vis des tiers.

Une analyse de la solvabilité uniquement à très court terme serait cependant critiquable, car elle conduirait à privilégier une attitude au jour le jour. Il ne faut pas oublier que la solvabilité à un instant donné peut être uniquement l'anticipation d'un état d'insolvabilité futur. Les deux exemples suivants en sont des illustrations :

- l'entreprise aux abois vend en catastrophe ses équipements et ses actifs. Cela entraîne naturellement des rentrées importantes de fonds, mais en dilapidant son capital économique, l'entreprise n'a plus de substance ;
- l'entreprise qui a utilisé au maximum toutes ses possibilités de recours au crédit se retrouve dans une situation critique même si elle n'est pas aujourd'hui insolvable. Dans de telles circonstances, il suffit d'un accident conjoncturel pour révéler l'insolvabilité latente

b- Solvabilité à long terme

Pour que l'entreprise soit solvable de manière durable, il faut qu'elle puisse payer ses dettes de manière continue dans le futur prévisible. Cela n'est possible que si globalement l'ensemble constamment renouvelé des flux d'encaissements soit structurellement supérieur à l'ensemble constamment renouvelé des flux de dépenses. C'est la notion fondamentale d'équilibre financier entre les flux, qui est à la base de la solvabilité structurelle de l'entreprise.

Conclusion du chapitre I

Seuls les dirigeants, les responsables financiers et, à moindre degré les bailleurs de fonds directs (banquiers, investisseurs en capital-risque), ont une connaissance effective de la situation financière d'une entreprise. Les autres intervenants doivent se satisfaire des données comptables et financières communiquées par l'entreprise, ainsi que des informations relatives à sa stratégie obtenues par différents canaux de communication.

La méthodologie de l'analyse financière est au départ la même car le phénomène à expliquer est le même pour tous, c'est-à-dire (la production et la répartition de la richesse économique de l'entreprise). Ce qui différencie le diagnostic financier, est l'utilisateur à qui l'analyse est destinée. La lecture, l'interprétation n'est pas la même s'il s'agit d'informer un actionnaire ou un prêteur. Ainsi, l'analyse financière du prêteur est largement un diagnostic du risque de crédit. Bien que voisine, l'analyse financière boursière à destination des actionnaires s'articule sur un diagnostic boursier. Les méthodes et les outils qui seront détaillés dans le prochain chapitre sont largement semblables ; les concepts de rentabilité et de performance sont les mêmes ; les objectifs et l'interprétation seront en revanche différents.

Chapitre II :

Outils de l'analyse financière

Introduction du chapitre II

Une fois par an, généralement le 31 décembre les sociétés arrêtent leurs comptes et produisent les documents comptables de synthèse.

Ces documents qui comprennent le compte de résultat, le bilan, le tableau des flux de trésorerie retracent l'activité de la société pour l'exercice considéré (en principe du 1er janvier au 31 décembre) et dressent la situation patrimoniale de l'entreprise à la date de clôture des comptes. Dans les grandes entreprises il se peut que ces documents soient réalisés plusieurs fois par an, chaque trimestre ou semestre.

C'est à partir de ces documents que nous ausculterons la société pour déterminer ses forces, ses faiblesses, connaître sa situation financière, sa performance et ses flux de trésorerie, informations utiles à une gamme variée d'utilisateurs pour la prise de décisions économiques. Ces documents²⁴ essentiels pour réaliser cette analyse peuvent être trouvés auprès de nombreuses sources : rapports annuels des sociétés, sites Internet des entreprises, etc.

Ce chapitre sera consacré à la présentation des principaux documents comptables, le bilan, le compte résultat et le tableau des flux de trésoreries²⁵, nous allons les aborder de façon simple, Après un petit rappel de ces documents comptables nous aborderons l'analyse et l'interprétation de leurs contenus en partant des conditions de fonctionnement d'une entreprise à travers son bilan pour ensuite étudier son activité à l'aide du compte de résultats et finir par la dynamique des flux.

²⁴ Les états financiers comprennent également, le tableau de variation des capitaux propres est un document de synthèse qui retranscrit les mouvements de capitaux propres qui ont eu lieu au cours d'un exercice comptable notamment dans le cadre de la consolidation des bilans des filiales avec celui de leur société mère. Le tableau de variation des capitaux propres prend notamment en compte les distributions de dividendes, la variation des provisions réglementées ou, encore, les apports en capital social.

Les notes annexes qui précisent les méthodes comptables et fournissent des informations relatives aux filiales, aux opérations de fusions-acquisitions et aux engagements hors bilan, par exemple les opérations de crédits bail, les opérations de couverture et les garanties reçues ou accordées par l'entreprise. Toutes ces informations sont essentielles pour interpréter les états financiers d'une entreprise.

²⁵ BERK.J et DEMARZO.P, Op.cit. p 25.

Section 1 : Bilan financier

Le bilan (balance sheet ou statement of financial position) est un document comptable qui fournit une vue d'ensemble du patrimoine de l'entreprise à un instant donné : il s'agit d'une photographie de ce que l'entreprise possède et de ce qu'elle doit à un instant donné. Cette « photographie » est réalisée en générale une fois par an, à la fin de l'exercice comptable (qui coïncide en Europe avec la fin de l'année civile)²⁶.

Dans cette section, nous allons commencer par une présentation du bilan comptable et de ses différents composants, enfin, nous chercherons à avoir une vision plus économique, ce qui nous conduira à effectuer quelques retraitements et reclassements pour aboutir à une présentation du bilan mieux adaptées à l'analyse financière.

1.1 Le bilan comptable

Un bilan comptable est un document comptable synthétisant ce qui est possédé par une société à son actif, ce dont elle dispose comme ressource à son passif.

Le bilan est surtout destiné à évaluer la structure financière de l'entreprise, Il peut être analysé en interne, que ce soit par les dirigeants ou par les partenaires sociaux. Le bilan peut aussi être communiqué aux différents acteurs indispensables à la vie de l'entreprise : actionnaires, banques, fournisseurs.

1.1.1 Actif du bilan

C'est l'ensemble des éléments identifiables du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire des éléments générant des ressources, il représente l'ensemble du patrimoine d'une entité.

L'actif représente l'utilisation qui a été faite des capitaux de l'entreprise. Les acquisitions représentées par l'actif sont classées dans un ordre de liquidités croissantes ; c'est-à-dire selon le temps nécessaire pour la transformation de chaque acquisition en liquide.

a- Actif non courant (actif immobilisé)

C'est l'ensemble des éléments durables de l'entreprise qui sont destinés à être utilisés au moins un an. Ils sont présentés en trois catégories :

²⁶ BERK.J et DEMARZO.P, op.cit. p 27.

- **Immobilisations incorporelles :** ce sont des actifs fixes intangibles, c'est-à-dire qui n'ont pas de substance physique, on y trouve :
 - frais d'établissement ;
 - frais de recherche et de développement ;
 - concessions, brevets, licences, marques et autres droits ;
 - fonds commercial ;
 - avances et acomptes qui correspondent à des opérations en cours sur les postes précédents.
- **Immobilisations corporelles :** ce sont des actifs physiques détenus pour l'activité (production ou usage interne) dont la durée de vie est supérieure à un an, on y trouve :
 - terrains ;
 - constructions ;
 - installations techniques, matériel et outillage industriel ;
 - autres immobilisations corporelles ;
 - immobilisations corporelles en-cours ;
 - avances et acomptes concernant les versements effectués pour des immobilisations pas encore terminées.
- **Immobilisations financières :** ce sont des actifs détenus sous forme de titres ou de créances rattachées à ces titres, ainsi que des sommes prêtées ou bloquées sur des durées supérieures à un an, on y trouve :
 - titres de participation ;
 - créances rattachées à participation ;
 - titres immobilisés de l'activité de portefeuille ;
 - autres titres immobilisés ;
 - prêts ;

b- Actif courant (actif circulant)

Il est constitué de comptes qui n'ont pas vocation à rester durablement (c'est-à-dire plus d'un an) dans l'entreprise, il contient des éléments destinés à changer de forme durant l'année. On y trouve :

- **Comptes de stocks et d'en-cours :** se sont tous les biens possédés par l'entreprise dans le but de les transformer ou de les revendre, ils ont des intitulés différents selon leurs stades de production, de la matière première destinée à être consommée dans le processus de production aux produits finis et aux marchandises qui vont être vendues en l'état, on y trouve :

- matières premières et autres approvisionnements ;
- en-cours de production (biens et services) ;
- produits intermédiaires et finis ;
- Marchandises.
- **Comptes de tiers (créances) :** ils enregistrent toutes les créances (les montants en attente de règlement) des tiers que sont les clients, l'Etat, les organismes sociaux, ect, on y trouve :
 - avances et acomptes versés sur commandes ;
 - créances clients et comptes rattachés ;
 - Autres.
- **Comptes financiers (trésorerie) :** on y trouve les comptes de titres possédés en vue de la réalisation d'une marge (sans objectif stratégique) et les liquidités de l'entreprise :
 - valeurs mobilières de placement ;
 - actions propres ;
 - disponibilités.
- **Autres comptes :**
 - instruments de trésorerie ;
 - charges constatées d'avance ;
 - écarts de conversion.

1.1.2 Passif du bilan

La contrepartie de l'actif du bilan comptable est le passif. Il comprend toutes les dettes de l'entreprises à l'égard de ses nombreux créanciers (associés, Etat, organismes sociaux, banques) qui lui permettent de financer ses actifs.

Le passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité. Il regroupe les ressources de l'entreprise c'est à dire les moyens dont dispose l'entreprise pour financer ses actifs.

a- Fonds propres ²⁷

Ils correspondent à des ressources de financement qui sont soit apportées par les associés, soit générées par l'activité de l'entreprise et donc appartenant aux associés.

- **Capitaux propres :** ils correspondent à la somme des éléments suivants :

²⁷ Il convient de distinguer la notion de capitaux propres de celle plus large de fonds propres. Ces derniers n'ont pas de véritable existence juridique, même s'ils sont pleinement utilisés en comptabilité ou en analyse financière. Les fonds propres se composent, en plus des capitaux propres, des autres fonds propres.

- capital et primes d'émission de fusion et d'apport ;
- écart de réévaluation ;
- réserves : légales, statutaires ou contractuelles, règlementées ;
- report à nouveau ;
- résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) ;
- subventions d'investissement ;
- provisions règlementées.

➤ **Autres fonds propres**

- titres participatifs ;
- avances conditionnées ;
- comptes bloqués des associés ;
- titres subordonnés à durée déterminée, obligations remboursables en actions.

b- Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées par l'entreprise pour faire face à des charges futures dont l'origine est née dans l'exercice ou des exercices précédents, et qui vont entraîner à l'avenir à un décaissement, à une annulation de créances ou à une augmentation de dettes.

- Provisions pour risques : elles sont destinées à couvrir des risques liés à l'activité comme les litiges, des garanties données aux clients, des pertes sur les marchés à terme, des amendes ;
- Provisions pour charges : on y trouve différentes charges que l'entreprise devra décaisser dans le futur mais qui sont déjà nées (retraites, impôts, restructuration, grosses réparations).

c- Dettes

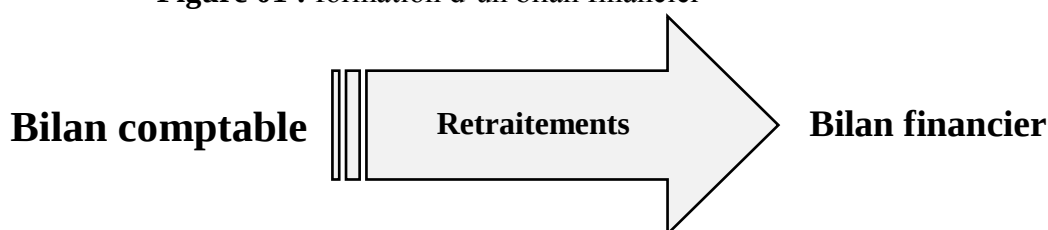
On peut distinguer deux types de dettes, celles qui relèvent du cycle d'exploitation (dettes courantes), de celles qui s'inscrivent dans une logique spécifiquement financière (dettes financières).

Tableau n° 03 : présentation simplifiée d'un bilan comptable

ACTIF	PASSIF
Actif immobilisé	Capitaux propres
Immobilisations incorporelles	Provisions pour risques et charges
Immobilisations corporelles	Dettes financières
Immobilisations financières	Dettes courantes
Actif circulant	fournisseurs
Stocks	autres
créances	
trésorerie	
TOTAL	TOTAL

Source : PAPER.X, « les indicateurs clés de la communication comptable est financière », Option finance N° 780 du 13/04/2004. P46.

I.2 construction du bilan financier ²⁸

Figure 01 : formation d'un bilan financier

Source : élaboration personnelle

I.2.1 Principaux retraitements du bilan comptable

Ces retraitements permettent d'aboutir à un bilan financier, nous citons ci-après quelques-uns :

- affectation du résultat dégagé par l'exercice en cours ;
- suppression des faits d'établissement ;
- les actifs sans valeur sont éliminés du montant de l'actif et également du montant des fonds propres ;
- les dettes financières sont ventilées entre les dettes à plus d'un an et celles à moins d'un an à transférer dans les dettes bancaires à court terme ;
- élimination des écarts comptables par rapport aux données physiques ;

²⁸ Il est très important de distinguer entre le bilan fonctionnel et le bilan financier :

Le bilan fonctionnel est un résumé du bilan comptable d'une société, où l'idée générale est d'aller à l'essentiel de l'activité : les principaux postes de ressources et d'emplois sont classés selon leur fonction. Le but d'un bilan fonctionnel est d'avoir une vue globale du patrimoine de l'entreprise, sans forcément aller dans le moindre détail comptable.

Le bilan financier a pour but d'analyser la situation d'une entreprise, d'un point de vue financier, avec notamment une analyse de la liquidité, afin d'évaluer le risque financier inhérent à la structure, dans le but notamment de rassurer d'éventuels partenaires financiers. On prend comme base la valeur réelle de l'actif, et on classe les données selon leur potentiel de liquidité et d'exigibilité (éléments à plus d'1 an et à moins d'1 an).

- l'ajustement des comptes à la réalité du marché tel que la réévaluation des immobilisations ;
- le crédit-bail : si l'entreprise utilise fortement ce moyen de financement, il faudra retraiter le bilan et le compte de résultat ;
 - Au niveau du bilan, il convient d'inscrire la valeur brute du bien aux immobilisations corporelles et des loyers déjà payés aux amortissements, au niveau de l'actif ; au passif, il faut rajouter aux dettes à moyen terme (dettes financières) les loyers restant à couvrir ;
 - Au niveau du compte de résultat, il faudra répartir les charges du crédit-bail en charges financières (frais financiers) et les dotations aux amortissements (fraction correspondant aux remboursements).
- les effets escomptés non échus : ce retraitement consiste à rajouter simultanément le montant des effets escomptés non échus au poste clients dans l'actif circulant et aux dettes bancaires à court terme à la trésorerie du passif ;
- les immobilisations corporelles, incorporelles et financières sont diminuées des montants des amortissements et des provisions ;
- déduction des dividendes à verser des capitaux permanents et leur classement au niveau des dettes hors exploitation ;
- les provisions pour risques et charges sont appréciées en fonction de leur renouvellement. Elles sont classées dans les quasi-fonds propres, en cas de renouvellement et assimilées à des dettes hors exploitation dans le cas contraire ;
- les comptes courants des associés sont considérés comme des financements stables, donc il convient de les intégrer aux dettes financières.

I.2.2 Masses du bilan financier

Après avoir effectué tous les retraitements nécessaires, nous procéderons à un reclassement des différents postes de l'actif et du passif.

Tableau n° 04 : présentation de l'actif d'un bilan financier

I. Immobilisations :
• incorporelles : sauf frais d'établissement • corporelles : y compris les immobilisations financées par crédit-bail • financières. (Le tout en valeur nette après amortissement ou dépréciation)
II. Actif circulant lié à l'activité :
• stocks et en-cours • créances clients et comptes rattachés • autres créances (sauf les créances sur groupes, assimilables à de la trésorerie). • autres comptes (Le tout net de dépréciation)
III. Comptes financiers ou trésorerie actif :
• Valeurs mobilières de placement • disponibilité • créances sur groupes (Le tout net de dépréciation et sans les actions propres)

Source : OGIE.N.D, « maxi fiches de gestion financière de l'entreprise », Edition Dunod, paris, 2008.P12.

Tableau n° 05 : présentation du passif d'un bilan financier

I. Ressources propres :
• Capitaux propres et autres fonds propres : - dettes fiscales latentes sur les subventions d'investissement et provisions règlementées - actions propres - capital souscrit non appelé - frais d'établissement • Emprunts obligataires convertibles • comptes courants associés stables
II. Dettes financières structurelles ou à long terme :
• dettes auprès des établissements de crédit et autres dettes financières : y compris les dettes de crédit-bail et location financière • provisions pour risques à plus d'un an • emprunts obligataires • autres dettes financières à plus d'un an (y compris dettes groupes assimilables à des emprunts)
III. Dettes liées à l'activité ou dettes d'exploitation :
• dettes fournisseurs et comptes rattachés • dettes fiscales et sociales • dettes sur immobilisations et comptes rattachés • autres dettes et autres comptes, y compris les provisions pour risques à moins d'un an mais sans les dettes groupe
IV. Trésorerie passif :
• concours bancaires courants y compris les effets escomptés et non échus • billets de trésorerie • dettes groupes à moins d'un an

Source : OGIE.N.D, Op. Cit. P 12.

Tableau n° 06 : bilan financier en grandes masses

Actif	Passif
immobilisations	Ressources propres
	Endettement financier à long et moyen terme
Actif circulant hors trésorerie	Dettes courantes
Trésorerie actif	Trésorerie passif

Source : OGIEN.D, op.cit. P11.

Section 2 : Compte résultat

Les trois principales dimensions d'une entreprise sont la rentabilité, la liquidité et la structure financière. Alors que la liquidité et la structure financière s'apprécient par référence au bilan, la rentabilité s'analyse dans le cadre de la formation des résultats. L'analyse de la formation des différents niveaux de résultats se fait à l'aide des soldes intermédiaires de gestion (SIG). Il y a lieu de constituer, également, une multitude de ratios pour apprécier la rentabilité, la structure des charges, la productivité du personnel, ect.

Dans cette section, nous allons traiter le compte de résultat et ses différents composants, ensuite, on présentera les différentes étapes de construction du résultat à travers les soldes intermédiaire de gestion, enfin, on va étudier la capacité d'autofinancement.

2.1 Présentation du compte de résultat et des SIG

2.1.1 Définition du compte de résultat

Le compte de résultat est un état comptable qui regroupe l'ensemble des produits et des charges qui modifient positivement ou négativement le patrimoine de l'entreprise pendant une période donnée.

Établir le compte de résultat est une obligation juridique imposée par le système comptable est financier depuis 2007. Au-delà de l'obligation légale, il a une signification économique pour les partenaires de l'entreprise. Il constitue la base de calcul :

- de l'impôt sur les sociétés versé à l'État ;
- des dividendes pour les associés ;
- des reversements aux salariés dans le cadre d'une participation et d'un intéressement aux bénéfices de l'entreprise.

Le compte résultat est un indicateur de performance apprécié des partenaires financiers et commerciaux de l'entreprise. Le compte de résultat récapitule l'activité de l'entreprise sur

une période donnée et permet de détailler le résultat de l'entreprise. Il est déterminé à partir des charges et des produits comptabilisés au cours de l'exercice.

2.1.2 Structure du compte résultat

Si les charges et les produits concernent l'activité de l'entreprise (achat, vente et moyens mis en œuvre pour l'atteinte de son objectif social), ils sont dits d'exploitation. Si les charges et produits sont relatifs aux opérations financières (titres, prêts, emprunts, monnaies...) ils sont dits financiers.

Certaines charges et certains produits sont dits exceptionnels, s'ils ne sont pas liés à au fonctionnement normal de l'entreprise, exemple :(indemnités exceptionnelles reçues ou versées, cessions d'actifs...).

Tableau n° 07 : représentation d'un compte de résultat

Produits d'exploitation (1)
• Chiffre d'affaires • Production stockée • Production immobilisée • Reprise sur provisions • Autres produits d'exploitation
Charges d'exploitation (2)
• Achats de marchandises - Variation de stocks • Achats de matières premières et autres approvisionnements - Variations de stocks • Autres achats et charges externes • Impôts et versements assimilés • Salaires et traitement • Charges sociales • Dotations aux amortissements et provisions (sur immobilisations et sur actif circulants) • Autres charges
(1) – (2) = Résultat d'exploitation : I
Produits financiers (3)
• Revenus des participations (intérêts et dividendes) • D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé • Autres intérêts et produits assimilés • Reprise sur provisions et dépréciations, transfert de charges • Différence positive de change • Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement.
Charges financières (4)
• Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions. • Intérêts et charges assimilées • Différences négatives de change • Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement
(3) - (4) = Résultat financier : II

Produits exceptionnels (5)
• Sur opérations de gestion • Sur opérations en capital • Reprises sur dépréciations et provisions, transfert de charges
charges exceptionnels (6)
• Sur opération de gestion • Sur opérations en capital • Dotations à caractères exceptionnel comme des restructurations, des pertes sur des biens immobiliers
(5) - (6) = Résultat exceptionnel : III
I + II + III = Résultat avant impôt
Participation de salariés au résultat (7)
Impôts sur les sociétés (en cas de bénéfice) (8)
Résultat avant impôt – [(7) +(8)] = RESULTAT NET

Source : MOOC analyse financière« chapitre 2 : les résultats », www.firstbusinessmooc.org, 10/09/2015. P 04.

2.2 Analyse du compte de résultat

2.2.1 Soldes intermédiaires de gestion

Le compte de résultat permet de juger la rentabilité dans son ensemble. Mais si on veut rentrer dans les détails, il est insuffisant, d'où la nécessité de décomposer le compte de résultat en plusieurs étapes progressives dénommées soldes intermédiaires de gestion.

Le tableau des soldes intermédiaires de gestion est utilisé pour apprécier les performances des entreprises de manière plus fine pour pouvoir comparer ces dernières entre elles. On distingue : la marge commerciale, la production de l'exercice, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation, le résultat d'exploitation, le résultat courant avant impôts, le résultat exceptionnel et le résultat net (soit 8 soldes intermédiaires de gestion)

a- Chiffre d'affaires

Ce n'est pas un solde de gestion mais il constitue le point de départ de toutes les réflexions et l'analyse du compte de résultat. Il est la première mesure de l'activité. Les soldes de gestion que nous allons voir ensuite se calculent en pourcentage du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires comprend les ventes réalisées au cours de l'exercice et pour lesquelles les prestations ou la livraison ont été intégralement effectuées.

b- Marge commerciale

Le calcul de la marge commerciale ne concerne que les activités de négoce, elle indique la différence entre le prix d'achat et le prix de vente des marchandises commercialisées. Cette marge doit être suffisamment importante pour couvrir les différentes

charges d'exploitation de l'entreprise. La marge commerciale doit être comparée à une marge moyenne de la branche d'activité concernée.

Marge commerciale = Ventes de marchandises – Coût d'achat des marchandises vendues
(achats de marchandises +/- variation de stocks de marchandises)

Source : DE LA BRUSLERIE.H, « Analyse financière, information financière, diagnostic et évaluation », 4^e Edition, DUNOD, 2010. P 166

c- Production

Elle représente tout ce que l'entreprise a produit dans l'exercice, c'est-à-dire, ce qu'elle a produit et vendu, ce qu'elle a produit et n'a pas vendu, et ce qu'elle a produit pour elle-même.

Production de l'exercice = production vendue + production stockée + production immobilisée

Source : DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 166.

La production est un solde intermédiaire de gestion important, car pour y parvenir, il a fallu engager des charges que nous allons retrouver dans les charges d'exploitation. La production stockée et la production immobilisée sont évaluées en coût de production c'est-à-dire sans marge. Seule la production vendue génère une marge qui permet à l'entreprise de réaliser des bénéfices.

d- Valeur ajoutée (VA)

Elle correspond à ce qui reste dans l'entreprise après enregistrement des achats et charges externes. Elle correspond à une marge avant rémunération des salariés, impôts, coûts financiers et exceptionnels. Cette notion a un caractère économique. Sa répartition, en particulier entre les salariés et les apporteurs de capitaux, est un indicateur de l'évolution de l'entreprise²⁹.

Elle constitue le surplus de richesse apportée par l'entreprise dans ses activités commerciales ou industrielles au circuit économique. Elle permet la rémunération des facteurs de production (travail, capital technique, Etat, capital financier), elle est une mesure indirecte de l'efficacité ou de la productivité des différents facteurs de production.

²⁹ COULAUD.A, « Diagnostic financier et évaluation financière de l'entreprise », Editions Demos. P27.

VA = MC + PE – CE en provenance des tiers (achats stockés de MP et autres approvisionnements + Δ de stocks de MP et autres + autres achats et charges externes.)

Source : DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 167.

VA : valeur ajoutée

MC : marge commerciale

PE : production de l'exercice

CE : consommation de l'exercice

e- Excédent brut d'exploitation (EBE)

Utilisé souvent sous l'appellation anglo-saxonne EBITDA (earning before interest taxation, depreciation and amortization), l'excédent brut d'exploitation dégagé par l'entreprise correspond à la production de laquelle toutes les charges d'exploitation entraînant un décaissement sont soustraites.

EBE = VA + Subventions d'exploitation – Impôts, taxes et versements assimilés – CP.

Source : DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 168.

SE : subvention d'exploitation

CP : charges de personnel

L'excédent brut d'exploitation mesure la marge réalisée par l'entreprise avant incidence du choix d'investissement (qui va se traduire par des amortissements plus au moins élevés), du financement et des éléments exceptionnels.

Il traduit la capacité de l'entreprise à dégager une marge au niveau de son activité. L'EBE est un élément de comparaison entre les entreprises à condition que celle-ci aient des modes de fonctionnements à peu près comparables et soient dans le même secteur.

Afin de juger le niveau de l'EBE, on compare ce dernier aux charges financières, si l'EBE est supérieur à 3 fois ces dernières, on peut considérer qu'il n'y a pas trop de risques financiers et qu'il y a une cohérence entre le résultat de l'activité et le coût de la dette. Pour les prêteurs, le ratio $EBE \div \text{charges financières}$ fait des ratios que l'entreprise doit respecter vis-à-vis de ses banquiers.³⁰

f- Résultat d'exploitation (REX)

c'est le résultat de la différence entre toutes les charges et les produits d'exploitation, il nous donne le résultat après prise en compte des dotations aux amortissements, des dépréciations et provisions, c'est-à-dire après avoir calculé le coût de l'utilisation des biens,

³⁰ DEISTING.F et LAHILLE.J-P, Op.cit. p 87.

les risques de non récupération des actifs et les charges probables nées dans l'exercice mais qui ne sont pas encore comptabilisés.

Le résultat d'exploitation mesure la capacité de l'entreprise à générer des ressources avec son activité principale, sans prendre en compte les éléments financiers et exceptionnels, il met en avant la performance économique de l'entreprise.

REX = EBE – Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation + Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation + transfert de charges d'exploitations (+/-) autres produits et charges.

Source : DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 170.

f- Résultat financier

C'est la conséquence des choix d'investissements financiers et des modes de financement de l'entreprise.

Le résultat financier traduit l'impact du mode de financement sur le compte de résultat. Dans une optique financière, on ne retient que les produits et charges qui se rapportent directement à l'activité d'endettement et de placement de l'entreprise. Les autres charges seront reclassés en exploitation ou en exceptionnel.

Résultat financier = PF - CF (dont les opérations sur devise)

Source : BERK.J et DEMARZO.P, Op.Cit.p40.

PF : produits financier

CF : charges financières

h- Résultat courant ou Résultat des activités ordinaires (RAO)

Le résultat courant exprime la performance globale de l'entreprise censée correspondre à son activité normale. Il permet d'apprécier le résultat qui sera réparti entre : ³¹

- l'État, sous forme d'impôt sur les bénéfices ;
- les salariés, sous forme de participation ;
- les actionnaires, sous forme de dividendes.

Résultat courant = REX (+/-) RF

Source : DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 171.

³¹ DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 171.

i- Résultat exceptionnel

Il exprime le résultat survenu à l'occasion d'évènements non récurrents, qui ont pris naissance au cours de l'exercice considéré. Il ne prend en compte que les produits et charges exceptionnels.

Les produits exceptionnels peuvent concerner des opérations de gestion (par exemple : le recouvrement inattendu d'une créance), ou des opérations en capital (par exemple : le produit de la vente d'un actif, d'une filiale, une usine, des machines de production...). De même, les charges exceptionnelles peuvent concerner des opérations de gestion (par exemple : des coûts de restructuration), ou des opérations en capital (par exemple : la valeur résiduelle, compte tenu des amortissements accumulés, des actifs vendus).

$$\text{Résultat exceptionnel} = \text{produits exceptionnels} - \text{charges exceptionnelles}$$

Source : DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 172.

j- Résultat net (RN)

Le résultat net caractérise l'enrichissement ou l'appauvrissement de l'entreprise au cours d'une période considérée, c'est l'addition des résultats d'exploitation, financier et exceptionnel auxquels on soustrait des charges qui sont calculées à partir du résultat fiscal (la participation des salariés aux fruits de l'expansion et l'impôt sur les sociétés).

$$\text{RN} = \text{RC (+/-) REX} - \text{participations des salariés aux fruits de l'expansion} - \text{impôts sur les sociétés.}$$

Source : DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 172.

RC : résultat courant

REX : résultat d'exploitation

Le résultat net se trouve dans les capitaux propres, il appartient aux actionnaires de déterminer ce qu'ils en feront, soit le conserver en capitaux propres sous formes de réserves, ou le distribuer en dividendes, ou encore un mix des deux. Le niveau du résultat net sera jugé satisfaisant que s'il participe suffisamment au renforcement des fonds propres et qu'il permet aux actionnaires de se rémunérer.

Tableau n° 08 : compte résultat préconisé par les normes comptables françaises

Compte de résultat / SIG
Ventes de marchandises (+) production vendue
= Chiffre d'affaires
Production vendue (+) Production stockée (+) Production immobilisée
= Production de l'exercice
(-) coût d'achat des marchandises vendues
= Marge commerciale
Production (+) marge commerciale (-) consommation de l'exercice en provenance des tiers (achats stockés de MP et autres approvisionnements – variation des stocks de MP et autres – autres achats et charges externes)
= Valeur ajoutée
(+) subventions d'exploitation (-) impôts, taxes et versements assimilés (-) charges de personnel
= Excédent brut d'exploitation
(-) dotations aux amortissements et provisions (+) reprises d'amortissements et provisions d'exploitation (+) transfert de charges d'exploitation (+/-) autres produits et charges
= Résultat d'exploitation
(+) produits financiers (-) charges financières
= Résultat courant
(+/-) résultat exceptionnel
(-) participations des salariés aux fruits de l'expansion
(-) impôts sur les sociétés
RESULTAT DE L'EXERCICE

Source : BERK.J et DEMARZO.P, Op.cit. p37-38

Note : Le tableau que nous présentons est complet et concerne les entreprises de production et négoce. Il doit être adapté à chaque cas. L'entreprise de production qui vend rien sans transformation éliminera du tableau la partie marge commerciale et l'entreprise de négoce éliminera la partie production.

Tableau n° 09 : compte résultat préconisé par le SCF

	Note	N	N-1
Chiffre d'affaire			
Variation stock produits finis et en cours			
Production immobilisée			
Subventions immobilisée			
I-Production de l'exercice			
Achats consommés			
Services extérieurs et autres consommations			
II-Consommation de l'exercice			
III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)			
Charges de personnel			
Impôts, taxes et versements assimilés			
IV-EXEDENT BRUTE D'EXPLOITATION			
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
Reprise sur pertes de valeurs et provisions			
V-RESULTAT OPERATIONNEL			
Produits financiers			
Charges financières			
VI-RESULTAT FINANCIER			
VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)			
Impôts exigibles sur résultats ordinaires			
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires			
TOTALES DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES			
TOTALES DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES			
VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES			
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)			
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)			
IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE			
Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
XI-RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
Dont part des minoritaires (1)			
Part du groupe (1)			

Source : MIMECHE.A et KADDOUARIA, « Cours de comptabilité financière, selon les normes IAS/IFRS et le SCF 2007 », Edition ENAG, 2009. P99.

2.2.2 Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF) est la ressource interne dégagée par l'entreprise au cours de l'exercice, elle reste à la disposition de l'entreprise dès que les produits sont effectivement encaissés et les charges décaissées. Elle permet, à l'entreprise, de maintenir et de développer son potentiel industriel et de rémunérer les actionnaires.

Dans le cadre de son activité, une entreprise doit financer plusieurs éléments :

- les investissements qui permettent d'assurer et de développer l'activité de l'entreprise ;
- le remboursement de ses emprunts ;
- le paiement des dettes fournisseurs, fiscales et sociales ;
- le versement des dividendes aux associés.

Le calcul de la capacité d'autofinancement permet donc de déterminer le flux potentiel de trésorerie dont dispose l'entreprise.

La capacité d'autofinancement entre dans le calcul de certains ratios financiers. Elle permet ainsi de connaître la capacité d'une entreprise à rembourser ses dettes (dettes/capacité D'autofinancement) ainsi que son taux de rentabilité (capacité d'autofinancement/chiffre d'affaires).

La CAF représente ce que l'entreprise est capable de dégager afin de faire face à ses investissements et à ses risques de non-récupération ou de décaissements futurs. La CAF ne se résume donc pas au résultat net, mais elle tient compte aussi des charges et des produits calculés (dotations aux amortissements et provisions et reprises) qui prennent en compte des risques de pertes ou de dépréciations.

Le calcul de la capacité d'autofinancement se fait comme suite :

$$\text{CAF} = \text{produits encaissables} - \text{charges décaissables}$$

Source : DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 176.

Pour parvenir au même résultat, 2 calculs peuvent être effectués à partir des soldes intermédiaires de gestion : le calcul de la capacité d'autofinancement à partir du résultat net ou à partir de l'EBE (Excédent Brut d'Exploitation).

• Calcul de la capacité d'autofinancement à partir du résultat net :

$$\text{CAF} = \text{RN} + \text{CC} - \text{PC} + \text{valeur comptable des actifs cédés} - \text{produits des cessions d'actif.}$$

Source : DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 176.

CC : charges calculées

PC : produits calculés

Note : Les produits en question, sont ceux qui ne se traduisent pas par une rentrée de trésorerie, comme par exemple les reprises sur amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation, financières et exceptionnelles.

Note : Les charges calculées, sont celles comptabilisées qui ne se traduisent pas par une sortie de trésorerie, comme par exemple les dotations aux amortissements, les dotations aux dépréciations, provisions d'exploitation, financières et exceptionnelles. Ces dotations représentent la partie consommée au cours de l'exercice, c'est-à-dire le coût de l'utilisation du matériel pour les dotations aux amortissements, le risque de perte ou de non-recouvrement pour les dépréciations de stocks, de clients et les autres risques qui sont enregistrés dans les dotations aux provisions.

• Calcul de la capacité d'autofinancement à partir de l'EBE :

CAF = Excédent brut d'exploitation + Produits encaissables – Charges décaissables.

Source : DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 177.

Note : Les produits encaissés concernent tous les produits encaissés ou à encaisser situés en dehors du calcul de l'excédent brut d'exploitation, comme les produits financiers, les produits exceptionnels...

Note : Les charges décaissées concernent toutes les charges décaissées ou à décaisser situées en dehors du calcul de l'excédent brut d'exploitation, comme par exemple les intérêts bancaires, les intérêts des comptes courants des associés, les pénalités et amendes...

Section 3 : Tableau des flux de trésorerie

Pour mener un diagnostic pertinent, l'analyste doit compléter son analyse avec le tableau des flux de trésorerie, en effet, ce dernier retrace tous les mouvements de circulation des liquidités dans l'entreprise au cours d'une période donnée et quelle que soit leur nature ou leur fonction.

Le tableau de flux de trésorerie permet une lecture rapide et dynamique de l'évolution de la situation financière de l'entreprise et de sa trésorerie, il permet aussi de connaître la nature de cette évolution.

3.1 Classification des opérations qui influent sur la trésorerie

Les opérations quotidiennes menées dans le cadre du fonctionnement normal de l'entreprise, c'est-à-dire les flux liés à l'activité corrigés par les décalages de paiement et de stockage. En principe, ce flux doit être positif, car l'activité de l'entreprise est censée générer de la trésorerie pour assumer les investissements, rémunérer le capital et rembourser les dettes.

Les opérations d'investissements correspondent à des décaissements, ces flux sont en principe négatifs, car ils correspondent à une sortie de trésorerie, mais l'entreprise peut procéder à des désinvestissements comme les opérations ponctuelles ou stratégiques d'abandon de secteur d'activité, ces flux seront alors positifs.

Les opérations de financement entraînent des flux positifs ou négatifs compte tenu des contraintes liées aux deux flux précédents et d'un arbitrage dans le cadre de la stratégie financière de l'entreprise (faut-il augmenter le capital ou la dette ? Faut-il plutôt utiliser la trésorerie existante ? Faut-il rembourser la dette ? Faut-il payer des dividendes ? ...)

Le solde des deux premiers niveaux (activité et investissement), permet de voir l'impact de l'activité sur la trésorerie après la prise en compte des efforts d'investissements nécessaires, et compte tenu de la rentabilité et des conditions d'exercice du métier. Ce solde est communément appelé « free cash flow » ou cash flow libre expression anglo-saxonne qui signifie qu'il s'agit d'un flux de trésorerie libéré des opérations d'investissements.

3.2 Construction d'un tableau des flux de trésorerie

3.2.1 Flux de trésorerie liés à l'activité

Pour construire un tableau des flux de trésorerie, la première étape est de traiter les flux de trésorerie liés à l'activité, la méthode habituelle est de partir du résultat net de l'entreprise, puis d'ajouter ou d'enlever tous les éléments du compte résultat qui modifient le résultat net sans qu'ils ne correspondent à des flux de trésorerie effectifs, ainsi, pour en arriver au résultat net, on a enlevé les amortissements et provisions. Ce poste ne correspond pas à un flux de trésorerie, puisqu'il ne s'agit pas d'une marge décaissable. Pour obtenir une vision des flux de trésorerie, il faut donc ajouter au résultat net ces amortissements et provisions qui annuleront ainsi l'effet de l'écriture initiale³².

On trouve aussi dans le compte de résultat des charges et des produits qui sont affectés à l'exercice alors que leur paiement interviendra normalement dans quelques jours, voire quelques mois (Exemple : les ventes et les achats à crédit, la variation des stocks), Les stocks sont destinés à être transformés ou à la vente en l'état, Ils génèreront uniquement à ce moment-là de la trésorerie, mais pour l'année en cours, ils ne sont que des potentiels de trésorerie.

Pour un financier interne à l'entreprise, deux possibilités s'offrent à lui pour le calcul du flux de trésorerie lié à l'activité :

a- Méthode directe

Elle consiste à faire un tableau des rentrées et des sorties de liquidités au quotidien classées par rubriques et non pas par ordre chronologique (les encaissements clients, des subventions d'exploitation, ou les décaissements en faveur des fournisseurs ou du personnel, ainsi que les décaissements en faveur des administrations fiscales, etc.).

b- Méthode indirecte

Elle peut être utilisée par un analyste interne et externe à condition de disposer de l'ensemble des documents comptables et des annexes. Elle consiste à déterminer le flux de trésorerie dégagé par l'activité à partir du résultat, deux possibilités s'offrent à nous :

³² BERK.J et DEMARZO.P, Op.cit. p 43.

- **calcul à partir du résultat de l'exercice ou résultat net** : la formule se résume ainsi :

Tableau n° 10 : calcul du flux net de trésorerie de l'activité à partir du résultat net

Résultat net : Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et non liés à l'activité	CAF
+ Les dotations aux amortissements et provisions (a)	
- Les reprises sur provisions (b)	
- Les plus-values de cession, nets d'impôts (c)	
- Variation des BFR liés à l'activité (e)	
= Flux de trésorerie de l'activité	

Source : MOOC analyse financière, « chapitre 1 : les flux de trésorerie », www.firstbusinessmooc.org, 10/09/2015. P 06.

(a) Le résultat net a été amputé par des charges telles que les dotations aux amortissements et provisions, or ces charges n'ont pas d'impact direct sur la trésorerie, elles ne seront pas décaissées, pour cette raison, on ajoute ces charges « calculées » aux résultats pour les neutraliser. Les dotations sont visibles dans les différents niveaux des charges du compte de résultat (exploitation, financier, exceptionnel.).

(b) De même, le résultat a été augmenté par des reprises sur provisions de l'année, or ces reprises ne génèrent aucune rentrée de liquidités pour l'entreprise, d'où la nécessité de les neutraliser en les soustrayant du résultat. Les reprises sont visibles dans le compte résultat aux différents niveaux des produits : exploitation, financier, exceptionnel.

(c) En revanche, les plus-values de cession, génèrent normalement de la liquidité mais sont retraités dans l'optique de les neutraliser à ce niveau et de le reprendre dans les flux de rentrée de trésorerie liées à l'investissement (ici in désinvestissement). Les plus-values de cession figurent dans les produits et charges exceptionnelles du compte de résultat, et le montant précis est mentionné dans les notes du compte de résultat ou dans l'annexe.

(d) L'ensemble de ces retraitements permet de calculer la capacité d'autofinancement.

(e) Quant à la soustraction des variations des BFR, la logique est de corriger les charges et les produits des décalages d'encaissements et de décaissement. Le calcul se fait par différence entre deux bilans retraités (en valeur nette).

$$\Delta \text{ BFR} = \Delta \text{ comptes clients} + \Delta \text{ stocks} + \Delta \text{ fournisseurs, fiscales et sociales}$$

Source : BERK.J et DEMARZO.P, Op.cit. p 43.

➤ calcul à partir du résultat d'exploitation :

Tableau n° 11 : calcul du flux net de trésorerie de l'activité à partir du REX

Résultat d'exploitation : Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et non liés à l'activité
+ Les dotations aux amortissements et provisions
- Les reprises sur provisions
= Excédent brut d'exploitation
- Variation des BFR liés à l'activité
= Flux net de trésorerie d'exploitation
- frais financiers (sauf dotations financières)
+ Produits financiers (sauf reprise aux amortissements et provisions financières)
- impôts sur les sociétés
= Flux net de trésorerie généré par l'activité

Source : MOOC analyse financière, Op.cit. P 08.

3.2.2 Flux de trésorerie liés à l'investissement

La deuxième partie du tableau des flux de trésorerie concerne les flux liés aux opérations d'investissement (exemple : l'acquisition de bureaux, d'usines ou d'équipements), ces dépenses n'apparaissent pas dans le compte de résultat, seules apparaissent les dotations aux amortissements et les provisions, qui ont déjà été traités dans la première partie du tableau des flux de trésorerie. Pourtant, l'achat d'un immeuble ou d'une machine représente bien des flux de trésorerie négatif pour l'entreprise ! Il faut donc soustraire tous les actifs immobilisés achetés par l'entreprise et ajouter tous les actifs immobilisés cédés par l'entreprise

Tableau n° 12 : flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissements

- acquisitions d'immobilisations
+ cessions d'immobilisations
= Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissements

Source : MOOC analyse financière, Op.cit. P 09.

L'information concernant les achats d'immobilisation et les cessions se trouve dans l'annexe comptable. Les montants seront corrigés, le cas échéant, des décalages de paiement, délais de paiements des fournisseurs d'immobilisations et créances clients sur actifs cédés. Il s'agit d'acquisitions et de cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières. Ne seront pas prises en compte les augmentations d'immobilisations liées à une réévaluation d'actif ou des transferts de poste à poste car elles ne génèrent pas de trésorerie³³.

³³ Professeurs EL MALLOUKI et FEKKAK, « cours d'analyse financière », p 45, www.bibliotheque.insee.net, 10/09/2015.

Les cessions s'entendent en termes de flux d'entrée de liquidité : c'est le montant des ventes qui est pris en compte, ou l'argent récupéré. Le solde entre les acquisitions et les cessions ne correspond pas à la variation au bilan des immobilisations car ces dernières sont en valeur nette comptable alors que la cession est en prix de vente.

3.2.3 Flux de trésorerie liés au financement

La troisième et dernière partie du tableau des flux de trésorerie recense les flux liés aux opérations de financement par capitaux propres et par endettement, en ce qui concerne les financements par capitaux propres, les flux sont de deux types : les dividendes versés aux actionnaires, qui correspondent à un flux négatif pour l'entreprise, et les augmentations de capital, qui correspondent à un flux positif.

Les flux de trésorerie d'une entreprise sont également affectés par la variation de l'endettement. Toute augmentation de la dette fournit à l'entreprise un flux de trésorerie positif, réciproquement, le remboursement de la dette induit un flux négatif de trésorerie.

Tableau n° 13 : tableau du flux net de trésorerie liés aux opérations de financements

+ Augmentation du capital en numéraire et autres fonds propres
- dividendes versés
- remboursement d'emprunts (y compris les concours bancaires courants)
+ Émission d'emprunts (y compris augmentation des concours bancaires courants)
= Flux net de trésorerie liés aux opérations de financements

Source MOOC analyse financière, Op.cit. P 10.

Tableau n° 14 : Tableau des flux de trésorerie

Flux de trésorerie liés à l'activité :
Résultat net
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et non liés à l'activité :
+ Les dotations aux amortissements et provisions
- Les reprises sur provisions
- Les plus-values de cession, nets d'impôts
- Variation des BFR liés à l'activité
1- Flux net de trésorerie généré par l'activité (free cash flow)
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissements :
- acquisitions d'immobilisations
+ cessions d'immobilisations
2- Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissements
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement
+ Augmentation du capital en numéraire et autres fonds propres
- dividendes versés
- remboursement d'emprunts (y compris les concours bancaires courants)
+ Émission d'emprunts (y compris augmentation des concours bancaires courants)
3- Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement
1 + 2 + 3 = variation de la trésorerie nette
Trésorerie d'ouverture
Trésorerie de fermeture
vérification

Source : MOOC analyse financière, Op.cit. P 12.

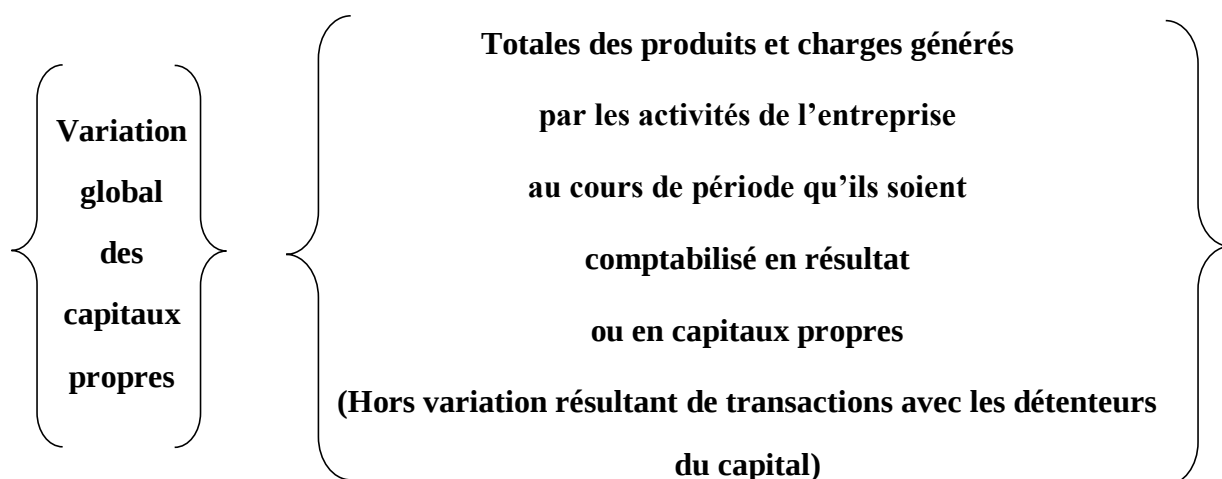
Section 4 : Tableau de variation de capitaux

Art450-1 du SCF 2007 :

L'état de variation des capitaux propres constitue une analyse des mouvements ayant affecté chacune des rubriques constituant les capitaux propres de l'entité au cours de l'exercice. Les informations minimales à présenter dans cet état concernent les mouvements liés :

- Au résultat net de l'exercice ;
- Au changement de méthodes comptable et aux corrections d'erreurs dont l'impact est directement enregistré en capitaux propres ;
- Aux autres produits et charges enregistré directement dans les capitaux propres dans le cadre de corrections d'erreurs significatives, aux opérations en capital (augmentation, diminution, remboursement...) ;
- Aux distributions de résultat et affectations décidées au cours de l'exercice.

Figure



Contenu :

- Le résultat de l'exercice ;
- Chacun des éléments des produits et des charges de la période comptabilisé directement dans les capitaux propres, conformément aux dispositions imposé par d'autres normes ou par interprétation, ainsi que d'autres éléments ;
- Le total des produits et des charges de la période constatés en résultat ou en capitaux propres attribuables aux intérêts minoritaires et attribuables aux détenteurs du capital de la société ;

- Les effets de changements de méthodes comptables et des corrections d'erreurs comptabilisés conformément à la norme IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations et erreurs ;
- Autres informations à présenter soit dans l'état des variations des capitaux propres, soit, en annexes ;
- Les montants des transactions avec des détenteurs de capital agissant en cette qualité, en présentant séparément les distributions en aux détenteurs du capital, ³⁴

³⁴ MIMECHE.A et KADDOUARI.A, « Cours de comptabilité financière, selon les normes IAS/IFRS et le SCF 2007 », Edition ENAG, 2009. P 101.

Tableau n° 15 : tableau des variations de capitaux

	Note	Capital social	Prime d'émission	Ecart d'éva	Ecart de rééval.	Réserves et Résultat
Solde au 31 décembre N-2						
- Changement de méthode comptable. - Correction d'erreurs significatives. - Révélation des immobilisations. - Profits ou pertes non comptabilisé dans le compte de résultat. - Dividendes payés - Augmentation de capital - Résultat net de l'exercice						
Solde au 31 décembre N-1						
- Changement de méthode comptable - Correction d'erreurs significatives - Révélation des immobilisations - Profits ou pertes non comptabilisé dans le compte de résultat - Dividendes payés - Augmentation de capital - Résultat net de l'exercice						
Solde au 31 décembre N						

Source : MIMECHE.A et KADDOUARI.A, « Cours de comptabilité financière, selon les normes IAS/IFRS et le SCF 2007 », Edition ENAG, 2009. P102.

Conclusion du chapitre II

Comme toute discipline, l'analyse financière exploite un certains nombres d'outils pour mener à bien la tâche qui est la sienne, les informations dont dispose l'analyse externe reste vague, néanmoins les états financiers préconiser par les standards internationaux constitue la matière première et l'outils de base de l'analyse financière, en ce sens leurs bonnes connaissances est primordiale et fait le plus souvent appelle à l'expérience du praticien.

L'analyse et le diagnostic de la santé financière de l'entreprise requièrent une bonne maitrise des états financiers et de leurs structures, différentes approches sont possibles et sont complémentaires pour une analyse financière globale de l'entreprise. L'approche de ce chapitre a été celle de l'analyse à partir des états financiers.

Ce chapitre a été organisé autour de trois outils essentiels : le bilan financier, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie. L'analyse à partir de ces outils permet d'apprécier la situation actuelle et à venir de l'entreprise par ses partenaires en particulièrement ses créanciers.

Chapitre III :

Etude approfondie des
différents équilibres

Introduction du chapitre III

Un ratio est un rapport mettant en relation deux grandeurs homogènes liées par une logique économique, afin d'en tirer des indications de tendance³⁵.

Les ratios, largement utilisés par les analystes externes et notamment les banquiers, constituent, parce qu'ils s'appuient sur le bilan et le compte de résultat, un bon outil d'analyse de la structure financière, de la gestion et de la rentabilité.

Les ratios peuvent s'exprimer différemment, et ce en fonction de leurs utilisateurs, mais surtout du type de ratio, c'est l'analyse et l'interprétation qui compte, ainsi nous retenons qu'il peut s'exprimer, en pourcentage, par un quotient, en nombre de jours, d'années ou même en mois.

Un examen attentif des ratios permet d'évaluer la santé financière de l'entreprise et proposer des améliorations, les ratios servent à faire des comparaisons entre différents aspects du rendement d'une entreprise, d'une industrie ou d'une région, Ils révèlent des indices fondamentaux, par exemple, un taux d'endettement critique, des accumulations de stocks ou le retard de paiement des clients de l'entreprise.

A travers ce chapitre, dont l'objet est l'analyse des contenus des documents présentés dans le deuxième chapitre, nous allons commencer par présenter les conditions de l'équilibre financier, à savoir, le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie nette. Ensuite, on va affiner notre analyse par l'étude des différents types de ratios en les regroupant en deux catégories, les ratios d'évaluation de la structure financière et les ratios d'évaluation de l'activité.

³⁵ OGIEN.D, Op.cit. p 7.

Section 1 : Analyse de l'équilibre financier

Pour mener à bien une analyse financière, après avoir retraité certains postes du bilan, il est nécessaire de présenter le bilan par grandes masses afin de voir l'origine des capitaux (ressources) et leurs emplois.

L'analyse de l'équilibre financier sera la première étape de l'analyse financière, L'équilibre financier est étudié par l'articulation entre le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie calculés à partir du bilan financier.

1.1 Fonds de roulement (FR)

Le fonds de roulement est une marge de sécurité destinée à financer une partie du cycle d'exploitation, c'est-à-dire, une ressource durable pour financer les besoins d'exploitation, il permet de vérifier l'équilibre financier selon lequel les emplois stables doivent être financés par des ressources stables, son augmentation accroît les disponibilités et améliore la situation financière de l'entreprise si elle ne provient pas uniquement d'un endettement à long terme³⁶.

Le fonds de roulement est égal à la différence entre les capitaux permanents et les immobilisations. Il s'agit d'un concept de financement à long terme : il indique le montant de capitaux permanents investis dans l'entreprise pour financer les actifs autres que les immobilisations.

$$\begin{aligned} \text{FR} &= \text{ressources stables} - \text{emplois stables} \\ \text{FR} &= \text{capitaux permanent} - \text{actif immobilisé} \end{aligned}$$

Source : Institut de financement du développement du Maghreb arabe (I.F.I.D), « analyse financière », p09.

Un fonds de roulement négatif est le signe d'une insuffisance de financement en capitaux permanents par rapport aux immobilisations.

Les emplois stables doivent être financés par des ressources stables, en effet, il serait dangereux de financer une immobilisation avec un crédit remboursable à court terme, car une

³⁶SOSSOU.A, mémoire sur le thème « Analyse de la situation financière d'entreprise publique : cas de la SMTP (Société de Matériels de Travaux Publics) », Maitrise en management des organisations, FASEG (Faculté des Sciences Economiques et de Gestion) / Université d'Abomey-Calavy - Bénin - 2012, p 26.

immobilisation dégage lentement les disponibilités qui permettent de rembourser les emprunts contractés pour son achat et dégager un bénéfice³⁷.

Les ressources permanentes (ou stables) doivent être au moins égales aux emplois stables. Mais on peut aller un peu plus loin et dire que, par mesure de sécurité, les ressources stables doivent être supérieures aux emplois stables.

1.2 Besoin en fonds de roulement (BFR)

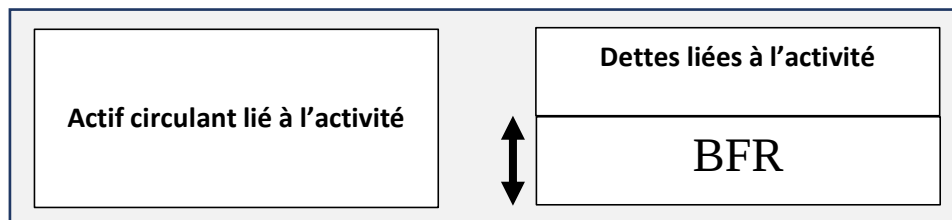
Il correspond dans sa conception économique au besoin d'argent ressenti par l'entreprise pour financer le fonctionnement (déroulement) normal de son activité et plus particulièrement son cycle d'exploitation, c'est un décalage de trésorerie entre le moment où je paie mes fournisseurs et celui où je suis payé par mes clients³⁸.

Le BFR se calcule comme suite :

$$\begin{aligned} \text{BFR} &= (\text{stocks} + \text{créances}) - \text{dettes (non financières)} \\ \text{BFR} &= \text{Actif circulant lié à l'activité} - \text{dettes liées à l'activité} \end{aligned}$$

Source : Institut de financement du développement du Maghreb arabe (I.F.I.D), « analyse financière », p09.

Figure 02 : représentation schématique du BFR



Source : www.finance-technique.com, comprendre le BFR, 03/10/2015.

Pour une meilleure appréciation du BFR et des besoins financiers liés à l'activité ainsi que leur évolution dans le temps, il est important de calculer un ratio qui met en évidence la relation entre les besoins et le volume d'activité de l'entreprise.

1.2.1 BFR en chiffre d'affaires

a- BFR en pourcentage du chiffre d'affaires

Le ratio BFR en pourcentage du chiffre d'affaires exprime la part du chiffre d'affaires bloqué dans l'entreprise et qu'il faut financer.

³⁷SOSSOU.A, Op.cit. p 26.

³⁸MOOC analyse financière, « chapitre 10 : Analyse du BFR et des investissements », www.firstbusinessmooc.org, 10/09/2015. P 04.

$$\frac{\text{BFR}}{\text{chiffre d'affaires HT}} * 100$$

Source : BERK.J et DEMARZO.P, op.cit., p 47.

Un ratio de 30 % signifie que l'entreprise, pour fonctionner au quotidien doit trouver des fonds propres au des dettes financières pour l'équivalent de 30 % de son chiffre d'affaires.

b- BFR en nombre de jours du chiffre d'affaires

$$\frac{\text{BFR}}{\text{chiffre d'affaires HT}} * 360$$

Source : BERK.J et DEMARZO.P, op.cit., p 47.

Ce dernier ratio exprime le besoin de financement du cycle en jours d'activité, Ainsi, un BFR de 60 jours signifie que l'entreprise doit trouver des ressources financières pour assurer le financement de deux mois d'activité.

NB. Le financement du BFR doit être assuré par des ressources permanentes (capitaux propres + dettes), Il peut être acceptable de financer le BFR par des dettes à court terme à hauteur de 30 %.

1.2.2 Délais de règlement clients en nombre de jours du chiffre d'affaires

$$\frac{\text{en – cours clients}}{\text{chiffre d'affaires annuels TTC}} * 360$$

Source : BERK.J et DEMARZO.P, op.cit., p 47.

Ce ratio doit se comparer aux ratios moyens du secteur d'activité. Le délai de règlement le plus fréquent est le paiement à 60 jours ; cependant dans certains secteurs comme l'automobile, on peut trouver des délais à 90 ou même 120 jours.

1.2.3 Délais de paiement des fournisseurs

$$\frac{\text{en – cours fournisseurs}}{\text{achats annuels TTC}} * 360$$

Source : BERK.J et DEMARZO.P, op.cit., p 48.

Au premier abord, plus ce ratio est long, plus l'entreprise a une situation financière confortable, les fournisseurs financent une plus grande partie des actifs circulants et l'entreprise a moins besoin de trouver des ressources de financement externes, Cependant, un délai plus long que la norme (plus de 90 jours) doit interpeler l'analyste financier, car il peut résulter de la difficulté de l'entreprise à les rembourser, ou encore, on peut penser qu'un délai

très long accordé par un fournisseur peut avoir des contreparties (qualités moindre, prix plus élevés...)

1.2.4 Délais de rotation des stocks

$$\frac{\text{stocks et en – cours}}{\text{chiffre d'affaire annuels TTC}} * 360$$

Source : BERK.J et DEMARZO.P, op.cit. p 48.

Il est possible de déterminer un ratio de rotation des stocks facile à calculer et qui permet d'étudier l'évolution des délais de stockage pour l'ensemble des stocks.

1.3 Trésorerie nette (TN)

La trésorerie nette correspond à l'excédent de liquidités détenues par l'entreprise par rapport aux dettes financières à court terme³⁹.

En suivant la même logique de comparaison des éléments de l'actif et du passif qui sont homogènes et répondant aux mêmes contraintes, on peut comparer la trésorerie actif ou les liquidités et quasi-liquidités détenues par l'entreprise aux dettes financières à court terme ou dettes financières exigibles rapidement par les créanciers.

La formule de calcul est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Trésorerie nette} &= \text{trésorerie actif} - \text{trésorerie passif} \\ \text{Trésorerie nette} &= \text{FR} - \text{BFR}\end{aligned}$$

Source : DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 256.

Si cette valeur est négative, elle exprime la situation de l'endettement réel à court terme de l'entreprise, c'est une situation peu confortable, elle peut même être dangereuse si le risque sur les stocks et les créances clients sont élevés, dans ce cas, au moindre problème dans les prévisions de vente et des paiements clients, l'entreprise est soumise aux pressions du banquier et peut se trouver rapidement en situation de cessation, ou du moins des difficultés de paiement⁴⁰.

Pour pouvoir analyser et porter un jugement sur le niveau acceptable de cette trésorerie nette, on utilise le ratio suivant :

³⁹ DE LA BRUSLERIE.H, Op.cit. P 256.

⁴⁰ Ibid. P257.

$$\frac{\text{TN négative}}{\text{BFR}}$$

Ce ratio doit rester supérieur à - 30 % sauf exception, autrement dit, si l'activité de l'entreprise n'a pas de risques liés à l'actif circulant, elle peut se permettre de financer 30 % de ses BFR par des dettes financières à court terme.

Si cette valeur est positive, elle correspond à une situation plus confortable car la trésorerie actif peut servir s'il le faut à rembourser les dettes financières à court terme, ainsi, l'entreprise est moins dépendante de son banquier, le niveau de cette trésorerie nette n'a pas de limitation dans le sens du risque, mais cette situation peut avoir un impact négatif sur la profitabilité sauf si l'entreprise arrive à obtenir un bon taux de rémunération sur ses liquidités.

Section 2 : Analyse à partir des ratios

Certes, l'analyse du fond de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie a déjà permis de se faire une idée sur la santé financière de l'entreprise, mais pour affiner le jugement que l'on souhaite porter sur l'entreprise, l'emploi d'un certain nombre de ratios est indispensable, dans cette section, nous avons regroupés les ratios en deux catégories qui sont : les ratios de structure financière et les ratios d'activité.

2.1 Ratios de structure financière

La structure financière d'une entreprise est une notion très utilisée dans le langage financier, elle intéresse tous les analystes et surtout les banquiers, l'étude de la structure financière se concentre sur le passif du bilan et plus précisément sur l'endettement et le choix des modes de financement, le financement par capitaux propres (apports des actionnaires) ou le financement externe (emprunts).

2.1.1 Structure du passif (ratios d'endettement)

Avant de parler de capacité de remboursement, il convient de parler de capacité d'endettement de l'entreprise.

La comparaison entre les capitaux empruntés (capitaux empruntés à terme, concours bancaires, crédits de trésorerie et comptes d'associés créditeurs) et les capitaux propres nous renseigne sur le taux ou la capacité d'endettement de l'entreprise et sur son degré de dépendance vis-à-vis des tiers.

a- L'autonomie financière

Ce ratio permet de répondre à la question suivante : l'entreprise n'a-t-elle pas contracté trop d'emprunts ?

L'autonomie financière se calcule par ce ratio :

$$\frac{\text{capitaux propres}}{\text{dettes à long et moyen terme}}$$

Source: THIBIRGE.C, Op.Cit. p63.

Ce ratio permet de déterminer si l'entreprise est ou non dépendante des banques, il est impératif de le respecter (le ratio doit être supérieur à 100% ou 1).

Lorsque ce ratio est supérieur à 1, on peut affirmer que l'entreprise a toujours la possibilité de s'endetter à long et moyen terme, toutefois, lorsque ce ratio est inférieur à 1, on affirme que l'entreprise est dans l'incapacité de s'endetter, autrement dit, elle doit reconstituer son capital ou l'augmenter en vue de se procurer une nouvelle marge pour l'endettement.

$$\text{L'autonomie financière} > 100\%$$

$$\text{Capitaux propres} > \text{dettes à long et moyen terme}$$

Un autre ratio pour exprimer l'autonomie financière, l'endettement financier net⁴¹ :

$$\text{Endettement financier net} = \frac{\text{endettement financier net}}{\text{capitaux propres}}$$

$$\text{Endettement financier net} = \text{dettes financières à long et moyen terme} - \text{trésorerie nette}$$

Source : OGIEN.D, op.cit. p77.

Ce ratio d'endettement est souvent utilisé sous l'appellation anglo-saxonne « **gearing** », il fait partie des principaux ratios que les banques surveillent régulièrement, un niveau acceptable de ce ratio est 1, mais il peut y aller au-delà de 2 à condition que les capacités de remboursement soient importantes, plus ce ratio est faible, plus la situation de l'endettement est confortable.

⁴¹ Ibid. p77.

b- Indépendance financière à long terme

Ce ratio permet de déterminer la part des capitaux propres dans le total des capitaux permanents (capitaux propres + dettes à moyen et long terme). Ce ratio doit être au-dessus de 50%.

$$\frac{\text{capitaux propres}}{\text{capitaux permanents}}$$

Source : VILLENEUVE.J, « analyse d'états financiers par ratios », développement économique et régional QUEBEC, janvier 2003, p32.

c- la capacité de remboursement

Ce ratio permet de répondre à la question suivante : en combien de temps l'entreprise serait-elle capable de rembourser ses emprunts si elle utilise toute sa CAF à cet usage ?

La capacité de remboursement se calcule par ce ratio :

$$\frac{\text{dettes à long et moyen terme}}{\text{CAF}}$$

Source : VILLENEUVE.J, op.cit., p 37.

CAF : capacité d'autofinancement

Il est évident que ce ratio doit être le plus faible possible, car dans la réalité la CAF permet de financer (les investissements, de rémunérer les actionnaires, etc...), elle ne peut pas servir exclusivement au remboursement des emprunts, plus ce ratio est élevé, plus l'entreprise montre des signes de difficultés à rembourser ses emprunts contractés, Les banques, en général, exigent que ce ratio n'excède pas trois ans.

2.1.2 Structure de l'actif

Les ratios de structure de l'actif analysent principalement les grandes masses du haut du bilan, l'établissement de ces ratios représente une forme d'analyse verticale du bilan, Il s'agit d'exprimer la valeur de certains postes de l'actif en pourcentage de l'actif total.

a- Part des immobilisations corporelles dans l'actif

$$\frac{\text{immobilisations corporelles}}{\text{total actif}}$$

Source: THIBIRGE.C, Op.Cit. p63.

Il met en évidence la sur ou la sous-immobilisation dans l'entreprise, le niveau des immobilisations est à pondérer en fonction des secteurs, dans le secteur de l'industrie en moyenne, il ne doit pas être inférieur à 50 %.

b- Degré de vétusté des immobilisations

Ce ratio permet de répondre à la question suivante : le parc d'immobilisations corporelles (machines...) est-il jeune ou vétuste ?

Le degré de vétusté des immobilisations se calcule par le ratio suivant :

$$\frac{\text{immobilisations corporelles nettes}}{\text{immobilisations corporelles brutes}}$$

Source: THIBIRGE.C, Op.Cit. p63.

Ce ratio fournit de précieux renseignements sur l'état de l'outil productif, plus le ratio est faible, plus les amortissements sont importants, ce qui signifie que le matériel est usé.

Ce ratio ne doit pas dépasser un certain seuil, et une reponse précise semble délicate car elle dépend du type d'entreprise étudiée et de l'importance du parc d'immobilisation, mais d'une manière générale, on peut dire qu'il est préférable que ce ratio ne soit pas en-dessous des 50 %.

Dans le temps ce ratio doit rester stable, ce qui signifie que l'entreprise investie régulièrement pour renouveler son matériel, lorsqu'il augmente, le ratio indique que l'entreprise est en phase de croissance, elle élargie son parc d'immobilisation pour accroître sa production, donc ses ventes.

2.1.3 Ratios de liquidité (solvabilité à court terme)

C'est un ensemble de ratios qui mettent en évidence les niveaux des liquidités de l'entreprise. Ces ratios mesurent la capacité de l'entreprise à faire face à ses engagements à court terme.

a- ratio de liquidité immédiate

Ce ratio permet de répondre à la question suivante : l'argent disponible suffit-il à financer la totalité des dettes à court terme ?

La liquidité immédiate se calcule par ce ratio :

$$\frac{\text{valeurs disponibles (liquidités)}}{\text{dettes à court terme}}$$

Source: THIBIRGE.C, Op.Cit. p64.

En générale, l'argent disponible ne permet pas de financer la totalité des dettes à court terme (le ratio est inférieur à 100%), et heureusement, car le cas inverse signifierait que l'entreprise dispose de suffisamment de liquidités à la banque pour financer non seulement les dettes à très court terme, mais aussi les dettes à échéances plus lointaine de l'ordre de 6 à 11 mois, si elle le pouvait, cela démontrerait qu'elle a trop de disponibilités, synonyme d'argent qui dort.

b- Ratio de liquidité réduite

Ce ratio permet de reprendre à la question suivante : l'argent dont dispose l'entreprise à la banque, plus l'argent qu'elle attend de ses créances (clients et autres) suffis-t-il à payer toutes les dettes à court terme ?

La liquidité réduite se calcule par ce ratio :

$$\frac{\text{VD (liquidités)} + \text{VR (créances)}}{\text{DCT}}$$

Source: THIBIRGE.C, Op.Cit. p64.

VD : valeurs disponibles

VR : valeurs réalisables

DCT : dettes à court terme

Ce ratio doit être proche de 100 %, En effet, pour éviter des problèmes de trésorerie, il est préférable que ce ratio avoisine les 100 % afin de pouvoir toujours faire face aux échéances des fournisseurs, toutefois, l'entreprise peut rencontrer de difficultés de trésorerie même avec un ratio supérieur à 100 % c'est le cas des entreprises qui accordent des crédits clients nettement supérieurs aux crédits fournisseurs⁴². L'idéal est donc que les crédits accordés par les fournisseurs soient supérieurs aux crédits consentis aux clients, Si le ratio est supérieur à 100 %, il faut calculer le ratio de liquidité générale.

⁴² SIR TOSSIM.T, Op.Cit. p 78.

c- ratio de liquidité générale

Ce ratio permet de reprendre à la question suivante : l'argent disponible, et l'argent que l'entreprise va encaisser de ses débiteurs, ainsi que celui immobilisé dans tous ses stocks permettraient-ils d'assurer le paiement de toutes les dettes à court terme ?

La liquidité générale se calcule par ce ratio :

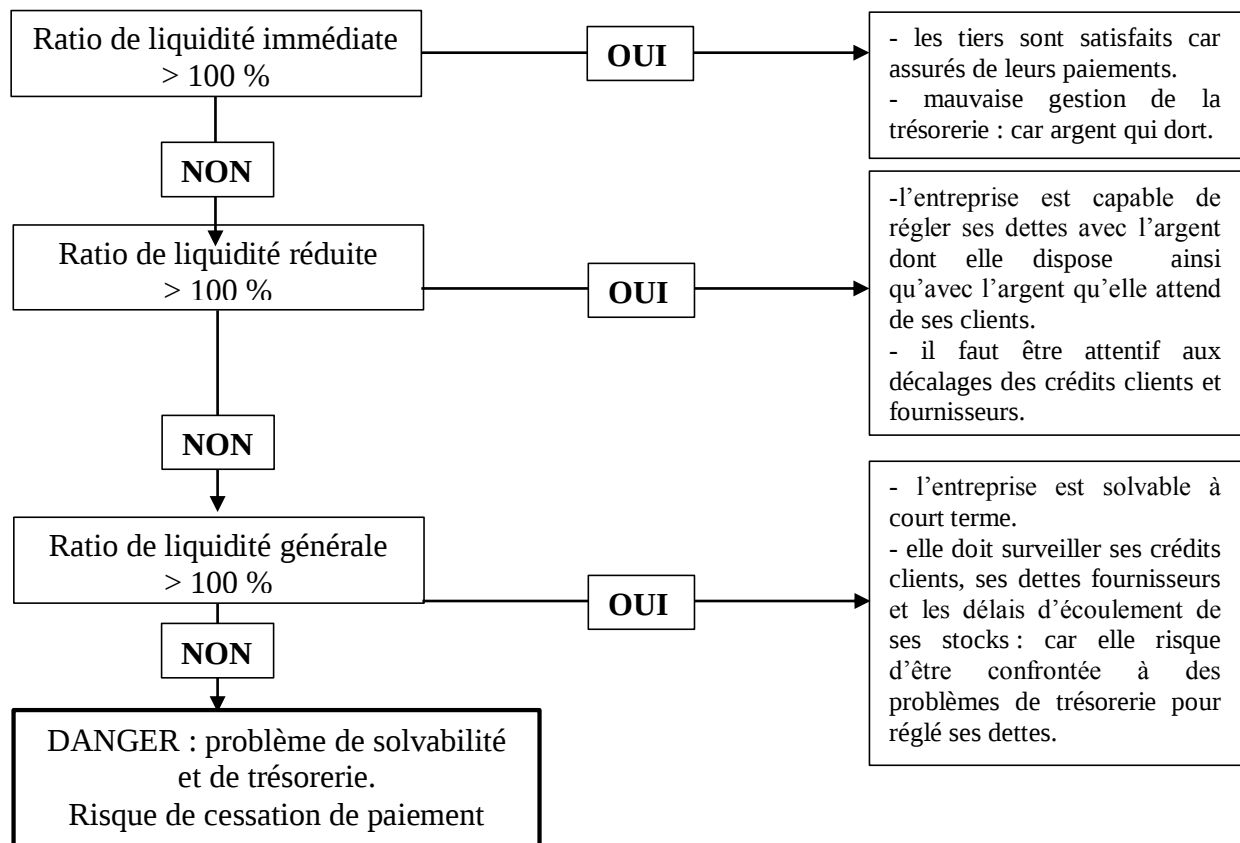
$$\frac{\text{VD (liquidités)} + \text{VR (créances)} + \text{VE (stocks)}}{\text{dettes à court terme}}$$

Source: THIBIRGE.C, Op.Cit. p64.

VE : valeurs d'exploitation

Ce ratio doit être supérieur à 100 %, s'il se révèle inférieur à 100 %, l'entreprise a un problème de solvabilité à court terme, elle ne pourrait pas régler ses dettes à court terme par des créances à court terme, il faudra dans ce cas vendre des actifs pour assurer le paiement de ses fournisseurs (mauvais signe), ou trouver une solution urgente de financement (emprunts, apports des actionnaires,...)

L'entreprise peut avoir un ratio supérieur à 100 % et, malgré tout rencontré des difficultés de trésorerie. C'est le cas où les dettes à court terme arrivent à échéance alors que les créances arrivent à terme plus tardivement. Il lui faut alors trouver des solutions ponctuelles de financement dont la principale est le découvert bancaire, mais le découvert bancaire n'est pas une solution idéale surtout s'il est excessif car il ne fait qu'accentuer le déséquilibre de l'entreprise, les concours bancaires s'ajoutent aux dettes à court terme.

Figure n°3: présentation schématique des différentes situations de la liquidité

Source : MOOC analyse financière, « chapitre 13 : analyse des liquidités », www.firstbusinessmooc.org, 10/09/2015. P 09.

2.2 Ratios d'activité

Pour analyser rapidement un compte de résultat et mettre en lumière quelques grandeurs caractéristiques, les financiers ont créé toute une batterie de ratios, les ratios qui seront présentés dans cette partie sont largement utilisés par les banques, l'analyse de l'activité d'une l'entreprise permet d'apprécier sa croissance et mesurer son aptitude à dégager des profits.

2.2.1 Analyse de la croissance

a- Croissance du chiffre d'affaires

Ce ratio permet de répondre à la question suivante : quel est le taux de croissance de l'entreprise ?

La croissance du chiffre d'affaires se calcule comme suite :

$$\frac{\text{chiffre d'affaires } n - \text{chiffre d'affaires } n - 1}{\text{chiffre d'affaires } n - 1}$$

Source : MEUNIER ROCHER.B, Op.Cit.p213.

Ce ratio permet de connaître l'évolution de l'activité de l'entreprise, et la comparer à celle des entreprises du même secteur d'activité, Cependant, toute augmentation du chiffre d'affaires doit susciter au moins deux questions :

- La variation du chiffre d'affaires provient-elle d'une augmentation des prix ou d'une croissance en volume ?
- La croissance résulte-t-elle de nouveaux clients ou de nouveaux marchés ?

En réalité le chiffre d'affaires ne constitue pas un élément important pour évaluer l'entreprise, puisque nous ignorons le niveau des charges, cette raison nous pousse à suivre un autre indicateur, la valeur ajoutée.

b- Croissance de la valeur ajoutée

Ce ratio permet de répondre à la question suivante : Quelle est l'évolution de la richesse créée par l'entreprise ?

La croissance de la valeur ajoutée se calcule comme suite :

$$\frac{\text{valeur ajoutée } n - \text{valeur ajoutée } n - 1}{\text{valeur ajoutée } n - 1}$$

Source : MEUNIER ROCHER.B, Op.Cit.p213.

Supposons que le taux de croissance de la valeur ajoutée chute de manière considérable au cours d'un exercice, cette chute ne provient pas nécessairement d'une diminution du chiffre d'affaires, mais peut s'expliquer par une augmentation des consommations en provenance des tiers, En effet, une entreprise qui décide de s'adresser davantage à la sous-traitance voit ses services extérieurs (donc ses consommations en provenance des tiers) augmenter, nous remarquons, dans ce cas, que la richesse créée par l'entreprise se trouve très nettement amputée du fait du changement de stratégie, il est alors intéressant de voir si cette politique se répercute sur la rentabilité de l'entreprise en calculant le taux de croissance du résultat net. La chute de la valeur ajoutée peut provenir également des causes suivantes :

- Fabrication des produits nouveaux entraînant des consommations différentes;
- Changement dans le procédé de fabrication de produits anciens qui génère des modifications dans les consommations;
- Augmentation des prix abusive de la part d'un ou plusieurs fournisseurs.

2.2.2 Analyse de la rentabilité**a- taux de variation du résultat net**

Ce ratio permet de reprendre à la question suivante : l'entreprise dégage-t-elle une meilleure rentabilité que l'année précédente ?

La variation du résultat net se calcule comme suite :

$$\frac{\text{résultat net } n - \text{résultat net } n - 1}{\text{résultat net } n - 1}$$

Source : MEUNIER ROCHER.B, Op.Cit.p213.

Normalement, une augmentation du chiffre d'affaire se traduit par un accroissement des résultats.

b- Rentabilité économique

Ce ratio permet de reprendre à la question suivante : si l'entreprise investis 1 DA, combien cela lui rapporte-t-il ?

La rentabilité économique se calcule comme suite :

$$\frac{\text{Résultat d'exploitation (1 - taux de l'IS)}}{\text{Actif économique}}$$

Source : THIBIERGE.C, Op.Cit.P76.

Une entreprise qui entreprend des investissements (immobilisations ou BFR) a pour objectif d'accroître ses ventes, donc ses bénéfices. On prend en compte le résultat d'exploitation au lieu du résultat d'exercice, car le résultat d'exploitation ne prend en compte que les opérations liées à l'activité propre de l'entreprise, ce qui permet de voir l'impact direct des investissements sur cette dernière. Si on retenait dans la définition du ratio le résultat d'exercice, il ne serait pas possible de connaître leur réelle répercussion sur l'activité de l'entreprise puisque la politique financière et les opérations exceptionnelles sont incluses dans le résultat.

c- Rentabilité financière

Ce ratio permet de reprendre à la question suivante : en plaçant leur argent dans l'entreprise, les associés ou actionnaires ont-ils fait un bon placement ?

Ce ratio permet d'évaluer la capacité de l'entreprise à rentabiliser les fonds investis par les actionnaires et les associés.

La rentabilité financière se calcule comme suite :

$$\frac{\text{résultat de l'exercice}}{\text{capitaux propres}}$$

Source : THIBIERGE.C, Op.Cit.P81.

Tableau n° 16 : résumé des ratios

ratio	Formule de calcul	commentaires
autonomie financière	$\frac{\text{capitaux propres}}{\text{dettes à long et moyen terme}}$	Il doit être supérieur à 1 car les ressources internes (capitaux propres) doivent être supérieures aux capitaux empruntés.
gearing	$\frac{\text{endettement financier net}}{\text{capitaux propres}}$	Il doit être le plus faible possible, un niveau acceptable de ce ratio est 1
capacité de remboursement	$\frac{\text{dettes à long et moyen terme}}{\text{capacité d'autofinancement}}$	Il doit être le plus faible possible, et 3 ans et le maximum exigé par les banques
Indépendance financière à long terme	$\frac{\text{capitaux propres}}{\text{capitaux permanent}}$	Ce ratio doit être au-dessus de 50%.
part des immobilisations dans l'actif	$\frac{\text{immobilisations corporelles}}{\text{total actif}}$	il ne doit pas être inférieur à 50 %.
degré de vétusté des immobilisations	$\frac{\text{Immobilisations corporelles nettes}}{\text{Immobilisations corporelles brutes}}$	Degré d'usure de l'outil industriel ; plus le ratio est proche de 1, ou de 100 %, plus l'outil est supposé récent.
Ratio de liquidité immédiate	$\frac{\text{valeurs disponibles}}{\text{Detes à court terme}}$	Si le ratio approche ou dépasse les 100%, il existe un excédent de trésorerie synonyme alors d'argent qui dort.
Ratio de liquidité réduite	$\frac{\text{valeurs réalisables} + VR}{\text{dettes à court terme}}$ VR : valeurs réalisable	Le ratio doit être proche de 100% ou supérieur
Ratio de liquidité générale	$\frac{VD + VR + VE}{\text{dettes à court terme}}$ VE : Valeurs d'exploitation	Le ratio doit être NORMALEMENT supérieur à 100% S'il se révèle inférieur à 100% ; l'entreprise n'est pas

		solvable à court terme.
Croissance du chiffre d'affaires	$\frac{\text{chiffre d'affaires } n - \text{chiffre d'affaires } n - 1}{\text{chiffre d'affaires } n - 1}$	Elle doit être positive
La croissance de la valeur ajoutée	$\frac{\text{valeur ajoutée } n - \text{valeur ajoutée } n - 1}{\text{valeur ajoutée } n - 1}$	Elle doit suivre la tendance que celle du CA
Taux de variation du résultat net	$\frac{\text{résultat net } n - \text{résultat net } n - 1}{\text{résultat net } n - 1}$	Elle doit être positive
La rentabilité économique	$\frac{\text{Résultat d'exploitation (1 - taux de l'IS)}}{\text{Actif économique}}$	Plus ce ratio est élevé, plus l'entreprise est rentable.
La rentabilité financière	$\frac{\text{résultat de l'exercice}}{\text{capitaux propres}}$	Elle doit être positive et supérieur à la RE

Source : Elaboration personnelle

Conclusion du chapitre III

Des ratios, il en existe plusieurs dizaines. Le dirigeant d'entreprise peut en faire une longue énumération à la lecture de manuels spécialisés ou en demandant à son banquier la liste de ceux qu'il utilise. Toutefois, le choix des ratios ne devrait répondre qu'à un seul critère, la pertinence de l'information obtenue. Une feuille remplie de ratios est impressionnante, mais les données ne sont pas toutes significatives.

Le présent chapitre n'a pas la prétention d'énumérer tous les ratios pertinents. Après une longue recherche, les quelques ratios choisis peuvent répondre à un bon nombre d'utilisateurs.

Les ratios utilisés dans ce document proviennent essentiellement des états financiers compilés en annexe à la fin du mémoire.

Chapitre IV :

Appréciation de la structure
financière d'une entreprise
de BTPH et de sa
performance par la banque
SGA

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

Introduction du chapitre IV

Au cours des trois premiers chapitres, nous avons présentés l'environnement de l'analyse financière ainsi que ses différents outils. Maintenant, il est temps d'appliquer les connaissances théoriques acquises en étudiant un cas pratique dans une banque.

Après un stage pratique d'une durée deux mois au niveau du centre d'affaires de la banque société générale agence de Tizi-Ouzou, on a eu l'occasion de traiter une entreprise qui exerce dans le secteur du bâtiment, travaux publics et hydrauliques.

Pour porter une appréciation sur sa structure financière et sa performance, nous avons opté pour la méthodologie suivante :

En premier lieu, on analyse ses bilans financiers pour tirer des conclusions sur sa structure financière. Pour cela, on commence par le calcul de son fonds de roulement, besoin en fonds de roulement et sa trésorerie nette afin d'évaluer le respect des normes de l'équilibre financier. Ensuite, l'étude de sa structure d'endettement et la composition de son actif à travers six ratios pour évaluer son degré de dépendance vis-à-vis de l'extérieur, en particulier les banques, et le niveau de ses immobilisations. Pour finir, l'analyse du niveau de sa solvabilité à court terme à travers les ratios de liquidités.

En second lieu, on analyse ses comptes résultats pour tirer des conclusions sur son activité et sa performance. Premièrement, on analyse l'évolution de son chiffre d'affaires et celle de la valeur ajoutée dans le but d'expliquer l'évolution de son activité. Ensuite, on calcule sa rentabilité économique, financière et l'effet de levier d'endettement. Pour finir, on étudie les niveaux de sa capacité d'autofinancement et ses ratios afin d'évaluer sa capacité à couvrir ses engagements grâce à son activité.

On finit notre analyse par l'étude du tableau des flux de trésoreries, qui nous aidera à compléter notre analyse en retraçant tous les mouvements de circulation des liquidités dans l'entreprise.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil

Société Générale est l'un des tout premiers groupes européens de services financiers. S'appuyant sur un modèle diversifié de banque universelle, le Groupe allie solidité financière et stratégie de croissance durable avec l'ambition d'être la banque relationnelle de référence sur ses marchés, proche de ses clients, choisie pour la qualité et l'engagement de ses équipes.

Acteur de l'économie réelle depuis 150 ans, Société Générale emploie plus de 148 000 collaborateurs, présents dans 76 pays, et accompagne au quotidien 30 millions de clients dans le monde entier en offrant une large palette de conseils et solutions financières sur mesure aux particuliers, entreprises et investisseurs institutionnels, qui s'appuie sur trois pôles de métiers complémentaires :

La banque de détail en France avec les enseignes Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama qui offrent des gammes complètes de services financiers avec une offre multicanal à la pointe de l'innovation digitale.

La banque de détail à l'international, services financiers et assurances avec des réseaux présents dans les zones géographiques en développement et des métiers spécialisés leaders dans leurs marchés.

La banque de financement et d'investissement, banque privée, gestion d'actifs et métier titres avec leurs expertises reconnues, positions internationales clés et solutions intégrées. Société Générale figure dans les principaux indices de développement durable : FTSE4Good (Global et Europe), Euronext Vigeo (Global, Europe, Eurozone et France), ESI Excellence (Europe) d'Ethibel et 4 des indices STOXX ESG Leaders.

La filiale Société Générale Algérie, détenue à 100% par le Groupe Société Générale, est l'une des toutes premières banques privées à s'installer en Algérie, soit depuis 2000. Son réseau, en constante croissance, compte actuellement 86 agences dont 11 Centres d'Affaires ou Business Center dédiés à la clientèle des Entreprises. La Société Générale Algérie offre une gamme diversifiée et innovante de services bancaires à plus de 335 000 clients Particuliers, Professionnels et Entreprises. L'effectif de la banque est de 1 360 collaborateurs au 31 décembre 2014⁴³.

⁴³ Rapport d'activité de la SGA 2014.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

1.1 Historique de la Société Générale Algérie

Figure N° 4 : historique de la SGA



Source : Elaboration personnelle

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

1.2 Organisation et gouvernance de la filiale Société Générale Algérie

Tableau n° 17 : Les membres du directoire et Les membres du Conseil de surveillance

Les membres du directoire	Les membres du Conseil de surveillance
Eric WORMSER Mohamed ARABI François ALDEGUER	Alexandre MAYMAT Grégoire LEFEBRE Denis STAS DE RICHELLE Michel MAHE Christian CELIN Véronique LOCTIN Véronique DE LA BACHELERIE Eric GROVEN Yves LALLEMAND

Source : www.sga.dz

Tableau n° 18 : les dirigeants du groupe société générale

Dirigeants du groupe	
Directeur Général	Frédéric Oudéa
Directeur Général Délégué	Séverin Cabannes
Directeur Général Délégué	Bernardo Sanchez Incera
Secrétaire Général	Patrick Suet
Président du Conseil d'Administration	Lorenzo Bini Smaghi
Finances	Philippe Heim
Communication	Caroline Guillaumin
Contact Investisseurs	Antoine Loudenot
Directeur des Ressources Humaines	Edouard-Malo Henry
Communication Financière	Antoine Loudenot

Source : www.abcbourse.fr

Tableau n° 19 : les actionnaires principaux

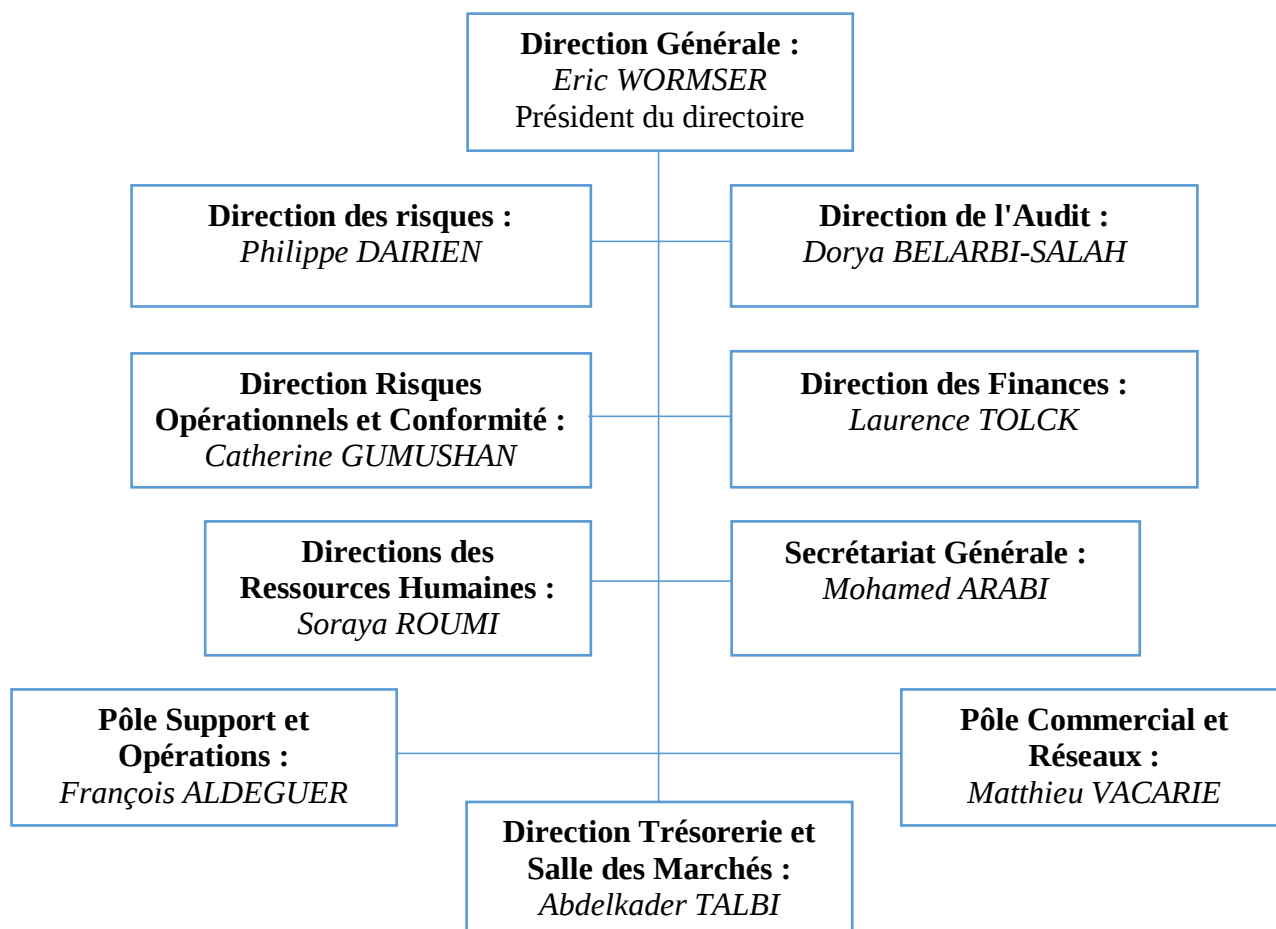
Actionnaires principaux	
Salariés	7,42 %
Lyxor International Asset Management	6,00 %
The Capital Group Companies	5,02 %
Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)	2,59 %
Autocontrôle	2,54 %
Meiji Yasuda Life Insurance Company	1,37 %

Source : www.abcbourse.fr

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

1.3 Organigramme générale de la SGA

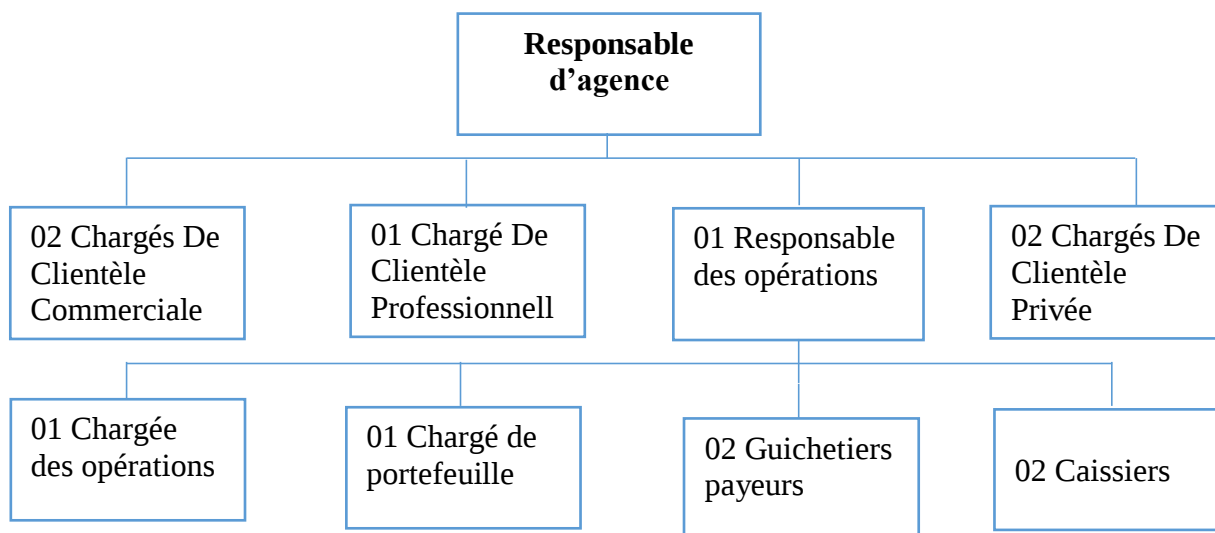
Figure N° 5 : organigramme générale de la SGA



Source : documents internes de la SGA

1.4 Organigramme de l'agence de Tizi-Ouzou

Figure N° 6 : organigramme de la SGA agence TIZI-OUZOU



Source : documents internes de la SGA

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

1.5 Bref aperçu de l'environnement comptable algérien

Le système comptable applicable jusqu'à la fin 2009 en Algérie était définie par le plan comptable national, publié dans *le journal officiel* du 09 mai 1975 (en abrégé ci-après PCN75). Afin de répondre aux besoins et attentes résultant de l'ouverture des marchés qu'a connue l'Algérie lors de ces dernières années, un nouveau system comptable et financier a été élaboré (en abrégé ci-après SCF).Ce dernier est applicable depuis 1^{er} janvier 2010.en absence de mise a jours depuis 30 ans, ce dispositif était devenu relativement inadapté à la pratique des opérations et des affaires en Algérie, particulièrement dans le contexte de l'ouverture des marchés et de l'arrivées d'investisseurs étranger.

Les critiques généralement admises au PCN 75 étaient les suivantes :

- Faible lisibilité des comptes (absence d'annexes, absences de données comparatives, maintien des valeurs historique – hormis le cas de réévaluation légale) ;
- Existence d'un « Résultat hors exploitation » parfois significatif (regroupant des écritures de nature très diverses et généralement peu expliquées) ;
- Prise en compte des frais financiers dans le résultat d'exploitation (souvent répercuté sur les prix de revient, et donc incidemment sur la valeur des immobilisations et des stocks) ;
- Pas d'obligation formel d'établir des comptes consolidé (mise à part pour les sociétés cotées) ni de définition suffisamment précise des règles de consolidation.

A compter du 1^{er} janvier 2010, le SCF a été mis au point par le conseil national de la comptabilité algérien (CNCA), en collaboration avec des professionnels algériens et avec le Conseil national de la comptabilité française.

Ce dispositif englobe dans les faits plusieurs éléments :

- Un ensemble de normes comptable beaucoup plus détaillé qu'auparavant, très fortement inspiré des IFRS ;
- Un plan de compte modernisé, qui converge fortement vers l'actuel plan de compte français « PCG » tout en maintenant certaines spécificités algériennes ;
- La mise en place d'un certain nombre de principes ou d'obligations formelles, notamment en termes de consolidation et d'annexes comptables.

Le SCF ne se limite donc pas à une déclinaison des IFRS en Algérie, mais est potentiellement porteur d'une modification profonde des pratiques comptables, de l'organisation des entreprises et de la pratique des affaires. Il introduit en effet des besoins et des possibilités nouvelles :

- Introduction de la juste valeur ;

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

- Organisation d'une plus grande transparence financière des entreprises et des groupes de sociétés, avec notamment un plus grand focus sur le concept d'image fidèle ;
- Affirmation de l'importance du contrôle interne et externe des comtes.

Le system comptable et financier a été adopté par voie législative le 25 novembre 2007. Un premier décret d'application est publié en juillet 2008. Fin juillet 2008, les autorités en repoussé d'un an la date de mise en application du nouveau system, qui est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010, date à laquelle le Plan comptable national 1975 est donc abrogé.

A l'opposé du PCN 75, le SCF évoque la préparation « d'états financiers » (E/F), tel que définis dans les règles et pratiques internationales. Ces états financiers, qui forment un tout, incluent les éléments suivant :

Tableau N°20 : états financiers préconisés par le SCF

Les 5 composantes des E/F du SCF	
1	Bilan
2	Compte de résultat
3	Tableau de flux de trésorerie
4	Tableau de variation des capitaux propres
5	Annexes mentionnant les règles et méthodes comptables, le détail des comptes et les éléments hors bilan

Source : KPMG, « Guide investir en Algérie », Edition 2015

Le contenu et la présentation des tableaux ne sont pas strictement imposés si l'on se réfère à la norme. Les textes se limitent en effet à définir leur déclinaison minimale (par exemple la liste des informations minimales à inclure dans le compte de résultat, le bilan...)

Le compte de résultat pourra être présenté par nature, mais également par destination, exactement comme en IFRS.

Concernant le tableau des flux de trésorerie, une option est possible entre le modèle « direct » (basée sur les flux opérationnels et financiers) et le model « indirect » (qui part du résultat comptable et du cash-flow).

Le SCF prévoit, enfin, une véritable annexe, très proche des prescriptions IFRS, incluant une présentation des principales règles comptables appliquées, des informations sur les engagements ainsi que le détail des postes importants assorti d'explications.⁴⁴

⁴⁴ Guide investir en Algérie, édition 2015, KPMG, pages 138, 139,140

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

Section 2 : Application d'une démarche d'analyse financière sur une entreprise de BTPH.

Le secteur du bâtiment, des Travaux Publics est par excellence un secteur porteur de croissance économique, créateur d'emploi et permet en même temps la redynamisation des autres secteurs économiques. Il constitue de ce fait une base incontournable pour le développement de l'investissement national et étranger. Cependant, l'évolution de l'habitat et des infrastructures n'a pas suivis la croissance économique et l'expansion démographique en Algérie, les écarts restent flagrants et beaucoup d'efforts restent à faire, c'est dans ce sens que les pouvoirs publics ont initié de vastes programmes de réhabilitations d'infrastructures vétustes mais aussi la réalisation de nouvelles à coût de milliard. C'est dans cette perspective que les entreprises du BTPH fleurissent avec des potentiels de croissance et de rentabilité financières et économique non négligeable, néanmoins la prudence est de mise notamment pour les partenaires de ces dernières et en premiers lieu les banques, en effet un diagnostic approfondi doit être effectué pour juger de la solvabilité et de la rentabilité des entreprises évoluant dans ce secteur.

Notre étude de cas se porte sur une société de bâtiment, travaux publics et hydraulique à l'occasion d'une demande de crédit pour l'acquisition d'un engin de travaux publics. Il s'agit d'une SPA d'un capital de 1 280 000 000 DA détenu par quatre actionnaires dont le siège sociale se situe à Tizi-Ouzou, la société en question exerce six activités à savoir : ⁴⁵

- Fabrication industrielle de produits en béton autres qu'agglomères (109103) ;
- Fabrication industrielle de produits manufacturés en béton ou en plâtre (dits agglomères) (109104) ;
- Préfabrication d'éléments en béton et fabrication du béton prêt à l'emploi (109106) ;
- Entreprise de travaux de bâtiment tout corps d'état (109201) ;
- Entreprise de grands travaux publics et hydrauliques (109209) ;
- Entreprise de travaux de routes et d'aérodromes (109211).

⁴⁵ Nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

2.1 Analyse des bilans de l'entreprise

Tableau n° 21 : bilans en grandes masses de l'année 2012,2013 et 2014.

Actif en millions de dinars	2012	2013	2014
Immobilisations	919 696 308	1 458 210 337	1 489 343 300
Autres actifs non courants (créances à long terme)	-	-	-
Total Actifs non courants	919 696 308	1 458 210 337	1 489 343 300
Stocks (exploitation)	74 670 394	110 464 996	676 801 881
réalisables (créances)	725 226 786	965 203 797	568 326 682
liquidités (disponibilités)	58 575 311	55 704 682	133 355 788
Total Actifs courants	857 472 491	1 131 373 475	1 378 484 351
Total Actif	1 777 168 799	2 589 583 812	2 867 827 651

Passif en millions de dinars	2012	2013	2014
Capital et reserves	771 755 609	974 072 154	1 327 349 555
Résultat	228 866 544	254 877 400	186 060 401
Ressources propres (capitaux propres)	1 000 622 153	1 228 949 554	1 513 409 959
D L M T (dettes financières)	240 000 000	668 520 202	637 338 836
Total Passifs non courants (capitaux permanents)	1 240 622 153	1 917 469 756	2 150 748 793
Dettes non financières (fournisseurs et divers)	387 153 919	538 980 989	397 530 749
Dettes financières courantes (à court terme)	150 392 726	133 133 067	318 548 110
Total Passifs Courants	537 546 645	672 114 056	716 078 859
Total Passif	1 778 168 799	2 589 583 812	2 867 827 651

Source : bilans certifiés 2012-2013-2014 de l'entreprise en annexe.

Tableau n° 22 : évolution des bilans en grandes masses de l'entreprise.

Structure de l'actif	2012	2013	2014
Immobilisations	52 %	56 %	52 %
Valeurs d'exploitation	04 %	04 %	24 %
Valeurs réalisables	41 %	37 %	20 %
Valeurs disponibles	03 %	02 %	05 %
Structure du passif	2012	2013	2014
Capitaux propres	56 %	48 %	53 %
Dettes à long et moyen terme	14 %	26 %	22 %
Dettes à court terme	30 %	26 %	25 %
Total	1 778 168 799	2 589 583 812	2 867 827 651

Source : bilans certifiés 2012-2013-2014 de l'entreprise en annexe.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

Tableau n° 23 : bilan condensé de l'année 2012

Actif en millions DA	%	Passif en millions DA	%
Actif non courant	52 %	Passif non courant	70 %
919 696 308		1 240 622 153	
Actif circulant	48 %	Passif courant	30 %
857 472 491		537 546 645	
TOTAL actif	100%	TOTAL passif	100%
1 778 168 799		1 778 168 799	

Source : bilan certifié de l'année 2012 en annexe.

Tableau n° 24 : bilan condensé de l'année 2013

Actif en millions DA	%	Passif en millions DA	%
Actif non courant	56 %	Passif non courant	74 %
1 458 210 337		1 917 469 756	
Actif circulant	44 %	Passif courant	26 %
1 131 373 475		672 114 056	
TOTAL actif	100%	TOTAL passif	100%
2 589 583 812		2 589 583 812	

Source : bilan certifié de l'année 2013 en annexe.

Tableau n° 25 : bilans condensé de l'année 2014

Actif en millions DA	%	Passif en millions DA	%
Actif non courant	52 %	Passif non courant	75 %
1 489 343 300		2 150 748 793	
Actif circulant	48 %	Passif courant	25 %
1 378 484 351		717 078 859	
TOTAL actif	100%	TOTAL passif	100%
2 867 827 652		2 867 827 652	

Source : bilan certifié de l'année 2014 en annexe.

Tableau n° 26 : évolution des bilans condensés de l'entreprise.

Structure de l'actif	2012	2013	2014
Actif non courant	52 %	56 %	52 %
Actif circulant	48 %	44 %	48 %
Structure du passif	2012	2013	2014
Passif non courant	70 %	74 %	75 %
Passif courant	30 %	26 %	25 %
Total passif	1 778 168 799	2 589 583 812	2 867 827 651

Source : bilans certifiés 2012-2013-2014 de l'entreprise en annexe.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

L'actif de l'entreprise est à plus de 50 % constitué par des immobilisations, ces dernières ont augmentées en 2013 avec l'acquisition d'autres immobilisations corporelles. Leur proportion dans l'actif baisse en 2014, cette baisse s'explique par le fait que les stocks de l'entreprise augmentent considérablement durant cette année-là.

Les valeurs réalisables baissent considérablement en 2014, notamment parce que l'entreprise a récupéré une bonne partie de ses créances clients.

Les disponibilités sont stables et occupent une faible part dans le total actif des périodes considérées, 3 à 5 % en moyenne.

Le passif de l'entreprise est à plus de 50 % constitué par les capitaux propres, leur valeur augmente d'année en année, mais leur proportion dans le passif est instable, elle s'explique en grande partie par le recourt de l'entreprise à l'endettement à long et moyen terme pour financer l'acquisition des immobilisations corporelles en 2013.

Le montant des financements à court terme augmentent, cependant, la proportion de ces derniers dans le passif baisse, elle s'explique par le fait que les capitaux propres et les dettes à long et moyen terme augmentent, ce qui fait que les capitaux permanents occupent 75 % du passif en 2014.

2.1.1 Analyse de l'équilibre financier

Tableau n° 27 : évolution de l'équilibre financier de l'entreprise

évolution de l'équilibre financier en millions DA					
	31/12/2012	31/12/2013	% Δ	31/12/2014	% Δ
FR	320 925 845	459 259 419	43,1%	661 405 492	44,0%
FR = capitaux permanent – actif immobilisé					
BFR	412 743 260	536 687 804	30,0%	847 597 814	57,9%
BFR = (Stocks + créances) – dettes (non financières)					
TN	- 91 817 415	- 77 428 385	-15,7%	- 186 192 322	140,5%
TN = Trésorerie actif – trésorerie passif					

Source : Elaboration personnelle

a- Equilibre à long terme (fonds de roulement)

Suivant les résultats obtenus dans le tableau, nous constatons que l'entreprise a réalisé son équilibre financier à long terme pour les trois exercices considérés, en effet, ses fonds de roulements sont positifs sur les trois années, c'est-à-dire que les ressources stables financent la totalité des emplois stables, et dégagent un surplus qui est le fonds de roulement.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

Le fonds de roulement de l'entreprise augmente considérablement d'année en année, 43 % en 2013 et 44 % en 2014, cette situation s'explique par :

- L'affectation des résultats aux réserves de réévaluation, et le recours de l'entreprise aux des dettes à long et moyen terme pour financer l'acquisition des immobilisations corporelles en 2013.
- L'augmentation du capital de l'entreprise en 2014.

b- Equilibre à court terme (besoin en fonds de roulement)

Les résultats obtenus dans le tableau indiquent que l'entreprise a réalisé son équilibre à court terme pour les trois exercices considérés, elle a dégagé des besoins de financements lors de son exploitation.

Le besoin en fonds de roulement de l'entreprise augmente considérablement en 2014, elle s'explique par l'accumulation d'une grande quantité de stocks (produits et travaux en cours) pour la même année.

c- Equilibre immédiat (trésorerie nette)

Suivant les résultats obtenus dans le tableau, On constate que l'entreprise n'a pas réalisé son équilibre immédiat pour les trois exercices considérés, sa trésorerie nette est négative, c'est-à-dire que la trésorerie de l'actif ne couvre pas la totalité de la trésorerie du passif, ou d'une autre manière, le fonds de roulement ne couvre pas la totalité du besoin en fonds de roulement.

En 2014, le niveau de la trésorerie nette baisse considérablement, elle s'explique par la forte augmentation de son besoin en fonds de roulement, cette situation est inconfortable, elle peut s'avérer dangereuse au moindre décalage des ventes ou des paiements clients.

L'autonomie financière et le financement des autres actifs d'exploitation de l'entreprise se retrouvent limités, ce qui doit l'amener à solliciter auprès de ses partenaires financiers des financements.

Pour compléter notre analyse on utilise le ratio suivant :

	2012	2013	2014
Trésorerie nette négative / BFR	- 22 %	- 14 %	- 21 %

A travers ce tableau, on constate que l'entreprise finance en moyenne 20 % de son BFR avec des dettes financières à court terme, en d'autres termes, 80 % de son BFR est

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

financer par son fonds de roulement (ressources stables), c'est une situation plutôt acceptable, ce qui limite le risque de l'entreprise.

d- Etude des ratios de rotation

Tableau n° 28 : évolution des ratios de rotation

ratios de rotation				
-- BFR - ratios en jours --	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	Moyenne
Délais de rotation de stocks	19 j	21 j	143 j	61 j
Stocks / CA * 365				
Délais de règlement clients	153 j	169 j	111 j	144 j
Comptes Clients / CA * 365				
Délais de paiement des fournisseurs	99 j	119 j	91 j	103 j
Comptes Fournisseurs / Achats * 365				
FR en jours du chiffre	80 j	89 j	139 j	102 j
FR / CA * 365				
BFR en jours du chiffre	102 j	104 j	178 j	128 j
BFR / CA * 365				

Source : élaboration personnelle.

- Les délais de rotation des stocks passent anormalement de 21 jours à 143 jours en 2014, cette situation peut s'expliquer par plusieurs raisons :
 - L'entreprise n'a pas utilisé tous ses stocks car son activité a baissé.
 - Elle fait des provisions pour anticiper une éventuelle dévaluation de la monnaie nationale, qui entrainerait automatiquement l'augmentation des prix des matières premières.
 - Elle fait des provisions pour ses projets en attente de réalisation, en effet, elle a réalisée seulement 36 % de son marché en 2014, il lui reste 64 % d'une valeur de 1 131 723 045.04 DA à terminer en 2015.
 - Elle veut sécuriser ses provisions et éviter des pénuries pour l'année 2015.
- Nous constatons que les délais accordés aux clients sont trop élevés, cette situation s'explique d'une part, le principal client de l'entreprise est l'Etat, il est réputé pour ses délais de paiement long, et d'une autre part, aucun effort de négociation n'est fourni par l'entreprise sur ses créances clients, ce qui fait augmenter considérablement son BFR. L'entreprise perd trop de temps dans la réception des règlements de ses clients, elle doit penser à mieux gérer cet agrégat afin de ramener ces délais à 3 mois maximum, pour pouvoir faire face à ses engagements à court terme, notamment le règlement de ses dettes fournisseurs dans l'échéance est bien plus faible.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

Cependant, on remarque la baisse de ces délais en 2014, cette réduction peut s'expliquer soit, par le ralentissement de son activité, ou c'est le résultat d'un effort de négociation de l'entreprise sur ses créances clients.

- Le BFR devient de plus en plus pesant sur le chiffre d'affaires de l'entreprise, la négociation des délais de paiement clients serait le meilleur moyen pour diminuer ce BFR trop élevé, les délais clients devraient être ramenés à 3 mois maximum.

2.1.2 Analyse à travers les ratios

a- Ratios d'endettement

	2012	2013	2014
Autonomie financière	4.16	1.83	2.37
$\frac{\text{capitaux propres}}{\text{dettes à long et moyen terme}}$	$\frac{1\,000\,622\,153}{240\,000\,000}$	$\frac{1\,228\,949\,554}{668\,520\,202}$	$\frac{1\,513\,409\,959}{637\,338\,836}$

A travers ce ratio, on constate que l'entreprise se finance en grande partie par ses propres ressources. L'évolution du ratio est instable, il baisse considérablement en 2013 car l'entreprise a eu recours à l'endettement pour financer l'acquisition des immobilisations corporelles, cette baisse est corrigée en 2014 avec l'augmentation du capital de l'entreprise.

	2012	2013	2014
Gearing	0,33	0,60	0,54
$\frac{\text{endettement financier net}}{\text{capitaux propres}}$	$\frac{331\,817\,415}{1\,000\,622\,153}$	$\frac{745\,948\,587}{1\,228\,949\,554}$	$\frac{823\,531\,158}{1\,513\,409\,959}$

A travers ce ratio, on constate que le niveau de l'endettement financier net de l'entreprise est faible, il est inférieur à 1, les variations de ce ratio en 2013 et 2014 s'expliquent par les mêmes raisons que celles citées pour le ratio d'autonomie financière.

	2012	2013	2014
Indépendance financière à long terme	0.56	0.48	0.52
$\frac{\text{capitaux propres}}{\text{total passif}}$	$\frac{1\,000\,622\,153}{1\,778\,168\,798}$	$\frac{1\,248\,949\,554}{2\,589\,583\,812}$	$\frac{1\,513\,409\,957}{2\,867\,827\,652}$

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

A travers ce ratio, on constate que la moitié des financements de l'entreprise est assurée par ses propres ressources.

En conclusion de ces trois ratios, on peut dire que l'entreprise est autonome financièrement, elle assure le financement d'une grande partie de ses investissements par ses propres ressources, sa situation d'endettement est confortable, elle est donc moins dépendante des banques, ce qui élargit ses possibilités d'endettements.

b- Ratios de structure de l'actif

	2012	2013	2014
Etat de l'outil industriel	0.68	0.67	0.61
$\frac{\text{I C nettes}}{\text{I C brutes}}$	$\frac{751\,403\,313}{1\,090\,961\,942}$	$\frac{1\,288\,671\,233}{1\,922\,541\,475}$	$\frac{1\,305\,597\,139}{2\,139\,371\,211}$
Part des immobilisations corporelles dans l'actif	0.51	0.56	0.51
$\frac{\text{immobilisations nettes}}{\text{Actif total}}$	$\frac{919\,696\,308}{1\,778\,168\,798}$	$\frac{1\,458\,210\,337}{2\,589\,583\,812}$	$\frac{1\,489\,343\,300}{2\,867\,827\,652}$

L'outil industriel de l'entreprise est relativement neuf, ce qui nous laisse présager qu'elle n'aura pas à faire des investissements importants pour le future proche, cependant, quand on analyse le niveau de ces immobilisations dans l'actif et le comparer aux normes de son secteur d'activité, on déduit qu'il est insuffisant, en effet, dans le secteur du BTPH, une grande partie des travaux est réalisée avec des engins (bulldozers, niveleuses, camions, grues, pelles hydrauliques ...), On peut dire que l'entreprise ne dispose pas d'assez d'équipements pour la réalisation de ses travaux dans les temps, ce ratio doit être supérieur à 70 %.

	2012	2013	2014
Ratio de financement des immobilisations	1.08	0.85	1.01
$\frac{\text{ressources propres}}{\text{actif stable}}$	$\frac{1\,000\,622\,153}{919\,696\,308}$	$\frac{1\,248\,949\,554}{1\,458\,210\,337}$	$\frac{1\,513\,409\,957}{1\,489\,343\,300}$

A travers ce ratio, on constate que l'entreprise finance son actif immobilisé par ses propres ressources, la baisse de son niveau en 2013 s'explique par le recourt de l'entreprise à

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

l'endettement bancaire pour financer l'acquisition des immobilisations corporelles, en 2014 il est revu à la hausse avec l'augmentation du capital de l'entreprise.

A travers ces trois ratios, on déduit que l'entreprise finance une grande partie de ses immobilisations avec ses propres ressources, cependant, le niveau de ses immobilisations est insuffisant pour son activité malgré leur état relativement neuf.

c- ratios de liquidité (solvabilité à court terme)

	2012	2013	2014
Liquidités immédiates	0.11	0.08	0.18
$\frac{VD}{Detes\ à\ court\ terme}$	$\frac{58\,575\,311}{537\,546\,645}$	$\frac{55\,704\,682}{672\,114\,056}$	$\frac{133\,355\,788}{717\,078\,859}$

On constate que la solvabilité immédiate n'est pas assuré, les valeurs disponibles ne couvrent pas la totalité des dettes à court terme. Cependant, on constate aussi que le ratio augmente considérablement en 2014, elle s'explique par la baisse de l'activité de l'entreprise.

	2012	2013	2014
Liquidité courante (réduite)	1.45	1.51	0.97
$\frac{VD + VR}{Detes\ à\ court\ terme}$	$\frac{783\,802\,097}{537\,546\,645}$	$\frac{1\,020\,908\,479}{672\,114\,056}$	$\frac{701\,682\,470}{717\,078\,859}$

La liquidité réduite quant à elle est supérieure à 1. Cela veut dire que les valeurs réalisables et les valeurs disponibles suffisent à rembourser les dettes à court terme. Cependant, on constate que le ratio baisse considérablement en 2014, cette diminution s'explique par le fait que l'entreprise a récupéré une bonne partie de ses créances clients.

	2012	2013	2014
Liquidité générale	1.59	1.68	1.92
$\frac{VD + VR + VE}{Detes\ à\ court\ terme}$	$\frac{858\,472\,491}{537\,546\,645}$	$\frac{1\,131\,373\,475}{672\,114\,056}$	$\frac{1\,378\,484\,351}{717\,078\,859}$

La liquidité générale est largement supérieure à 1 pour les trois exercices, ce qui signifie que l'actif à court terme suffit largement pour rembourser toutes les dettes à C.T.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

En conclusion de ces trois ratios, on peut dire que l'entreprise est solvable à court terme.

d- ratios de solvabilité globale (à long terme)

	2012	2013	2014
Solvabilité globale	2.28	1.93	2.11
$\frac{\text{actif total}}{\text{total des dettes}}$	$\frac{1\,778\,168\,798}{777\,546\,645}$	$\frac{2\,589\,583\,812}{1\,340\,634\,258}$	$\frac{2\,867\,827\,652}{1\,354\,417\,695}$

À travers ce ratio, on constate clairement que l'actif de l'entreprise couvre largement tous ses engagements externes, Ce qui nous permet de conclure que l'entreprise est solvable de manière générale.

2.2 Analyse du compte de résultat

Tableau n° 29 : comptes de résultat des années 2012,2013 et 2014.

Résultats de l'entreprise	2012	%	2013	%	2014	%
Chiffre d'affaires net	1 473 170 498	100 %	1 889 838 021	100 %	1 733 525 493	100 %
+ Production stocké/immobilisée	47 670 718	3 %	35 389 342	2 %	555 779 040	32 %
Activité (production de l'exercice)	1 520 841 216	103 %	1 925 227 363	102 %	2 289 304 533	132 %
- Achats consommés	744 767 299	51 %	962 069 462	51 %	1 184 134 824	68 %
Marge brute	776 073 917	53 %	963 157 901	51 %	1 105 169 709	64 %
- Charges externes	264 799 102	18 %	272 816 028	14 %	465 265 965	27 %
Valeur ajoutée	511 274 815	35 %	690 341 873	37 %	639 903 744	37 %
- Salaires et charges sociales	121 461 975	8 %	156 899 488	8 %	176 411 877	10 %
- Impôts et taxes	21 971 501	1 %	22 922 651	1 %	19 915 163	1 %
Excédent brut d'exploitation (EBE)	367 841 339	25 %	510 519 734	27 %	443 576 704	26 %
+/- Autres produits et charges	- 5 313 390		344 253		3 637 984	
- Dotations aux amortissements	86 363 063	6 %	172 861 927	9 %	199 903 829	12 %
Excédent net d'exploitation (REX)	276 164 886	19 %	338 002 060	18 %	247 310 860	14 %
+ Produits financiers	367 793		1 418 860		3 504 086	
- Charges financières	28 144 069	2 %	62 829 994	3 %	45 902 609	3 %
Résultat courant avant impôts	248 388 610	17 %	276 590 926	15 %	204 912 336	12 %
- Impôts sur les sociétés	19 522 060	1 %	21 713 490	1 %	18 851 935	1 %
Résultat de l'exercice	228 866 550	16 %	254 877 436	13 %	186 060 401	11 %

Source : comptes résultats certifiés 2012-2013-2014 de l'entreprise en annexe

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

2.2.1 Analyse de la croissance

Tableau n° 30 : évolution du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée.

	31/12/2012	31/12/2013	Δ %	31/12/2014	Δ %
Δ Chiffre d'affaires	1 473 170 498	1 889 838 021	28 %	1 733 525 493	- 8 %
$CA_n - CA_{n-1} / CA_{n-1}$					
Δ Valeur ajoutée	511 274 815	690 341 873	35 %	639 903 744	- 7 %
$VA_n - VA_{n-1} \div VA_{n-1}$					

Source : élaboration personnelle

Après une amélioration de 28 % en 2013, le chiffre d'affaire enregistre une baisse de 8 % en 2014, ce ralentissement de l'activité de l'entreprise est causé par des retards dans la réalisation de ses projets en 2014. En effet, elle a achevé seulement 36 %, ces retards peuvent s'expliquer par le manque d'efficacité de l'entreprise, c'est-à-dire un manque de qualification du personnel, une mauvaise gestion, le manque de moyens matériels (immobilisation corporelles) ou des intempéries.

La valeur ajoutée suit la même évolution que celle du chiffre d'affaire, sa diminution de 7 % en 2014 s'explique en partie par la diminution du chiffre d'affaire, et l'augmentation des achats et charges externes.

2.2.2 Analyse de la rentabilité

Tableau n° 31 : rentabilités économiques des années 2012, 2013 et 2014.

Analyse de la rentabilité économique (des capitaux investis)			
	2012	2013	2014
Résultat d'exploitation (EBIT)	276 164 886	338 002 060	247 310 860
Impôts sur les sociétés (IS)	19 522 060	21 713 490	18 851 935
Chiffre d'affaires	1 473 170 498	1 889 838 021	1 733 525 493
Actif économique (actif immobilisé + BFR)	1 332 439 568	1 994 898 141	2 335 941 115
I- Marge d'exploitation	0.17	0.16	0.13
$\frac{REX - IS}{\text{chiffre d'affaires}}$	$\frac{256 642 826}{1 473 170 498}$	$\frac{316 288 570}{1 889 838 021}$	$\frac{228 458 925}{1 733 525 493}$
II- Rotation de l'actif (capitaux investis)	1.10	0.94	0.74
$\frac{\text{chiffre d'affaires}}{\text{actif économique}}$	$\frac{1 473 170 498}{1 332 439 568}$	$\frac{1 889 838 021}{1 994 898 141}$	$\frac{1 733 525 493}{2 336 941 115}$
Rentabilité économique	0.19	0.16	0.097
I * II	0.17 * 1.10	0.16 * 0.94	0.13 * 0.74

Source : construction personnelle.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

• Malgré son niveau important, la marge d'exploitation de l'entreprise baisse d'année en année :

- En 2013, le chiffre d'affaires augmente de 28 % alors que le résultat d'exploitation (REX) augmente seulement de 22 %.
- En 2014, le chiffre d'affaires diminue de 7 % alors que le résultat d'exploitation baisse de 27 %.

Ces écarts influencent négativement le niveau de la marge d'exploitation, s'expliquent par l'augmentation des charges externes, surtout en 2014, celle des salaires et charges sociales, et les dotations aux amortissements à partir de 2013 avec l'acquisition d'immobilisations corporelles.

• La rotation de l'actif baisse d'année en année, cela veut dire que les capitaux nécessaires pour financer les immobilisations et les besoins en fonds de roulement augmentent d'année en année.

Les investissements de l'entreprise sont de plus en plus lourds, elle a besoin de plus en plus de capitaux pour produire et fonctionner au quotidien.

• Si on met en relation les résultats de la marge d'exploitation et la rotation de l'actif, on déduit sans surprise que la rentabilité économique de l'entreprise diminue. En 2012, pour chaque 100 DA investi en actif, elle gagnait 18.7 DA, en 2014, pour chaque 100 DA investi en actif, elle gagnait 9.6 DA, en trois ans sa rentabilité économique à baisser de moitié. Si cette tendance continue, elle pourrait mettre en péril sa pérennité.

Tableau n° 32 : rentabilité financière des années 2012,2013 et 2014.

Analyse de la rentabilité financière (des capitaux propres)			
	2012	2013	2014
Résultat de l'exercice	228 866 550	254 877 436	186 060 401
Capitaux propres	1 000 622 153	1 228 949 554	1 513 409 959
Rentabilité financière	0.22	0.20	0.12
<i>$\frac{\text{résultat de l'exercice}}{\text{capitaux propres}}$</i>	$\frac{228\,866\,550}{1\,000\,622\,153}$	$\frac{254\,877\,436}{1\,228\,949\,554}$	$\frac{186\,060\,401}{1\,513\,409\,959}$

Source : élaboration personnelle.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

La rentabilité financière est en tendance baissière sur les trois exercices, cela signifie que la rémunération des actionnaires est en baisse, chaque 100 DA investis par les actionnaires leur rapporte 122 DA en 2012, en 2013 le même investissement leur rapport 112 DA, soit une baisse de de 45 %.

Tableau n° 33 : effet de levier des années 2012,2013 et 2014.

éléments	2012	2013	2014
I - Rentabilité financière	0.22	0.20	0.12
II - Rentabilité économique	0.19	0.16	0.097
Effet de levier	0.03	0.04	0.023

Source : élaboration personnelle

On constate que la rentabilité financière est supérieur à la rentabilité économique, on déduit donc, que le recourt de l'entreprise à l'endettement procure un effet de levier positif, c'est-à-dire que la rentabilité économique du capital emprunté est supérieur aux taux d'intérêts des emprunts.

2.2.3 Analyse de la capacité d'autofinancement

Tableau n° 34 : capacité d'autofinancement des années 2012,2013 et 2014.

	2012	2013	2014
Résultat de l'exercice	228 866 550	254 877 436	186 060 401
+ Amortissements	86 363 063	172 861 927	199 903 829
Capacité d'autofinancement (CAF)	315 229 613	427 739 363	385 964 230
Chiffre d'affaires	1 473 170 498	1 889 838 021	1 733 525 493
CAF / chiffre d'affaires	0.21	0.22	0.22
Endettement financier brut	390 392 726	801 653 269	953 686 946
Endettement financier brut / CAF	1.24	1.87	2.47

Source : élaboration personnelle

A travers les résultats du tableau, on constate que l'entreprise s'autofinance durant les trois exercices, en effet, elle présente des CAF positives.

Pour 100 DA du chiffre d'affaires, le montant qui est destiné à assurer à la fois le renouvellement des immobilisations et la croissance de l'entreprise est de 21 DA en 2012 ; 22 DA en 2013 et 2014.

Sa capacité de remboursement diminue d'année en année, cette situation s'explique par le fait que les dettes de l'entreprise augmentent plus vite que la CAF, notamment à partir de

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

2013, Cependant, le ratio reste inférieur à 3, c'est-à-dire qu'il faut 2 ans et demi d'activité à l'entreprise pour rembourser ses dettes à long terme.

2.3 Analyse du tableau des flux de trésoreries

Tableau n° 35 : tableau des flux de trésorerie des années 2012,2013 et 2014.

	2013	%	2014	%	Δ%
Résultat de l'exercice	254 877 436	100 %	186 060 401	100 %	- 27 %
+ amortissements et provisions	172 861 927	68 %	199 903 829	107 %	16 %
Flux de trésorerie brut (CAF)	427 739 363	168 %	385 964 230	207 %	10 %
Δ stocks	- 35 794 603	- 14 %	- 566 336 885	- 304 %	1482 %
Δ réalisable	- 239 977 012	- 94 %	396 877 115	213 %	-265 %
Δ dettes à court terme	151 827 070	60 %	- 141 450 240	- 76 %	-193 %
I - Flux de trésorerie de l'activité	303 794 819	119 %	75 054 219	40 %	-75 %
Δ investissements dans les immobilisations	- 710 129 847	- 279 %	- 216 829 734	- 117 %	-69 %
Δ autres actifs à long terme	- 1 246 109	-0.004 %	- 14 207 058	- 08 %	1040 %
II - Flux de trésorerie de l'investissement	- 711 375 956	- 279 %	- 231 036 792	- 124 %	-68 %
Δ dettes à long et moyen terme	428 520 202	168 %	- 31 181 366	- 17 %	- 17 %
Δ capital social et prime d'émission	-	-	754 700 000	405 %	-
Divers ajustements	-	-	- 676 299 998	- 363 %	-
Versements de dividendes	- 6 550 035	- 03 %	-	-	-
III - Flux de trésorerie du financement	421 970 167	168 %	47 218 636	389 %	69 %
Flux de trésorerie net = (I+II+III)	14 389 030	8 %	- 108 763 937	305 %	2610 %
Trésorerie - Début d'année	- 91 817 415	- 36 %	- 77 428 385	- 42 %	-23 %
Trésorerie - Fin d'année	- 77 428 385	- 30 %	- 186 192 322	-100 %	-801 %

Source : élaboration personnelle

Nous constatons que la trésorerie brute (CAF) en 2014 recule par rapport à 2013, cette diminution s'explique par la baisse du résultat de l'entreprise en raison du ralentissement de son activité, néanmoins, elle est positive.

L'activité de 2014 a engendré moins de trésorerie que l'année 2013, en effet, en 2014 l'entreprise a récupéré une bonne partie de ses créances clients, cependant, la forte augmentation de ses stocks, et le remboursement d'une partie de ses dettes à court terme ont fortement affectés le niveau de sa trésorerie.

L'acquisition des immobilisations corporelles en 2013 d'un montant de 710 129 847 DA a fortement affecté le niveau de sa trésorerie en 2013. Pour l'année 2014, l'entreprise a fait des investissements d'un montant de 216 829 734 DA et a accordé 14 207 058 DA de prêts.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

On voit bien que les flux de trésorerie dégagés par les activités des deux années ne suffisent pas à couvrir ses investissements.

En ce qui concerne les financements, l'entreprise a emprunté 428 520 202 DA pour financer une partie de l'acquisition des immobilisations corporelles. En 2014, elle a commencé à rembourser ces dettes, elle a fait une augmentation de capital. Cependant, cette dernière n'a pas eu une grande incidence sur sa trésorerie car elle est faite au moyen de sa réserve de réévaluation.

CHAPITRE IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise et de sa performance par la banque SGA

Conclusion du chapitre IV

Au terme de ce chapitre, les résultats auxquels nous avons abouti révèlent que cette entreprise a respecté son équilibre financier, en effet, son fonds de roulement est positif durant les trois exercices, et ses derniers financent 80 % de ses besoins en fonds de roulement.

A travers l'analyse de sa structure d'endettement et celle de son actif, nous avons constatés que l'entreprise est autonome financièrement, elle présente une structure d'endettement confortable, ses immobilisations sont relativement neuves et elles sont en grande partie financées par ses ressources propres, cependant, leur niveau est insuffisant pour son activité.

Les ratios de rotation des capitaux ont témoigné que l'activité va bien, cependant, l'année 2014 est caractérisée par la baisse des résultats de l'entreprise, son chiffre d'affaires baisse. La vitesse de rotation des stocks diminue fortement, les délais de rotation des créances clients baissent, mais c'est toujours insuffisant car ils sont supérieurs aux délais de rotation des dettes fournisseurs.

A travers l'analyse des niveaux des liquidités de l'entreprise, on a constaté qu'elle est solvable court terme, en effet, son actif courant couvre la totalité de ses dettes à court terme. Globalement, L'entreprise est solvable à long car son actif couvre la totalité de ses dettes.

L'entreprise réalise de bonnes rentabilités économiques et financières. Cependant, on constate qu'elles évoluent en tendance décroissante pour les trois années d'étude, notamment à cause des charges externes qui progresse considérablement surtout en 2014, les charges salariales et sociales et les dotations aux amortissements qui ont un impact directe sur le résultat d'exploitation.

Le calcul de la CAF nous a montré que durant les trois exercices, l'entreprise a été en mesure de s'autofinancer chaque année, la CAF a été largement suffisante, la capacité de remboursement des dettes diminue, mais la capacité de remboursement reste inférieure à 3 années d'activité.

Conclusion générale

Au bout de notre travail, il importe de faire la revue des grandes lignes qui le composent et de présenter brièvement les résultats auxquels il a abouti.

Le choix de ce sujet a été motivé par le fait que l'étude de la structure financière d'une entreprise nous permet de comprendre ses emplois et leurs modes de financement, dont le but de porter un diagnostic sur la santé financière de l'entreprise, et cela en examinant son équilibre financier, son aptitude à faire face à ses engagements à court et à long terme, et comprendre ses prises de décisions. La seconde motivation a été celle de confronter la théorie relative à la l'analyse financière apprise tout au long de notre mémoire, à la pratique sur le terrain.

Il a été également pour nous une occasion de rechercher les conditions de l'équilibre financier d'une entreprise de BTPH, et porter un jugement sur sa performance afin d'établir un diagnostic sur sa situation actuelle, pour servir de support d'aide à la prise de décision d'accord d'un crédit par la société générale.

Pour arriver à cette fin, trois questions ont été posées dans notre problématique :

- La structure financière de l'entreprise est-elle suffisamment saine pour lui permettre d'atteindre son équilibre financier ?
- Sa rentabilité est- elle suffisante pour assurer la continuité de son activité ?
- Est- elle capable d'assurer le remboursement de ses créanciers dans les délais fixés ?

Pour appréhender notre étude et répondre à nos questions de recherche, nous avons formulés une hypothèse générale ayant deux volets, l'hypothèse générale de notre recherche est que l'entreprise sujette à l'étude présente une structure financière solide qui garantit le respect de son équilibre financier, et elle est suffisamment rentable pour assurer sa pérennité. Cette hypothèse est subdivisée en deux :

Hypothèse 1 : Sa structure financière est saine et lui permet d'atteindre son équilibre financier, et d'être solvable.

Hypothèse 2 : Sa rentabilité est suffisante pour assurer la continuité de son activité et le remboursement de ses engagements à terme.

En vue d'arriver à vérifier nos hypothèses, nous avons subdivisés notre cas pratique en deux points :

- Le premier point traite de l'analyse du bilan financier de l'entreprise. Il débute par l'analyse de son équilibre financier, ensuite, la structure de son endettement et celle de son actif, et se termine par la détermination de son degré de solvabilité.
- Le deuxième point traite de l'analyse du compte résultat et du tableau des flux de trésorerie. Il débute par l'étude de la croissance de l'entreprise et de sa rentabilité, ensuite, l'analyse de sa capacité d'autofinancement, et se termine par l'analyse du tableau des flux de trésorerie.

L'analyse du premier point a aboutie au résultat selon lequel la structure financière de cette entreprise est bonne et lui permet de garder son équilibre financier, malgré qu'il l'existence de certaines lacunes qui nécessitent d'être corrigées, tels que la trésorerie nette qui est négative sur les trois années, les délais de règlements clients qui sont très long et supérieur aux délais de paiements des fournisseurs. A part cela, elle présente des bilans bien structurés à l'actif et au passif avec des résultats positifs chaque année, les fonds de roulement son largement positifs chaque année et financent une grande partie des BFR, elle présente une bonne capacité d'emprunt, une bonne liquidité générale et un degré élevé de solvabilité.

Tous ces éléments nous ont permis de confirmer notre première hypothèse selon laquelle la structure financière de l'entreprise est saine et lui permet d'atteindre son équilibre financier, et d'être solvable.

Après l'analyse de l'activité, nous avons constatés que la rentabilité économique et financière diminue d'année en année, surtout en 2014 ou l'activité de l'entreprise a baissé, Néanmoins, elles restent toujours importantes, la capacité d'autofinance est positive durant les 03 années, malgré qu'elle couvre de en moins en moins les dettes de l'entreprise, il faut moins de trois ans d'activité à l'entreprise pour rembourser ses dettes.

Ces résultats nous ont permis de confirmer notre deuxième hypothèse selon laquelle la rentabilité de l'entreprise est suffisante pour assurer la continuité de son activité et le remboursement de ses engagements à terme.

Avec la vérification des deux hypothèses, on peut conclure notre travail et affirmer que l'entreprise sujette à l'étude remplit les conditions nécessaires pour émettre un avis favorable à sa demande, en effet, sa structure financière est saine et équilibrée, sa rentabilité est suffisante pour garantir sa pérennité, et elle est capable d'honorer ses dettes dans le délais fixés.

Références bibliographiques

1. OUVRAGES

- BERK.J et DEMARZO.P, « finance d'entreprise » 3ème édition, Edition Pearson France, 2014.
- BRUSLERIE.H, « Analyse financière Information financière, diagnostic et évaluation », 4ème édition, Edition Dunod, paris, 2010.
- BUFFET.M – CLARCK.D, Warren Buffet et l'interprétation des états financiers, Edition Maxima, 2011.
- COULAUD.A, « Diagnostic financier et évaluation financière de l'entreprise », Editions Demos.
- DE LA BRUSLERIE Hubert, « Analyse financière, information financière, diagnostic et évaluation », 4^e Edition, DUNOD, 2010.
- DEISTING.F et LAHILLE.J, « aide-mémoire analyse financière », Edition Dunod, Paris, 2013.
- DISLE.C et BOUVIER.A-M, « Introduction à la comptabilité cas pratiques », Edition Dunod, Paris, 2008.
- DRANCOURT.M, « Leçon d'histoire sur l'entreprise de l'Antiquité à nos jours », Edition Presses universitaires de France, 2002.
- MEUNIER ROCHER.B, « le diagnostic financier et 6 étapes et applications corrigées », Editions Organisation, paris, 1995.
- MIMECHE.A et KADDOUARIA, « Cours de comptabilité financière, selon les normes IAS/IFRS et le SCF 2007 », Edition ENAG, 2009.
- OGIEN.D, « maxi fiches de gestion financière de l'entreprise », Edition Dunod, paris, 2008.
- REBAINE.N, « analyse financière », Edition pages bleues, Algérie, 2011.
- THIBIERGE.C, « analyse financière » 2ème édition, Edition Vuibert, septembre 2007.

2. MEMOIRES

- SIR TOSSIM.T, mémoire sur le thème « Diagnostic de la performance à partir des états financiers », master finance d'entreprise, CIB INTA 2006, p 20.
- SOSSOU Arnaud, mémoire de fin d'études de maîtrise sur le thème « Analyse de la situation financière d'entreprise publique : cas de la SMTP (Société de Matériels de Travaux Publics) », FASEG (Faculté des Sciences Economiques et de Gestion) / Université d'Abomey-Calavy - Bénin 2012.

3. ARTICLES

- Institut de financement du développement du Maghreb arabe (I.F.I.D), « analyse financière », p09.
- PAPER.X, « les indicateurs clés de la communication comptable est financière », Option finance N° 780 du 13/04/2004. P46.
- VILLENEUVE.J, « analyse d'états financiers par les ratios », développement économique et régional QUEBEC, janvier 2003.

4. SITES INTERNET

www.abcbourse.com

www.analyse-sectorielle.fr

www.bibliotheque.insee.net

www.direns.mines-paristech.fr

www.finance-technique.com

www.firstbusinessmooc.org

www.l-expert-comptable.com

Liste des figures, des tableaux et des annexes

Liste des figures

Figure N° 01 : formation d'un bilan financier	32
Figure N° 02 : représentation schématique du BFR.....	59
Figure N° 03 : présentation schématique des différentes situations de la liquidité.....	68
Figure N° 04 : historique de la SGA	77
Figure N° 05 : organigramme générale de la SGA	79
Figure N° 06 : organigramme de la SGA agence TIZI-OUZOU	79

Tableau n° 01 : Synthèse du plan type d'analyse financière	17
Tableau n° 02 : Bilan Emplois/Ressources (actif économique et capitaux investis).....	19
Tableau n° 03 : présentation simplifiée du bilan comptable.....	32
Tableau n° 04 : présentation de l'actif d'un bilan financier	34
Tableau n° 05 : présentation du passif d'un bilan financier	34
Tableau n° 06 : bilan financier en grandes masses	35
Tableau n° 07 : représentation d'un compte de résultat	36-37
Tableau n° 08 : compte résultat préconisé par les normes comptables françaises	42
Tableau n° 09 : compte résultat préconisé par le SCF.....	43
Tableau n° 10 : calcul du flux net de trésorerie de l'activité à partir du résultat net.....	48
Tableau n° 11 : calcul du flux net de trésorerie de l'activité à partir du REX.....	49
Tableau n° 12 : flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissements	49
Tableau n° 13 : tableau du flux net de trésorerie liés aux opérations de financements	50
Tableau n° 14 : Tableau des flux de trésorerie	51
Tableau n° 15 : Tableau des variations de capitaux	54
Tableau n° 16 : résumé des ratios	71-72
Tableau n° 17 : Les membres du directoire et Les membres du Conseil de surveillance	78
Tableau n° 18 : les dirigeants du groupe société générale.....	78
Tableau n° 19 : les actionnaires principaux	78
Tableau n° 20 : Etats financiers préconisés par le SCF.	81
Tableau n° 21 : bilans en grandes masses de l'année 2012,2013 et 2014.	83
Tableau n° 22 : évolution des bilans en grandes masses de l'entreprise	83
Tableau n° 23 : bilans condensés de l'année 2012	84
Tableau n° 24 : bilans condensés de l'année 2013	84
Tableau n° 25 : bilans condensés de l'année 2014	84
Tableau n° 26 : évolution des bilans condensés de l'entreprise	84
Tableau n° 27 : évolution de l'équilibre financier de l'entreprise	85
Tableau n° 28 : évolution des ratios de rotation	87
Tableau n° 29 : comptes de résultat des années 2012,2013 et 2014.....	91
Tableau n° 30 : évolution du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée.....	92
Tableau n° 31 : rentabilités économiques des années 2012, 2013 et 2014.....	92
Tableau n° 32 : rentabilité financière des années 2012,2013 et 2014	93
Tableau n° 33 : Effet de levier des années 2012,2013 et 2014.....	94
Tableau n° 34 : Capacité d'autofinancement des années 2012,2013 et 2014.....	94
Tableau n° 35 : tableau des flux de trésorerie des années 2012,2013 et 2014	95

Annexe 01 : Registre de commerce

Annexe 02 : Actif du bilan de l'année 2012

Annexe 03 : Passif du bilan de l'année 2012

Annexe 04 : Compte de résultat de l'année 2012

Annexe 05 : Actif du bilan de l'année 2013

Annexe 06 : Passif du bilan de l'année 2013

Annexe 07 : Compte de résultat de l'année 2013

Annexe 08 : Tableau des mouvements des stocks ; tableau de la fluctuation de la production stockée pour l'année 2013.

Annexe 09 : Charges de personnel, impôts, taxes et versements assimilés, autres services ; autres charges et produits opérationnels de l'année 2013.

Annexe 10 : Tableau des amortissements et pertes de valeurs ; tableau des immobilisations créées ou acquises au cours de l'exercice de l'année 2013.

Annexe 11 : Tableau des immobilisations cédées au cours de l'exercice ; tableau des provisions et pertes de valeurs de l'année 2013.

Annexe 12 : Relevé des pertes de valeurs sur créances ; relevé des pertes de valeurs sur actions et parts sociales de l'année 2013.

Annexe 13 : Tableau de détermination du résultat fiscal de l'année 2013.

Annexe 14 : Tableau d'affectation du résultat et des réserves ; tableau des participations de l'année 2013.

Annexe 15 : Affectation du résultat et des réserves de l'année 2013

Annexe 16 : Commissions et courtages, redevances, honoraires, sous-traitance, rémunérations diverses et frais de l'année 2013.

Annexe 17 : Actif du bilan de l'année 2014 (copie provisoire)

Annexe 18 : Passif du bilan de l'année 2014 (copie provisoire)

Annexe 19 : Compte de résultat de l'année 2014 (copie provisoire)

Annexe 20 : Actif du bilan prévisionnel (2015, 2016, 2017)

Annexe 21 : Passif du bilan prévisionnel (2015, 2016, 2017)

Annexe 22 : Compte de résultat prévisionnel (2015, 2016, 2017)

Annexe 23 : Actifs des bilans présentés par la SGA

Annexe 24 : Passifs des bilans présentés par la SGA

Annexe 25 : Comptes de résultats présentés par la SGA

Annexe 26 : Plan de charge réalisable sur l'année 2015

Annexe 27 : Plan de charge actuel (récapitulatif général)

Annexe 28 : Plan de charge actuel (DUAC TIZI-OUZOU)

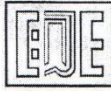
Annexe 29 : Plan de charge actuel (APC de TIZI-OUZOU) et (APC de TADMAIT)

Annexe 30 : Plan de charge actuel (DTP de TIZI-OUZOU)

Annexe 31 : Plan de charge actuel (DTP de BOUIRA)

Annexes

Annexe 01 : Registre de commerce

 الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية وزارة التجارة المركز الوطني للسجل التجاري C.N.R.C 	مستخرج السجل التجاري معدل شخص معنوي
رقم السجل: 15/00 تاريخ السجل في السجل التجاري: 2014/12/22	

المقررات التي يتعمد لها المخالفات للقيد في حالة مخالفة أحكام القانون رقم 08-04 المؤرخ في 14 غشت سنة 2004 والمتعلق بشروط ممارسة الأنشطة التجارية، المعدل والمتمم. طبقاً لأحكام المواد 31، 32، 33، 34، 35، 36، 37، 38، 39، 40، 41 و 42 من القانون المذكور أعلاه، يعاقب بغرامة من 5.000 إلى 5.000.000 د ج و / أو الحبس من ستة (6) أشهر إلى ستة (1) كل من: - عارس نشاط تجاري أو غير قادر أو غير قادر في السجل التجاري، - عارس نشاط تجاري يستخرج سجل تجاري صتهجي الصلاحية، - يذلي تصديرات غير صحيحة أو يذلي معلومات غير كاملة يهدف السجل في السجل التجاري، - عارس نشاط تجاري أو غير قادر أو غير قادر في السجل التجاري، - عارس تجارة خارجية عن موضوع السجل التجاري، - عارس تجارة خارجية أو مهنة مفتحة خاضعة للسجل في السجل التجاري دون الرخصة أو الاعتماد القانوني، - لم يشهر البيانات القانونية المصوح عليها في المواد 12، 11 و 15 من القانون المذكور أعلاه، - يقد أو يوزع مستخرج السجل التجاري أو الوثائق المرتبطة به، - لم يعلن بيانات مستخرج السجل التجاري، - سيج و وكالة لممارسة نشاط تجاري باسم صاحب السجل التجاري يستهه التوقيع والصور والقرع من الدرجة الأولى، - لم يحترم الالتزام بالداومة المصوح عليها في الفقرة 2 من المادة 22 من القانون المذكور أعلاه. ملاحظة: "لا يعفي السجل في السجل التجاري الناجم من الإلزامات التي تقع على عاتقه خلال ممارسة أنشطته، لا سيما عندما تكون هذه النشاطات موضوع تنظيم خاص."	أمامه: المستخرج للسجل التجاري الوطني: السجل التجاري والأمانة: قيد و 3 22 DEC 2014 700013800 الرقم التسلسلي:
---	--

Annexe 01 : Registre de commerce (verso)

الإنتاج		قطاع النشاط	
النشاط أو الأنشطة الممارسة		رمز أو رموز النشاط	
الإنتاج الصناعي للمنتجات المصنعة من الخرسانة أو من الجبس (التي تسمى المجموعة) الإنتاج الصناعي للمنتجات الخرسانية غير المجمعة إنتاج أجزاء البناء الجاهز من الخرسانة وحقن الخرسانة الجاهزة للبناء مؤسسة أقميل البناء في مختلف مناحله مؤسسة الأقميل العمومية الكبرى و الري مؤسسة أقميل البرواقي و المطارات *****		109104 109103 109106 109201 109209 109211	

صنوان الشركة أو تسميتها :				
الشكل القانوني : شركة الإحصاء				
صنوان مقر الشركة :				
ولاية التواجد : قنزي ورو				
مبلغ رأسمال الشركة : 280 000 000,00 د.ج				
تاريخ بداية النشاط :				
ملكية القاعدة التجارية : إنشاء				
ملكية اعل التجارية :				
عدد المؤسسات القانونية :				
المحل أو الممثلون الشرعيون				
الجنسية	الصفة	المراتب	تاريخ ومكان الميلاد	الاسم واللقب
جزائرية	عضو مجلس الإدارة	قنزي ورو		
جزائرية	رئيس مجلس الإدارة	قنزي ورو		
جزائرية	عضو مجلس الإدارة	قنزي ورو		
جزائرية	عضو مجلس الإدارة	قنزي ورو		

Annexe 02 : Actif du bilan de l'année 2012

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise: SARI

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse: AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice clos le

31/12/12

BILAN (ACTIF)

ACTIF	Montants Bruts	2012		Net	Net
		Amortissements	Provisions et pertes de valeurs		
ACTIFS NON COURANTS					
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains	52 318 200			52 318 200	52 318 200
Bâtiments	17 708 581	4 808 675		12 899 906	13 988 480
Autres immobilisations corporelles	960 601 763	334 749 954		625 851 809	450 499 800
Immobilisations en concession					
Immobilisations encours	60 333 398			60 333 398	62 211 555
Immobilisations financières					
Titres mis en équivalence					
Autres participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres actifs financiers non courants	168 292 995			168 292 995	75 438 616
Impôts différés actif					
TOTAL ACTIF NON COURANT	1 259 254 939	339 558 629		919 696 309	654 456 652
ACTIF COURANT					
Stocks et encours	74 670 393			74 670 393	8 394 261
Créances et emplois assimilés					
Clients	615 919 762			615 919 762	344 736 514
Autres débiteurs	109 307 023			109 307 023	67 903 120
Impôts et assimilés					
Autres créances et emplois assimilés					
Disponibilités et assimilés					
Placements et autres actifs financiers courants					
Trésorerie	58 575 311			58 575 311	166 981 481
TOTAL ACTIF COURANT	858 472 491			858 472 491	588 015 379
TOTAL GENERAL ACTIF	2 117 727 430	339 558 629		1 778 168 801	1 242 472 031

Annexe 03 : Passif du bilan de l'année 2012

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

N.I.F. 0

Désignation de l'entreprise: SARL

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse: AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice clos le

31/12/12

BILAN (PASSIF)

	2012	2011
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis	525 300 000	214 700 000
Capital non appelé		
Primes et réserves - Réserves consolidés (1)	246 455 609	142 073 454
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net - Résultat net du groupe (1)	228 866 544	225 202 431
Autres capitaux propres - Report à nouveau		194 430 955
Part de la société consolidante (1)		
Part des minoritaires (1)		
TOTAL I	1 000 622 154	776 406 841
PASSIFS NON-COURANTS		
Emprunts et dettes financières	240 000 000	80 000 000
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL II	240 000 000	80 000 000
PASSIFS COURANTS:		
Fournisseurs et comptes rattachés	201 105 952	133 293 458
Impôts	84 282 670	36 772 943
Autres dettes	101 765 297	98 098 788
Trésorerie passif	150 392 726	117 900 000
TOTAL III	537 546 646	386 065 190
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	1 778 168 801	1 242 472 031

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

Annexe 04 : Compte de résultat de l'année 2012

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F

Désignation de l'entreprise: SARL

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse:

AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice du 01/01/12 au 31/12/12

COMPTE DE RESULTAT

RUBRIQUES	2012		2011	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises				
Produits fabriqués		161 707 764		70 510 957
Production vendue				
Prestations de services				
Vente de travaux		1 311 462 733		1 003 474 916
Produits annexes				
Rabais, remises, ristournes accordés				
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes		1 473 170 498		1 073 985 874
Production stockée ou déstockée		47 670 718		2 000 000
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
I-Production de l'exercice		1 520 841 216		1 075 985 874
Achats de marchandises vendues				
Matières premières	680 290 798		391 689 280	
Autres approvisionnements	50 051 437		36 122 017	
Variations des stocks				
Achats d'études et de prestations de services	6 982 272		9 044 470	
Autres consommations	7 442 792		3 604 049	
Rabais; remises, ristournes obtenus sur achats				
Sous-traitance générale	138 834 606		135 975 410	
Locations	5 568 000		5 580 000	
Services				
Entretien, réparations et maintenance	5 991 169		1 554 585	
Primes d'assurances	13 700 381		7 494 897	
extérieurs				
Personnel extérieur à l'entreprise				
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	7 568 109		1 802 713	
Publicité	160 810		61 310	
Déplacements, missions et réceptions	2 014 111		785 535	
Autres services	90 961 916		80 356 604	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs				
II-Consommations de l'exercice	1 009 566 404		674 070 873	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)		511 274 811		401 915 000

... la suite sur la page suivante

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise: SARL

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse:

AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice du 01/01/12 au 31/12/12

COMPTE DE RESULTAT .../...

RUBRIQUES	2012		2011	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Charges de personnel	121 461 975		81 496 801	
Impôts et taxes et versements assimilés	21 971 501		9 183 333	
IV-Excédent brut d'exploitation		367 841 335		311 234 866
Autres produits opérationnels		3 206 713		7 330 622
Autres charges opérationnelles	8 520 103		9 354 995	
Dotations aux amortissements	86 363 063		65 344 645	
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provisions				
V-Résultat opérationnel		276 164 881		243 865 847
Produits financiers		367 793		735 428
Charges financières	28 144 069		13 929 146	
VI-Résultat financier	27 776 275		13 193 718	
VII-Résultat ordinaire (V+VI)		248 388 605		230 672 129
Eléments extraordinaires (produits) (*)				
Eléments extraordinaires (charges) (*)				
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigibles sur résultats	19 522 060		5 469 697	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire				
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		228 866 544		225 202 431

(*) A détailler sur état annexe à joindre

Annexe 05 : Actif du bilan de l'année 2013

IMPRIMERIE DESTINEE A L'ADMINISTRATION N.I.F 0

Désignation de l'entreprise: SARI

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse: AZAZGA TIZI OUZOU

2014 أبريل 28

Exercice clos le 31/12/13

BILAN (ACTIF)

ACTIF	2013			2012
	Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	52 318 200		52 318 200	52 318 200
Bâtiments	18 421 381	5 759 768	12 661 613	12 899 906
Autres immobilisations corporelles	1 619 620 240	628 110 474	991 509 766	625 851 809
Immobilisations en concession				
Immobilisations encours	232 181 654		232 181 654	60 333 398
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants	169 539 104		169 539 104	168 292 995
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT	2 092 080 580	633 870 243	1 458 210 337	919 696 309
ACTIF COURANT				
Stocks et encours	110 464 997		110 464 997	74 670 393
Créances et emplois assimilés				
Clients	874 430 977		874 430 977	615 919 762
Autres débiteurs	90 772 820		90 772 820	109 307 023
Impôts et assimilés				
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	55 704 682		55 704 682	58 575 311
TOTAL ACTIF COURANT	1 131 373 477		1 131 373 477	858 472 491
TOTAL GENERAL ACTIF	3 223 454 058	633 870 243	2 589 583 815	1 778 168 801

Said BENAKLI
Cabinet de Comptabilité
et de Commissariat
aux Comptes
Tél: 07 11 60 57 58

Annexe 06 : Passif du bilan de l'année 2013

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F

Désignation de l'entreprise: SARL

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse:

AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice clos le 31/12/13

BILAN (PASSIF)

	2013	2012
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis	525 300 000	525 300 000
Capital non appelé		
Primes et réserves - Réserves consolidés (1)	468 772 154	246 455 609
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net - Résultat net du groupe (1)	254 877 400	228 866 544
Autres capitaux propres - Report à nouveau		
Part de la société consolidante (1)		
Part des minoritaires (1)		
TOTAL I	1 248 949 555	1 000 622 154
PASSIFS NON-COURANTS		
Emprunts et dettes financières	668 520 202	240 000 000
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL II	668 520 202	240 000 000
PASSIFS COURANTS:		
Fournisseurs et comptes rattachés	314 111 280	201 105 952
Impôts	122 909 386	84 282 670
Autres dettes	101 960 323	101 765 297
Trésorerie passif	133 133 067	150 392 726
TOTAL III	672 114 057	537 546 646
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	2 589 583 815	1 778 168 801

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

Photo Copie Conforme à l'Original

Yaz-Rachad Loi.....

Le Président

22 SEP. 2014

Cabinet de Comptabilité
et de Commissariat
aux Comptes
Tél: 0


Annexe 07 : Compte de résultat de l'année 2013

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F.

Désignation de l'entreprise: SARI

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse: TIZI OUZOU

Exercice du 01/01/13 au 31/12/13

2014 Jan 28

COMPTE DE RESULTAT

RUBRIQUES	2013		2012	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises				
Produits fabriqués		303 287 999		161 707 764
Production vendue				
Prestations de services				
Vente de travaux		1 586 550 021		1 311 462 733
Produits annexes				
Rabais, remises, ristournes accordés				
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes		1 889 838 021		1 473 170 498
Production stockée ou déstockée		35 389 342		47 670 718
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
I-Production de l'exercice		1 925 227 363		1 520 841 216
Achats de marchandises vendues				
Matières premières	891 780 932		680 290 798	
Autres approvisionnements	57 263 781		50 051 437	
Variations des stocks				
Achats d'études et de prestations de services	7 361 177		6 982 272	
Autres consommations	5 663 572		7 442 792	
Rabais; remises, ristournes obtenus sur achats				
Sous-traitance générale	218 752 231		138 834 606	
Locations	9 417 756		5 568 000	
Services				
Entretien, réparations et maintenance	8 479 346		5 991 169	
Primes d'assurances	14 191 458		13 700 381	
Personnel extérieur à l'entreprise				
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	650 000		7 568 109	
Publicité	372 020		160 810	
Déplacements, missions et réceptions	194 158		2 014 111	
Autres services	20 759 089		90 961 916	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs				
II-Consommations de l'exercice	1 234 885 524		1 009 566 404	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)		690 341 838		511 274 811

... la suite sur la page suivante



IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F

Désignation de l'entreprise: SARL

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse:

Exercice du 01/01/13 au 31/12/13

COMPTE DE RESULTAT ...

RUBRIQUES	2013		2012	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Charges de personnel	156 899 488		121 461 975	
Impôts et taxes et versements assimilés	22 922 651		21 971 501	
IV-Excédent brut d'exploitation		510 519 698		367 841 335
Autres produits opérationnels		9 472 783		3 206 713
Autres charges opérationnelles	9 128 530		8 520 103	
Dotations aux amortissements	172 861 927		86 363 063	
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provisions				
V-Résultat opérationnel		338 002 024		276 164 881
Produits financiers		1 418 860		367 793
Charges financières	62 829 994		28 144 069	
VI-Résultat financier	61 411 134		27 776 275	
VII-Résultat ordinaire (V+VI)		276 590 890		248 388 605
Eléments extraordinaires (produits) (*)				
Eléments extraordinaires (charges) (*)				
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigibles sur résultats	21 713 490		19 522 060	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire				
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		254 877 400		228 866 544

(*) A détailler sur état annexe à joindre

Annexe 08 : Tableau des mouvements des stocks ; tableau de la fluctuation de la production stockée pour l'année 2013

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F

Désignation de l'entreprise: SAI

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse:

AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice du 01/01/13 au 31/12/13

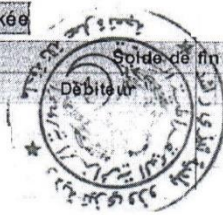
2014 jan 28

1/ Tableau des mouvements des stocks(I)

Rubrique	Solde de début d'exercice	Mouvements de la période		Solde de fin d'exercice
		Débit	Crédit	
Stocks de marchandises				
Matières et fournitures	22 745 885	890 554 237	891 780 932	21 519 190
Autres approvisionnements	2 253 790	58 895 737	57 263 781	3 885 747
Encours de production de biens				
Encours de production de services				
Stocks de produits	49 670 718	35 389 342		85 060 060
Stocks provenant d'immobilisations				
Stocks à l'extérieur				
TOTAL	74 670 393	984 839 317	949 044 713	110 464 997

2°/ Tableau de la fluctuation de la production stockée

Débit	Crédit	Solde de fin d'exercice	
		Débiteur	Créditeur
49 670 718	85 060 060		35 389 342



Annexe 09 : Charges de personnel, impôts, taxes et versements assimilés, autres services ; autres charges et produits opérationnels de l'année 2013

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F

Désignation de l'entreprise: SARL

ENT D.L. X ROUTIERS

Activité:

Adresse: AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice du 01/01/13 au 31/12/13

3/Charges de personnel, impôts, taxes et versements assimilés, autres services:

Rubrique	Montants
Autres services	
Charges locatives et charges de copropriété	
Etudes et recherches	
Documentation et divers	25 000
Transports de biens et transport collectif du personnel	
Frais postaux et de télécommunications	1 185 331
Services bancaires et assimilés	19 548 758
Cotisations et divers	
TOTAL (1)	20 759 089
Charges de personnel	
Rémunération du personnel	128 384 798
Rémunération de l'exploitant individuel	
Cotisations aux organismes sociaux	28 129 864
Charges sociales de l'exploitant individuel	
Autres charges sociales	384 825
Autres charges de personnel	
TOTAL (2)	156 899 488
Impôts, taxes et versements assimilés	
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	
Impôts et taxes non récupérables sur chiffre d'affaires	
Autres impôts et taxes (hors impôts sur les résultats)	22 922 651
TOTAL (3)	22 922 651
TOTAL (1)+(2)+(3)	200 581 230

4/Autres charges et produits opérationnels:

Autres charges opérationnelles	Montants
Redevances pour concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	
Moins valeurs sur sortie d'actifs immobilisés non financiers	
Jetons de présence	
Pertes sur créances irrécouvrables	
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	
Amendes et pénalités, subventions accordées, dons et libéralités	9 112 922
Charges exceptionnelles de gestion courante	
Autres charges de gestion courante	15 607
TOTAL	9 128 530
Autres produits opérationnels	Montants
Redevances pour concessions, brevets, licences, logiciels et valeurs similaires	
Plus valeurs sur sorties d'actifs immobilisés non financiers	
Jetons de présences et rémunérations d'administrateurs ou de gérant	
Quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	
Rentrées sur créances amorties	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Autres produits de gestion courante	9 472 783
TOTAL	9 472 783

Annexe 10 : Tableau des amortissements et pertes de valeurs ; tableau des immobilisations créées ou acquises au cours de l'exercice de l'année 2013

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F.:

Désignation de l'entreprise: SA. ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse: AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice du 01/01/13 au 31/12/13

2014 18

5/ Tableau des amortissements et pertes de valeurs :

Rubriques et Postes	Dotations Cumulées en début d'exercice	Dotations de l'exercice (1)	Diminutions éléments sortis	Dotations cumulées en fin d'exercice	Dotations fiscales de l'exercice (2)	Ecart (1)-(2)
Goodwill						
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles	339 558 629	294 311 613		633 870 243	294 311 613	
Participations						
Autres actifs financiers non courants						
TOTAL	339 558 629	294 311 613		633 870 243	294 311 613	

6/ Tableau des immobilisations créées ou acquises au cours de l'exercice :

Rubrique (Nature des immobilisations (créées ou acquises à détailler))	Montants bruts	TVA déduite	Montant net à amortir
Goodwill			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	676 479 443	4 625 166	671 854 277
Participations			
Autres actifs financiers non courants			
TOTAL	676 479 443	4 625 166	671 854 277



Annexe 11 : Tableau des immobilisations cédées au cours de l'exercice ; tableau des provisions et pertes de valeurs de l'année 2013

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F

Désignation de l'entreprise: SARL

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse:

AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice du 01/01/13 au 31/12/13

7/ Tableau des immobilisations cédées (plus ou moins values) au cours de l'exercice

Nature des Immobilisations cédées	Date acquisition	Montant net figurant à l'actif	amortissements pratiqués	Valeur nette comptable	Prix de cession	Plus ou moins value	
						Plus value	Moins value

NEANT

TOTAL

8/ Tableau des provisions et pertes de valeurs:

Rubriques et postes	Provisions cumulées en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice	Provisions cumulées en fin d'exercice
---------------------	---	----------------------------	----------------------------	---

-Pertes de valeurs sur stocks (à détailler pour chaque
catégorie de stock sur état annexes

-Pertes de valeurs sur créances (1)

-Pertes de valeurs sur actions et parts sociales (2)

-Provisions pour pensions et obligations similaires

-Provisions sur litiges

-Autres provisions liées au personnel

-Provisions pour impôts

-Autres provisions à détailler sur état annexes

TOTAL

(1) A détailler en tableau 8/1

(2) A détailler en tableau 8/2

Annexe 12 : Relevé des pertes de valeurs sur créances ; relevé des pertes de valeurs sur actions et parts sociales de l'année 2013

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F.

Désignation de l'entreprise: SARL
ENT DE TRAVAIL ROUTIERS

Activité:

Adresse: AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice du 01/01/13 au 31/12/13

2014 28

8/1 Relevé des pertes de valeurs sur créances:

Désignation des débiteurs	Valeur de la créance	Provision constituée
NEANT		
TOTAL		

8/2 Relevé des pertes de valeurs sur actions et parts sociales:

Filiales	Valeur nominale au début de l'exercice	Perte de valeur constituée	Valeur nette comptable
NEANT			
TOTAL			

2014 28

Annexe 13 : Tableau de détermination du résultat fiscal de l'année 2013

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F 0 9 9 9 1 5 0 0 4 3 4 8 0 1 6

Désignation de l'entreprise: SARL

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse:

IZI OUZOU

Exercice du 01/01/13 au 31/12/13

9/ Tableau de détermination du résultat fiscal:

I. Résultat net de l'exercice (Compte de résultat)	Bénéfice	254 877 400
	Perte	
II. Réintégrations		
Charges des immeubles non affectées directement à l'exploitation		
Quote-part des cadeaux publicitaires non déductibles		
Quote-part du sponsoring et parrainage non déductibles		
Frais de réception non déductibles		
Cotisations et dons non déductibles		9 112 922
Impôts et taxes non déductibles		
Provisions non déductibles		
Amortissements non déductibles		
Quote-part des frais de recherche développement non déductibles		
Amortissements non déductibles liés aux opérations de crédit bail (Preneur) (cf.art 27 de LFC 2010)		
Loyers hors produits financiers (bailleur) (cf.art 27 de LFC 2010)		
Impôts sur les bénéfices des sociétés	Impôts exigible sur résultat	21 713 490
	Impôts différé (variation)	
Pertes de valeurs non déductibles		
Amendes et pénalités		
Autres réintégrations *		
	Total des réintégrations	30 826 412
III. Déductions		
Plus values sur cession d'éléments d'actif immobilisés (cf.art 173 du CIDTA)		
Les produits et les plus values de cession des actions et titre assimilés ainsi que ceux des actions ou part d'OPCVM cotées en bourse.		
Les revenus provenant de la distribution des bénéfices ayant été soumis à l'impôt sur les bénéfices des sociétés ou expressément exonérés (cf.art 147 bis du CIDTA)		
Amortissement liés aux opérations de crédit bail (Bailleur) (cf.art 27 de LFC 2010)		
Loyers hors charges financières (Preneur) (cf.art 27 de LFC 2010)		
Complément d'amortissements		
Autres déductions *		
	Total des déductions	
IV. Déficits antérieurs (à déduire) (cf.art 147 du CIDTA)		
Déficit de l'année 2009		
Déficit de l'année 2010		
Déficit de l'année 2011		
Déficit de l'année 2012		
	Total des déficits à déduire	
Résultat fiscal (I+II-III-IV)	Bénéfice	285 703 813
	Déficit	

(*) A détailler sur état annexe à joindre

Annexe 14 : Tableau d'affectation du résultat et des réserves ; tableau des participations de l'année 2013

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F

Désignation de l'entreprise: SAR

ENT DE TRAVAUX ROUTIERS

Activité:

Adresse:

AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice du 01/01/13 au 31/12/13

10/ Tableau d'affectation du résultat et des réserves (N-1) :

		Montants
Origine	Report à nouveau de l'exercice N-1 (à détailler)	
	Résultat de l'exercice N-1	228 866 544
	Prélèvements sur réserves (à détailler)	
	TOTAL	228 866 544
Affectation	Reserves (à détailler)	222 316 544
	Augmentation du capital	
	Dividendes	6 550 000
	Report à nouveau (à détailler)	
TOTAL		228 866 544

11/ Tableau des participations (filiales et entités associées):

filiales et entités associées	capitaux propres	dont capital	Quote-part de capital détenu %	Résultat dernier exercice	Prêts et avances accordées	Dividendes encaissés	Valeur comptable des titres détenus
-------------------------------	------------------	--------------	--------------------------------	---------------------------	----------------------------	----------------------	-------------------------------------

FILIALES

NEANT

ENTITES

ASSOCIEES

NEANT

Annexe 15 : Affectation du résultat et des réserves de l'année 2013

2014 ch. 29

SIEGE SOCIAL: VILLAGE IMLEUL COMMUNE :
WILAYA DE TIZI OUZOU ALGERIE
AU CAPITAL SOCIAL 52 000 000 DA
RC:

ANNEXE N° 01 AU TABLEAU N° 10

AFFECTATION DU RÉSULTAT ET DES RESERVES (N-1)

	DESIGNATION	MONTANT	AFFECTATION
Origine	report a nouveau de l'exercice N-1		
	résultat de l'exercice N-1	228 866 544,00	
	prélèvement sur réserves		
	TOTAL	228 866 544,00	
Affectation	Réserves		222 316 544,00
	Affectation du résultat 2012 PV 30/06/2013		
	** réserves légale 11 443 327 DA		
	**réserves réglementées 200 000 000 DA		
	**réserves statutaires 10 871 160 DA		
	**réserves facultative 2 056 DA		
	Dividendes		6 550 000,00
	Affectation du résultat 2012 PV 30/06/2013		
	report a nouveau		
	TOTAL		228 866 544,00



Annexe 16 : Commissions et courtages, redevances, honoraires, sous-traitance, rémunérations diverses et frais de l'année 2013

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F

Désignation de l'entreprise: SAP

ENT

ROUTIERS

Activité:

Adresse:

AZAZGA TIZI OUZOU

Exercice du 01/01/13 au 31/12/13

2014 001 28

12/ Commissions et courtages, redevances, honoraires, sous-traitance, rémunérations diverses et frais de

Désignation des personnes	Numéro d'identifiant	Adresse	Montant perçu
Bénéficiaires	fiscal		
ABANE DAHMANE TPM	198015210139926	AZOUZA LNI TIZI OUZOU	574 200
ABDEDOU YACINE TPM	198015340011150	VGE SAHEL BOUZGUENE TIZI OUZOU	637 000
ABDERRAHIM AMEUR EGTPH	198215010489719	TALA TOULOUTS TIZI RACHED TIZI OUZOU	637 200
ABDI ABDELHAFID TPM	197415020083140	AIT OUATAS IMSOUHAL TIZI OUZOU	427 500
ABDMEZIEH CHABANE TPM	197415210092822	CITE 450 LOGT EPLF BT K2 N°11 N VILLE TIZI OUZOU	142 500
ADI BRAHIM TPM	198015040007054	CITE 100 LOGTS TIZI OUZOU	30 000
ADJLOUT SLIMANE TPM	198215190025043	MEZEGUENE ILLOULA OUMALOU TIZI OUZOU	392 000
ADJLOUD KAMAL TPM	196715010054243	TIZI RACHED TIZI OUZOU	1 213 300
AHMAMA LOUNES TPM	197515080002248	ABIZAR CNE TIMIZART TIZI OUZOU	502 500
AICHIU ACHOUR TPM	198006250176428	VGE COLONEL AMIROUCHE AKBOU BEJAIA	1 146 500
AIDENE MOHAND TPM	796315049031025	EL MADJENE CNE FRAHA TIZI OUZOU	1 648 000
AIT ABDESLAM AMAR TPM	198315010355925	IMZIZOU FREHA TIZI OUZOU	375 000
AIT CHIKH DJAMEL TPM	196715020058826	ABI YUCEF AIN EL HAMMAM TIZI OUZOU	56 700
AIT GUENISSAID HAND TPM	196315080015835	TIMIZART TIZI OUZOU	75 000
AIT YAHIA TENE YASSIN TPM	197015010148319	VGE ALLAGHANE CNE TAZMALT BEJAIA	1 033 200
AKKOCHE SMAIL ETB EPVC	197006250154240	RAFFOUR BOUIRA	2 985 360
ALI SLIMANE HAMOU TPM	197715450012141	AIT OUABANE AKBIL TIZI OUZOU	18 900
ALOUACHE DALILA ETB TCE	272100101898180	LOT 110 LOGTS BOUIRA	865 950
AMAZOUZ RACHID TPM	196215180005984	TIZI BOUCHENE AZAZGA TIZI OUZOU	842 000
AMGHAR HAMZA TPM	197915340094516	IGHRAIENE CNE IDJEUR TIZI OUZOU	831 000
ANNOUN SAMIR TPM	197615010148729	VGE SIKH OUMEDDOUR TIZI OUZOU	175 000
AOUANE HOCHER TPM	798315363001705	AGOUNI GUEGHRANE TIZI OUZOU	165 000
AT SAID YANIS TPM	18306270104635	VGE ALLAGHANE TAZMALT WILAYA BEJAIA	102 600
ATHMANI ABDELMALEK TPM	197515470034135	CITE NOUVELLE N° 94 DBK TIZI OUZOU	12 500
ATTAR MOHAMED TPM	197615010148729	VGE SIKH OUMEDDOUR TIZI OUZOU	1 528 600
AZZOUG AHMED TPM	197815500025628	AIT AICH MEKLA TIZI OUZOU	72 000
AZZOUG MEZIANE TPM	198015500043632	AIT AICHE MEKLA TIZI OUZOU	907 400
BABOU NADIR EGTPHB	198415290003339	SOUK EL TENINE MAATKAS TIZI OUZOU	5 953 000
BAHA AHCENE TPM	197815010014150	CITE CHABA N° 6B DBK TIZI OUZOU	300 200
BARR YUCEF ETB TCE	197110130164245	BOUAKLENE MCHEDDELLAH BOUIRA	753 000
BELAKHDAR SAID TPM	197510120004941	OUED EL BERDI BOUIRA	172 500
BELAL MOHAMED TAHAR	194434050221054	BENI MANSOUR BOUDJELLIL BEJAIA	259 650
TOTAL A REPORTER			24 835 260

Annexe 17 : Actif du bilan de l'année 2014 (copie provisoire)

SPA

AZAZGA TIZI OUZOU

N° D'IDENTIFICATION

EDITION_DU:06/04/2015 10:52

EXERCICE:01/01/14 AU 31/12/14

BILAN (ACTIF) -copie provisoire

ACTIF	NOTE	2014		2013
		Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de réévaluation	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains		152 886 256,71		152 886 256,71
Bâtiments		27 076 163,51	7 146 984,68	19 929 178,83
Autres immobilisations corporelles		1 856 148 221,18	826 627 086,96	1 029 521 134,22
Immobilisations en concession				
Immobilisations encours		103 260 569,04		103 260 569,04
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées		4 000 000,00		4 000 000,00
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants		179 746 161,57		179 746 161,57
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT		2 323 117 372,01	833 774 071,64	1 489 343 300,37
ACTIF COURANT				
Stocks et encours		676 801 881,41		676 801 881,41
Créances et emplois assimilés				
Clients		528 379 932,33		528 379 932,33
Autres débiteurs		39 946 749,75		39 946 749,75
Impôts et assimilés				
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie		133 355 788,26		133 355 788,26
TOTAL ACTIF COURANT		1 378 484 351,75		1 378 484 351,75
TOTAL GENERAL ACTIF		3 701 601 723,76	833 774 071,64	2 867 827 652,12
				2 589 583 815,51

Annexe 18 : Passif du bilan de l'année 2014 (copie provisoire)

AZAZGA TIZI OUZOU
N° D'IDENTIFICATION:

EDITION_DU:06/04/2015 10:52
EXERCICE:01/01/14 AU 31/12/14

BILAN (PASSIF) -copie provisoire

	NOTE	2014	2013
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		1 280 000 000,00	525 300 000,00
Capital non appelé			
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		47 349 555,45	468 772 154,46
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		186 060 401,06	254 877 400,99
Autres capitaux propres - Report à nouveau			
Part de la société consolidante (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL I		1 513 409 956,51	1 248 949 555,45
PASSIFS NON-COURANTS			
Emprunts et dettes financières		634 138 836,12	668 520 202,45
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes		3 200 000,00	
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL II		637 338 836,12	668 520 202,45
PASSIFS COURANTS:			
Fournisseurs et comptes rattachés		294 956 484,34	314 111 280,79
Impôts		87 430 254,48	122 909 386,25
Autres dettes		15 144 010,35	101 960 323,15
Trésorerie passif		319 548 110,32	133 133 067,42
TOTAL III		717 078 859,49	672 114 057,61
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)		2 867 827 652,12	2 589 583 815,51

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

Annexe 19 : Compte de résultat de l'année 2014 (copie provisoire)

SPA

AZAZGA TIZI OUZOU

N° D'IDENTIFICATION :

EDITION_DU:06/04/2015 10:51

EXERCICE:01/01/14 AU 31/12/14

COMPTE DE RESULTAT/NATURE -copie provisoire

	NOTE	2014	2013
Ventes et produits annexes		1 733 525 492,70	1 889 838 021,08
Variation stocks produits finis et en cours		555 779 039,92	35 389 342,00
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
I-PRODUCTION DE L'EXERCICE		2 289 304 532,62	1 925 227 363,08
Achats consommés		-1 184 134 823,54	-962 069 463,30
Services extérieurs et autres consommations		-465 265 964,83	-272 816 060,86
II-CONSUMMATION DE L'EXERCICE		-1 649 400 788,37	-1 234 885 524,16
III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)		639 903 744,25	690 341 838,92
Charges de personnel		-176 411 877,05	-156 899 488,81
Impôts, taxes et versements assimilés		-19 915 162,90	-22 922 651,49
IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		443 576 704,30	510 519 698,62
Autres produits opérationnels		8 540 419,68	9 472 783,98
Autres charges opérationnelles		-4 902 435,95	-9 128 530,05
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs		-199 903 828,52	-172 861 927,56
Reprise sur pertes de valeur et provisions			
V- RESULTAT OPERATIONNEL		247 310 859,51	338 002 024,99
Produits financiers		3 504 085,58	1 418 860,80
Charges financières		-45 902 609,21	-62 829 994,80
VI-RESULTAT FINANCIER		-42 398 523,63	-61 411 134,00
VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)		204 912 335,88	276 590 890,99
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		-18 851 934,82	-21 713 490,00
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		2 301 349 037,88	1 936 119 007,86
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		-2 115 288 636,82	-1 681 241 606,87
VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		186 060 401,06	254 877 400,99
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)			
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)			
IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		186 060 401,06	254 877 400,99

Annexe 20 : Actif du bilan prévisionnel (2015, 2016,2017)

SPA

SIEGE SOCIAL:

D'AZAZGA

WILAYA DE TIZI OUZOU ALGERIE

AU CAPITAL SOCIAL 1 280 000 000 DA

RC

BILAN (ACTIF) PREVISIONNEL

LIBELLE	2015	2016	2017
ACTIFS NON COURANTS			
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Terrains	152 886 256,71	152 886 256,71	152 886 256,71
Bâtiments	19 929 178,83	20 925 637,77	22 390 432,42
Autres immobilisations corporelles	1 029 521 134,22	1 080 997 190,93	1 156 666 994,30
Immobilisations en concession			
Immobilisations encours	103 260 569,04	108 423 597,49	117 097 485,29
Immobilisations financières			
Titres mis en équivalence			
Autres participations et créances rattachées	4 000 000,00	4 000 000,00	4 000 000,00
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres actifs financiers non courants	163 983 296,20	135 236 900,00	127 580 800,00
Impôts différés actif			
AMORTISSEMENT	935 074 000,00	1 148 971 096,52	1 371 424 076,90
TOTAL ACTIF NON COURANT	1 473 580 435,00	1 502 469 582,90	1 580 621 968,71
ACTIF COURANT			
Stocks et encours	638 962 781,49	670 910 920,56	583 457 900,00
Créances et emplois assimilés			
Clients	522 554 453,83	548 682 176,52	514 638 168,96
Autres débiteurs	36 208 848,39	38 019 290,81	40 120 390,00
Impôts et assimilés			
Autres créances et emplois assimilés			
Disponibilités et assimilés			
Placements et autres actifs financiers courants			
Trésorerie	185 000 000,00	194 250 000,00	240 530 000,00
TOTAL ACTIF COURANT	1 382 726 083,71	1 451 862 387,90	1 378 746 458,96
TOTAL GENERAL ACTIF	2 856 306 518,71	2 954 331 970,80	2 959 368 427,67

Annexe 21 : Passif du bilan prévisionnel (2015, 2016, 2017)

SIEGE SOCIAL

WILAYA DE TIZI OUZOU ALGERIE

AU CAPITAL SOCIAL 1 280 000 000 DA

RC:

BILAN (PASSIF) PREVISIONNEL

LIBELLE	2015	2016	2017
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	1 280 000 000,00	1 280 000 000,00	1 780 000 000,00
Capital non appelé			
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)	47 349 555,45	298 746 556,29	60 368 375,43
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	251 397 000,84	261 621 819,14	281 740 790,00
Autres capitaux propres - Report à nouveau			
Part de la société consolidante (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL I	1 578 746 556,29	1 840 368 375,43	2 122 109 165,43
PASSIFS NON-COURANTS			
Emprunts et dettes financières	480 058 955,79	325 979 075,46	171 899 195,13
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL II	480 058 955,79	325 979 075,46	171 899 195,13
PASSIFS COURANTS:			
Fournisseurs et comptes rattachés	390 276 089,00	414 191 054,75	324 230 000,00
Impôts	83 504 917,63	86 010 065,16	88 590 367,11
Autres dettes	135 820 000,00	170 383 400,00	252 539 700,00
Trésorerie passif	187 900 000,00	117 400 000,00	
TOTAL III	797 501 006,63	787 984 519,91	665 360 067,11
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	2 856 306 518,71	2 954 331 970,80	2 959 368 427,67

Annexe 22 : Compte de résultat prévisionnel (2015, 2016, 2017)

SPA

SIEGE SOCIAL: VILL

WILAYA DE T. ALGERIE

AU CAPITAL SOCIAL 1280 000 000 DA

RC:

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL			
LIBELLE	2015	2016	2017
Ventes et produits annexes	2 095 000 000,00	2 199 750 000,00	2 350 000 000,00
Variation stocks produits finis et en cours	625 000 000,00	756 250 000,00	875 000 000,00
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
I-PRODUCTION DE L'EXERCICE	2 720 000 000,00	2 956 000 000,00	3 225 000 000,00
Achats consommés	-1 437 850 000,00	-1 624 770 500,00	-1 835 990 665,00
Services extérieurs et autres consommations	-491 350 400,00	-511 004 416,00	-531 444 592,64
II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE	-1 929 200 400,00	-2 135 774 916,00	-2 367 435 257,64
III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)	790 799 600,00	820 225 084,00	857 564 742,36
Charges de personnel	-198 600 800,00	-204 558 824,00	-210 695 588,72
Impôts, taxes et versements assimilés	-26 250 360,00	-26 775 367,20	-27 310 874,54
IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	565 948 440,00	588 890 892,80	619 558 279,10
Autres produits opérationnels	9 530 000,00	9 911 200,00	10 307 648,00
Autres charges opérationnelles	-5 235 000,00	-5 444 400,00	-5 662 176,00
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	-199 903 828,52	-213 897 096,52	-222 452 980,38
Reprise sur pertes de valeur et provisions			
V- RESULTAT OPERATIONNEL	370 339 611,48	379 460 596,28	401 750 770,72
Produits financiers	6 500 000,00	6 630 000,00	6 762 600,00
Charges financières	-50 350 000,00	-46 322 000,00	-42 616 240,00
VI-RESULTAT FINANCIER	-43 850 000,00	-39 692 000,00	-35 853 640,00
VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)	326 489 611,48	339 768 596,28	365 897 130,72
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	75 092 610,64	78 146 777,15	84 156 340,07
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires			
VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES	251 397 000,84	261 621 819,14	281 740 790,65
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)			
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)			
IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE	251 397 000,84	261 621 819,14	281 740 790,65

Annexe 23 : Actifs des bilans présentés par la SGA

BILAN ACTIF	31/12/2012	%	31/12/2013	%	31/12/2014	%
Nombre de mois de l'exercice:	12	struct.	12	struct.	12	struct.
IMMOBILISATION INCORPORELLES (net)	-	0%	-	0%	-	0%
Ecart d'acquisition (Net)	-	0%	-	0%	-	0%
Marques commerciales (Net)	-	0%	-	0%	-	0%
Autres (Net)	-	0%	-	0%	-	0%
IMMOBILISATION CORPORELLES (net)	751 403 313	42%	1 288 671 233	50%	1 305 597 139	46%
Terrains & constructions	70 026 781	4%	70 739 581	3%	179 962 420	6%
Matériels & équipement	-	0%	-	0%	-	0%
Immobilisations en cours	60 333 398	3%	232 181 654	9%	103 260 569	4%
Autres immobilisations corporelles	960 601 763	54%	1 619 620 240	63%	1 856 148 221	65%
- Amortissements	339 558 629	19%	633 870 242	24%	833 774 072	29%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	168 292 995	9%	169 539 104	7%	183 746 162	6%
Titres de participation	-	0%	-	0%	-	0%
Autres titres immobilisés	-	0%	-	0%	-	0%
Prêts	168 292 995	9%	169 539 104	7%	179 746 162	6%
Autres immobilisations financières	-	0%	-	0%	4 000 000	0%
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	919 696 308	52%	1 458 210 337	56%	1 489 343 300	52%
STOCKS	74 670 394	4%	110 464 996	4%	676 801 881	24%
Matières premières	-	0%	-	0%	-	0%
Produits et travaux en cours	74 670 394	4%	110 464 996	4%	676 801 881	24%
Produits finis	-	0%	-	0%	-	0%
Autres marchandises	-	0%	-	0%	-	0%
Autres	-	0%	-	0%	-	0%
REALISABLE	725 226 786	41%	965 203 797	37%	568 326 682	20%
Fournisseurs – avances & acomptes	-	0%	-	0%	-	0%
Clients & comptes rattachés	615 919 763	35%	874 430 977	34%	528 379 932	18%
Sociétés apparentées & C.C.A.	-	0%	-	0%	-	0%
Débiteurs divers & régularisations	-	0%	-	0%	-	0%
Autres	109 307 023	6%	90 772 820	4%	39 946 750	1%
LIQUIDITES	58 575 311	3%	55 704 682	2%	133 355 788	5%
Valeurs mobilières de placement	-	0%	-	0%	-	0%
Disponible	-	0%	-	0%	-	0%
Autres Postes	58 575 311	3%	55 704 682	2%	133 355 788	5%
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	-	0%	-	0%	-	0%
COMPTE DE REGUL. ACTIF	-	0%	-	0%	-	0%
TOTAL DE BILAN	1 778 168 798	100%	2 589 583 812	100%	2 867 827 652	100%

Annexe 24 : Passifs des bilans présentés par la SGA

BILAN PASSIF	31/12/2012	%	31/12/2013	%	31/12/2014	%
Nombre de mois de l'exercice	12	struct.	12	struct.	12	struct.
FONDS PROPRES	771 755 609	43%	994 072 154	38%	1 327 349 555	46%
Capital & primes d'émission	525 300 000	30%	525 300 000	20%	1 280 000 000	45%
Réserve de réévaluation	246 455 609	14%	468 772 154	18%	47 349 555	2%
Autres réserves	-	0%	-	0%	-	0%
Report à nouveau	-	0%	-	0%	-	0%
Provisions (à caractère de réserves)	-	0%	-	0%	-	0%
&Subventions	-	0%	-	0%	-	0%
Autres	-	0%	-	0%	-	0%
RESULTAT NON DISTRIBUE	228 866 544	13%	254 877 400	10%	186 060 401	6%
INTERETS MINORITAIRES	-	0%	-	0%	-	0%
QUASI FONDS PROPRES	-	0%	-	0%	-	0%
- à préciser						
RESSOURCES PROPRES	1 000 622 153	56%	1 248 949 554	48%	1 513 409 957	53%
IMPOTS DIFFERES	-	0%	-	0%	-	0%
DETTES A MOYEN ET LONG TERME	240 000 000	13%	668 520 202	26%	637 338 836	22%
Emprunts obligataires	-	0%	-	0%	-	0%
Dettes bancaires	240 000 000	13%	668 520 202	26%	634 138 836	22%
Sociétés apparentées & C.C.A.	-	0%	-	0%	-	0%
Autres dettes à plus d'un an	-	0%	-	0%	3 200 000	0%
CAPITAUX PERMANENTS	1 240 622 153	70%	1 917 469 756	74%	2 150 748 793	75%
PROV RISQUES ET CHARGES	-	0%	-	0%	-	0%
DETTES A COURT TERME	387 153 919	22%	538 980 989	21%	397 530 749	14%
Clients - avances & acomptes	-	0%	-	0%	-	0%
Fournisseurs & comptes rattachés	201 105 952	11%	314 111 280	12%	294 956 484	10%
Autres dettes CT (dont Etat)	186 047 967	10%	224 869 709	9%	102 574 265	4%
DETTES FINANCIERES A COURT TERME	150 392 726	8%	133 133 067	5%	319 548 110	11%
Part à moins d'un an des dettes à MLT	-	0%	-	0%	-	0%
Banques & Concours bancaires courants	150 392 726	8%	133 133 067	5%	319 548 110	11%
Sociétés apparentées & C.C.A.	-	0%	-	0%	-	0%
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-	0%	-	0%	-	0%
COMPTE DE REGUL. PASSIF	-	0%	-	0%	-	0%
TOTAL DE BILAN	1 778 168 798	100%	2 589 583 812	100%	2 867 827 652	100%

Annexe 25 : Comptes de résultats présentés par la SGA

COMPTE RESULTAT		31/12/2012	%	31/12/2013	%	%	31/12/2014	%	%
Nombre de mois de l'exercice		12	struct.	12	struct.	var/n-1	12	struct.	var/n-1
CHIFFRE D'AFFAIRE NET		1 473 170 498	100%	1 889 838 021	100%	28%	1 733 525 493	100%	-8%
+ Production stockée / immobilisée		47 670 718	3%	35 389 342	2%	-26%	555 779 040	32%	1470%
ACTIVITE		1 520 841 216	103%	1 925 227 363	102%	27%	2 289 304 533	132%	19%
- Achats		744 767 299	51%	962 069 462	51%	29%	1 184 134 824	68%	23%
- var, stock de matières et marchandises		-	0%	-	0%	-	-	0%	-
MARGE BRUTE		776 073 917	53%	963 157 901	51%	24%	1 105 169 709	64%	15%
- charges externes		264 799 102	18%	272 816 028	14%	3%	465 265 965	27%	71%
VALEUR AJOUTEE		511 274 815	35%	690 341 873	37%	35%	639 903 744	37%	-7%
+ Subventions d'exploitation reçues		-	0%	-	0%	-	-	0%	-
- Salaires & charges sociales		121 461 975	8%	156 899 488	8%	29%	176 411 877	10%	12%
- Impôts, Taxes		21 971 501	1%	22 922 651	1%	4%	19 915 163	1%	-13%
+ Résultat sur opérations en commun		-	0%	-	0%	-	-	0%	-
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA)		367 841 339	25%	510 519 734	27%	39%	443 576 704	26%	-13%
+/- Autres produits & charges		- 5 313 390	-0%	344 253	0%	-106%	3 637 984	0%	957%
-Dotations aux amortissements		86 363 063	6%	172 861 927	9%	100%	199 903 829	12%	16%
-Loyers de crédit-bail (Amortissements)		-	0%	-	0%	-	-	0%	-
- Dotations aux provisions		-	0%	-	0%	-	-	0%	-
EXCEDENT NET D'EXPLOITATION (EBIT)		276 164 886	19%	338 002 060	18%	22%	247 310 860	14%	-27%
+ Produit financiers		367 793	0%	1 418 860	0%	286%	3 504 086	0%	147%
- Intérêts & charges assimilées		28 144 069	2%	62 829 994	3%	123%	45 902 609	3%	-27%
(dont crédit-bail)									
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		248 388 610	17%	276 590 926	15%	11%	204 912 336	12%	-26%
+ / - produits nets sur opérations de gestion		-	0%	-	0%	-	-	0%	-
+ / - produits nets sur opération en capital		-	0%	-	0%	-	-	0%	-
- Dotations provisions exceptionnelles		-	0%	-	0%	-	-	0%	-
+ Transfert de charges		-	0%	-	0%	-	-	0%	-
- Participation des salariés		-	0%	-	0%	-	-	0%	-
- Impôts sur les sociétés		19 522 060	1%	21 713 490	1%	11%	18 851 935	1%	-13%
RESULTAT DE L'EXERCICE		228 866 550	16%	254 877 436	13%	11%	186 060 401	11%	-27%

Annexe 26 : Plan de charge réalisable sur l'année 2015

SPA
ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENT
ADRESSE :
R.C. N° :
L. Fiscale N° :
Art Imposition N° :
NIS N° :
TEL / FAX :

PLAN DE CHARGE REALISABLE SUR L'ANNEE 2015

Marché	Contractant	Date de signature	Domiciliation	Valeur	Délais de réalisation (mois)	Réalisable 2014 (Mois / CA)	Réalisable 2015 (Mois / CA)	OBSERVATION
1 Travaux d'amélioration urbaine à travers les communes de la wilaya LOT 04: Voie B reliant la RNS à la Zhun (Ecole primaire BETTAYEB Ahmed) sur 1,4Kmt à LAKHDARIA	DTP Bouira	MARCHE N° 130/ DTP/2014 APPROUVE LE 15/09/2014	SGA	81 948 828,30	6	0	0,00	6 81 948 828,30
2 Travaux d'amélioration urbaine à travers les communes de la wilaya Lot 09 : Boulevard de Oued El Berdi	DTP Bouira	MARCHE N° 159/ DTP/2014 APPROUVE LE 28/09/2014	SGA	100 870 505,00	6	0	0,00	6 100 870 505,00
3 Raccordement vers l'Auto Route Est-Ouest : Dédoublément de la route reliant l'Echangeur EST Bouira à la ville de Sour El Ghozlene sur 23Km LOT n°01: Du PK0+000 (SIDI KHALED) au PK05+500 (OUED EL HADJ ALI)	DTP Bouira	MARCHE N° 65/DTP/2012 APPROUVE LE 02/07/2012	SGA	501 536 559,42	10	2,59	129 897 968,89	7,41 371 638 590,53
Total				684 355 892,72		129 897 968,89		554 457 923,83

Mr:

L'ENTREPRISE

Annexe 27 : Plan de charge actuel (récapitulatif général)

ENTREPRISE DES TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENT

SPA

IMLEUL

RC N° :

FISCAL

COMPTES

AGENCE

TELFAX :

WILAYA DE TIZI-OUZOU

PLAN DE CHARGE ACTUEL (RECAPITULATIF GENERAL)

N°	ORGANISME	MONTANT TOTAL MARCHE	MONTANT REALISE EN 2014	MONTANT RESTE A REALISE EN 2015
1	DTP BOUIRA	1 015 208 772,61	177 233 482,76	837 975 289,85
2	DTP TIZI-OUZOU	55 194 182,55	24 734 994,39	30 459 188,16
3	DUAC TIZI-OUZOU	700 319 658,64	449 345 926,61	250 973 732,03
4	APC TIZI-OUZOU	12 314 835,00	0,00	12 314 835,00
5	APC - TADMAIT	9 888 723,00	0,00	9 888 723,00
TOTAL GENERAL TTC		1 783 037 448,80	651 314 403,76	1 131 723 045,04

SPA

Annexe 28 : Plan de charge actuel (DUAC TIZI-OUZOU)

SPA
MILEUL
RC N° : 0/
FISCALE
COMPTE BANCAIRE
AGENCE
TELFAX

AYA TIZI-OUZOU

PLAN DE CHARGE ACTUEL (DUAC TIZI-OUZOU)

N°	INTITULE DU PROJET	Contractant	Domiciliation	MONTANT DU	Montant Réalise	RESTE A	Délais de
				MARCHE	EN 2014	REALISE EN 2015	Réalisation
1	Travaux de revêtement voiries dans la commune de TADMAT N° du Marché : 09.721.08 du 24/01/2009	DUAC - TO	BDL - 145	244 315 443,30	166 134 501,44	78 180 941,86	04 MOIS
2	TISSUS ANCIEN AXE TECHNICUM village TALA MANSOUR N° du Marché : 12.721.123 du 15/07/2012	DUAC - TO	BDL - 145	83 108 248,20	58 175 773,74	24 932 474,46	02 MOIS
3	Réalisation des Travaux de voiries dans la commune de TIZI-OUZOU AMRAOU BOUAZIZ- BARCHICHE 200 VILLAS N° du Marché : 11.721.98 du 19/07/2011	DUAC - TO	BDL - 145	119 613 206,40	101 671 225,44	17 941 980,96	04 MOIS
4	Réalisation des Travaux de revêtement voirie commune TIZI-OUZOU voie parking cité des fonctionnaire - voie parking cité million N° du Marché : 11.721.62 du 07/06/2011	DUAC - TO	BDL - 145	20 896 244,00	13 433 299,71	7 462 944,29	3,5 MOIS
5	Travaux d'amélioration urbaine commune d'ASSI YUCEF N° du Marché :	DUAC - TO	BDL - 145	18 837 350,00	0,00	18 837 350,00	2,5 MOIS
6	Portant réalisation des Travaux d'amélioration urbaine (plan annuel 2013) N° du Marché : 14.721.129 du 30/09/2014	DUAC - TO	BDL - 145	90 472 587,94	39 807 938,69	50 664 649,25	5 MOIS
7	Voie d'un AXE POS BENI DOUALA N° du Marché :	DUAC - TO	BDL - 145	65 912 000,00	18 675 066,67	47 236 933,33	6 MOIS
8	LOT N° 27 : Revêtement en béton bitumineux dans les commune de MECHTRAS -DRAA EL MIZAN BENI YENNI - TIZI GHENIFF- AGOUNI GUEHRANE AIT BOUADOU -OUADHIAS N° du Marché : 12.721.02 du 02/01/2012	DUAC - TO	BDL - 145	57 164 578,80	51 448 120,92	5 716 457,88	1,5 MOIS

Annexe 29 : Plan de charge actuel (APC de TIZI-OUZOU) et (APC de TADMAIT)

SPA
 IMLEUL
 RC N° :
 A imposition :
 I FISCAL N° :
 COMPTES BANCAIRES :
 AGENCE BDL DE FREHA WILAYA TIZI-OUZOU
 TEL/FAX : (

PLAN DE CHARGE ACTUEL : (APC - TIZI OUZOU) ET (APC - TADMAIT)

N°	INTITULE DU PROJET	Contractant	Domiciliation Bancaire	MONTANT DU MARCHE	Montant Réalisé EN 2014	RESTE A REALISE EN 2015	Délais de Réalisation
1	Aménagement et revêtement de la piste reliant l'école AMRANE LOUNES vers TAMAZIRT sur 900 ml N° du Marché : 06/2014 du 23/04/2014	APC - TO	BDL-145	12 314 835,00	0,00	12 314 835,00	1,5 MOIS
2	Entretien du chemin communal ICHAKALENE sur 2 600 ML N° du Marché :	APC - TADMAIT	BDL-145	9 888 723,00	0,00	9 888 723,00	0,5 MOIS

SPA

Annexe 30 : Plan de charge actuel (DTP de TIZI-OUZOU)

SPA
 RC N°
 I FISCAL N°
 COMPTE BANCAIRE :
 AGENCE BDI DE FORTA WILAYA TIZI-OUZOU
 TEL/FAX

WILAYA DE TIZI-OUZOU

PLAN DE CHARGE ACTUEL (DTP TIZI-OUZOU)

N°	INTITULE DU PROJET	Contractant	Domiciliation	MONTANT DU MARCHE	MONTANT REALISE EN 2014	MONTANT RESTE A REALISE EN 2015	Délais de Réalisation
1	Revetement de la route menant de la RN12 EDIMCO au BVD KERRAD RACHID cne TIZI OUZOU N° du Marché : 179/S3S/2013 Approuvé le : 29.10.2013	DTP-TO	Bancaire BDL-145	7 293 780,00	6 053 837,40	1 239 942,60	01 MOIS
2	Renforcement de 65 Km de chemins de wilaya degaus du CW100 -CW150-CW147 N° du Marché : 62/S22/2012 Approuvé le : 02.09.2012	DTP-TO	BDL-145	47 900 402,55	18 681 156,99	29 219 245,56	02 MOIS

Annexe 31 : Plan de charge actuel (DTP de BOUIRA)

SPA
 IMLEUL
 RC N° :
 I FISCAL N° :
 COMPTE BANCAIRE
 AGENCE BDI DE FESSHA WILAYA TIZOUZOU
 TEL/FAX :

Y. DE TIZOUZOU

PLAN DE CHARGE ACTUEL (DTP BOUIRA)

N°	INTITULE DU PROJET	Contractant	Domiciliation	MONTANT DU	Montant Réalise	RESTE A	Délais de
			Bancaire	MARCHE	EN 2014	REALISE EN 2015	Réalisation
1	Réparation des dégats causés par les intempéries sur les RN08 N° du Marché : 26/DTP/2014 du 01/04/2014	DTP - BOUIRA	BDL - 145	197 442 272,50	124 388 757,68	73 053 514,82	6 MOIS
2	LOT N°01 : Revelement de la RN08 du PK121+000 au PK147+600 Sur un linéaire de 26,6 km N° du Marché : 111 /DTP/2014	DTP - BOUIRA	BDL - 145	310 851 324,81	52 844 725,08	258 006 599,73	4 MOIS
3	Revelement en BBME de la RN18 du PK140+000 au PK156+500 sur 16,5km N° du Marché : 132/DTP/2014 du 10/09/2014	DTP - BOUIRA	BDL - 145	156 353 886,00	0,00	156 353 886,00	4 MOIS
4	LOT 04 : voie B reliant la RN5 à la ZHUN Ecole primaire BETTAYEB AHMED sur 1,4 km à LAKHDARIA N° du Marché : 130/DTP/2014	DTP - BOUIRA	BDL - 145	81 948 828,30	0,00	81 948 828,30	6 MOIS
5	LOT N°08 : Réalisation des travaux d'entrees sur 3 km fin de projet N° du Marché : en cours d'approbation	DTP - BOUIRA	BDL - 145	179 232 300,00	0,00	179 232 300,00	2 MOIS
6	Entretien des section dégradées de l'autoroute est ouest entre le PK152+000 et le PK204+000 N° du Marché : en cours d'approbation	DTP - BOUIRA	BDL - 145	31 941 000,00	0,00	31 941 000,00	2 MOIS
7	Réparation des sections dégradées sur RN08 sur 2,3 km N° du Marché :	DTP - BOUIRA	BDL - 145	7 993 323,00	0,00	7 993 323,00	1 MOIS

SPA

SPA

IMLÉUL

RC N° :

FISCALE N

COMPTE BANCAIRE :

AGENCE

TEL/FAX :

21-OUZOU

YA TIZI-OUZOU

PLAN DE CHARGE ACTUEL (DTP BOUIRA)

N°	INTITULE DU PROJET	Contractant	Domiciliation Bancaire	MONTANT DU MARCHE	Montant EN 2014	RESTE A REALISE EN	Délais de Réalisation
8	Aménagement de la voie reliant la voie ZAMMOUNI SALAH carrefour FATMA NSOUMAR N° du Marché :	DTP - BOUIRA	BDL - 145	4 996 368,00	0,00	4 996 368,00	2 MOIS
9	Aménagement de l'accès du BVD ZIGHOUD YOUSSEF vers L'hôpital MOHAMED BOUDIAF N° du Marché : 43/DTP/2014 du 18/05/2014	DTP - BOUIRA	BDL - 145	2 411 370,00	0,00	2 411 370,00	1,5 MOIS
10	Réalisation d'une trémie sur RN5 à bouira avec aménagement du carrefour N° du Marché : marché en cours d'approbation	DTP - BOUIRA	BDL - 145	42 038 100,00	0,00	42 038 100,00	

SPA

Introduction générale.....	1
chapitre I : Concepts de base de l'analyse financière	6
Introduction du chapitre I	7
Section 1 : Méthodologie de l'analyse financière	8
1.1 Notions sur l'analyse financière.....	8
1.1.1 Utilité de l'analyse financière.....	8
1.1.2 Objectifs de l'analyse financière	10
1.2 Démarche et m'méthode de l'analyse financière	11
1.2.1 Démarche de l'analyse financière	11
1.2.2 Différentes méthodes de l'analyse financière	13
1.2.3 Plan type de l'analyse financière.....	15
Section 2 : performance et solidité financière d'une entreprise	18
2.1 La rentabilité	18
2.1.1 La rentabilité économique	18
2.1.2 La rentabilité financière.....	21
2.1.3 L'effet de levier d'endettement	22
2.2 La solvabilité.....	22
2.2.1 Les enjeux de la solvabilité	23
2.2.2 Les contraintes de la solvabilité	23
Conclusion du chapitre I.....	25
Chapitre II : Outils de l'analyse financière	26
Introduction du chapitre II	27
Section 1 : Le bilan financier.....	28
1.1 Bilan comptable	28
1.1.1 Actif.....	28
1.1.2 Passif	30
1.2 Construction du bilan financier.....	32
1.2.1 Principaux retraitements du bilan.....	32
1.2.2 Masses du bilan financier	34
Section 2 : Compte résultat.....	35

2.1 Présentation du compte de résultat et du SIG	35
2.1.1 Définition du compte de résultat	35
2.1.2 Structure du compte de résultat	36
2.2 Analyse du compte de résultat	37
2.2.1 Soldes intermédiaires de gestion	37
2.2.2 Capacité d'auto financement	43
Section 3 : Tableau des flux de trésorerie.....	46
3.1 Classification des opérations qui influent sur le tableau des flux	46
3.2 Construction du tableau des flux de trésorerie.....	47
3.2.1 Flux de trésorerie lié à l'activité.....	47
3.2.2 Flux de trésorerie lié à l'investissement	49
3.2.3 Flux de trésorerie lié au financement	50
Section 4 : état de variation de capitaux	52
Conclusion du chapitre II	55
Chapitre III : Analyse des états financiers.....	56
Introduction du chapitre III.....	57
Section 1 : Analyse de l'équilibre financier	58
1.1 Fond de roulement.....	58
1.2 Besoin en fond de roulement.....	59
1.2.1 Délais de règlement clients en pourcentage du chiffre d'affaire.....	59
1.2.2 Délais de règlement clients en nombres de jours du chiffre d'affaire.....	60
1.2.3 Délais de règlement des fournisseurs	60
1.2.4 Délais des rotations des stocks	61
1.3 Trésorerie nette	61
Section 2 : Analyse à partir des ratios	62
2.1 Ratios de la structure financière.....	62
2.1.1 Structure du passif.....	62
2.1.2 Structure de l'actif.....	64
2.1.3 Ratios de liquidité.....	65
2.2 Ratios d'activité	68
2.2.1 Analyse de la croissance de l'entreprise	68
2.2.2 Analyse de la rentabilité de l'entreprise	70

Conclusion du chapitre III	73
Chapitre IV : Appréciation de la structure financière d'une entreprise de sa performance par la banque société générale.....	74
Introduction du chapitre IV	75
Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil.....	76
1.1 Historique de la société générale Algérie	77
1.2 Organisation et gouvernance de la filiale société générale Algérie	78
1.3 Organigramme générale de la société générale Algérie.....	79
1.4 Organigramme de l'agence de tizi ouzou	79
1.5 Bref aperçu de l'environnement comptable Algérien	80
Section 2 : Application d'une démarche d'analyse financière sur une entreprise de BTPH	82
2.1 Analyse des bilans de l'entreprise.....	83
2.1.1 Analyse de l'équilibre financier	85
2.1.2 Analyse à travers les ratios.....	88
2.2 Analyse du compte de résultat de l'entreprise	91
2.2.1 Analyse de la croissance.....	92
2.2.2 Analyse de la rentabilité	92
2.2.3 Analyse de la capacité d'auto financement	94
2.3 Analyse du tableau des flux de trésorerie	95
Conclusion du chapitre IV	97
Conclusion générale	99
Bibliographie.....	101
Liste des figures	104
Liste des tableaux	105
Liste des annexes	106
Table des matières.....	139